

الجامعة التونسية لشركات التأمين

Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances

Le Marché Tunisien des Assurances en

2 0 2 1

Tunisian Insurance M a r k e t i n

2 0 2 1

Octobre 2022



الجامعة التونسية لشركات التأمين
Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances



L' ASSURANCE TUNISIENNE en 2021

SOMMAIRE

Introduction

A. Le marché tunisien des assurances	6
B. Les données clés du secteur	6
C. Le cadre institutionnel	8

Première Partie

I- LES ASSURANCES DIRECTES

A. Les primes	26
B. Les sinistres réglés	26
C. Les frais de gestion	26
D. Les résultats techniques nets	27

II- LA RÉASSURANCE

1. Les acceptations	28
2. Les cessions	30
3. Les rétrocessions	31
4. Les opérations de réassurance effectuées par Tunis-Re	32

III- L'ACTIVITÉ GLOBALE (Assurances directes et acceptations)

A. Les primes	34
B. Les sinistres réglés et les provisions techniques	37
C. Les frais de gestion	38
D. Les résultats techniques	39
E. Les fonds propres, les placements & les revenus financiers	40

Deuxième Partie

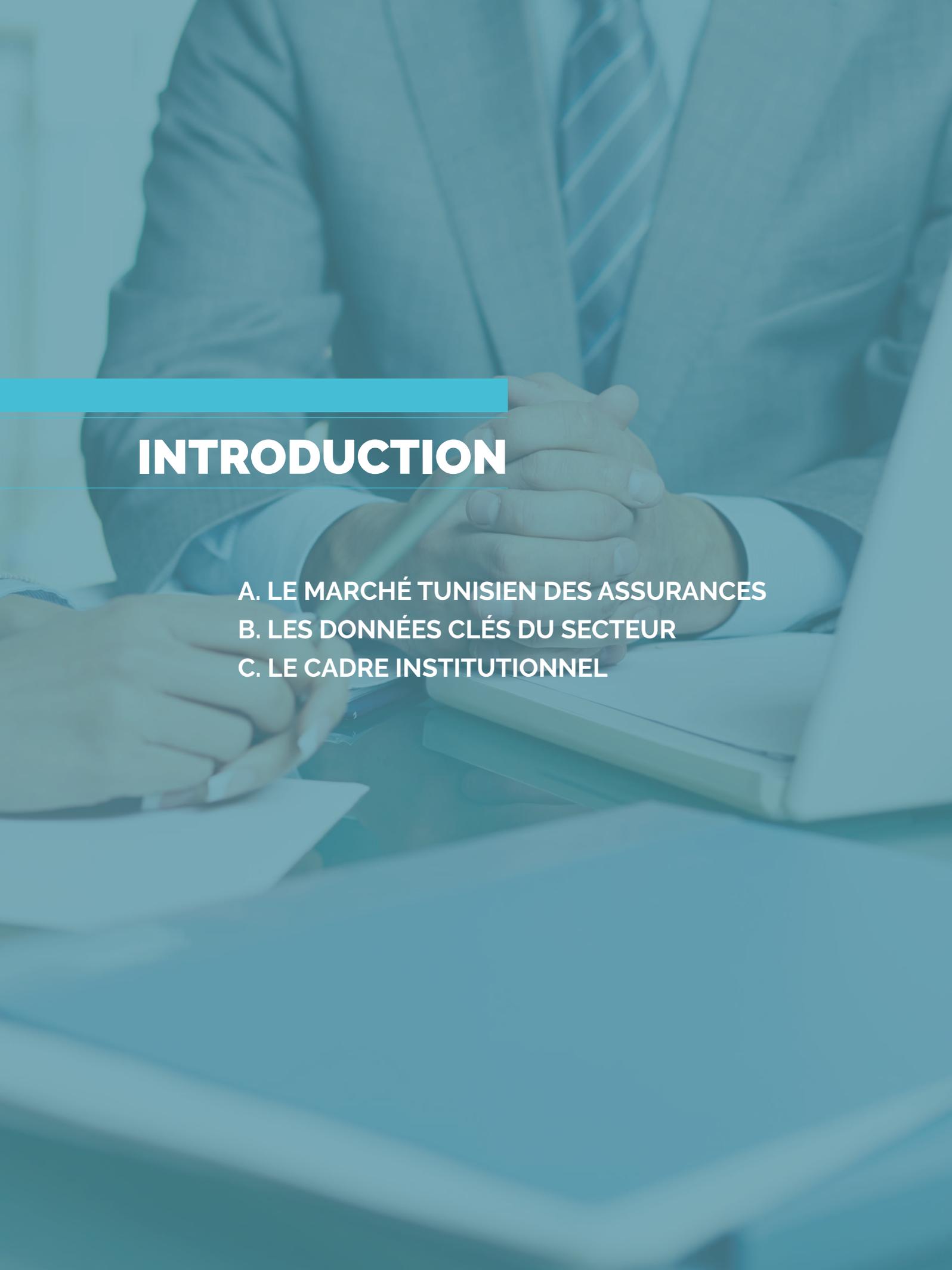
I. Analyse Vie & Non vie	44
II. Analyse par branche	47

A- L' Assurance automobile	47
B- L' Assurance groupe maladie	53
C- L' Assurance transport	57
D- L' Assurance incendie	61
E- L' Assurance des risques techniques et divers	65
F- L' Assurance crédit	69
G- L' Assurance agricole	72
H- L' Assurance vie	76

V- ANNEXES

A. Les primes émises par branche et par entreprise	82
B. Les sinistres réglés par branche et par entreprise	83
C. Le compte d'exploitation par branche (non vie ,vie)	84
D. Le compte d'exploitation par branche (Affaires directes, Acceptations)	85
E. Tunisian insurance market in 2021	86
F. La liste des entreprises d'assurances & de réassurances	93

- Ce rapport a été établi à partir des états statistiques des exercices 2019 –2020 et 2021 transmis par les entreprises tunisiennes d'assurances et de réassurances régies par le code des assurances et à partir des états publiés sur le site du conseil du marché financier CMF
- Les opérations des caisses d'assurances sociales (CNRPS, CNSS et CNAM) et des sociétés mutuelles de prévoyance régies par le décret du 18 février 1954 sont exclues ».

A background image showing a business meeting with people in suits, hands clasped, and papers on a desk, all overlaid with a light blue tint.

INTRODUCTION

- A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES**
- B. LES DONNÉES CLÉS DU SECTEUR**
- C. LE CADRE INSTITUTIONNEL**

INTRODUCTION

A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES

En 2021, le marché tunisien des assurances a enregistré les résultats suivants :

- Les primes émises du secteur des assurances se sont élevées à 2 833,204 MD en 2021 contre 2 572 ,083 MD en 2020, soit une augmentation de 10,15 %.
- Les sinistres réglés ont enregistré une augmentation de 21,41 % passant de 1 353,170 MD en 2020 à 1 642,879 MD en 2021.
- Les frais de gestion ont totalisé un montant de 678,696 MD en 2021 contre 627,968 MD en 2020, soit une augmentation de 8,08 %.
- Les provisions techniques ont enregistré une augmentation de 9,88 % en 2021 passant de 5 894,904 MD en 2020 à 6 477,054 MD en 2021.
- Les montants des placements inscrits aux actifs des bilans se sont élevés à 7 258,748 MD en 2021 contre 6 534,100 MD en 2020, soit un taux de croissance de 11,09 %.
- Le résultat technique de l'exercice s'est détérioré en 2021, Il dégage un excédent de 199,910 MD contre un excédent de 284,018 MD en 2020.
- Les bilans consolidés ont dégagé en 2021 un bénéfice de 225,041 MD contre un bénéfice de 231,547 MD en 2020.

B. LES DONNÉES CLES DU SECTEUR



	2020	2021	Ev. 21/21 en %
Primes Emises (Affaires Directes)	2 559 935 528	2 821 926 359	10,23
Acceptations	12 147 707	11 277 685	-7,16
Primes Emises. (Affaires Directes+ Acceptations)	2 572 083 235	2 833 204 043	10,15
Sinistres Réglés (Affaires Directes)	1 344 381 855	1 636 245 326	21,71
Sinistres Réglés (Acceptations)	8 788 286	6 633 591	-24,52
Sinistres Réglés (Affaires Directes + Acceptations)	1 353 170 141	1 642 878 917	21,41
Frais de Gestion (Affaires Directes)	625 434 700	676 153 037	8,11
Frais de Gestion (Acceptations)	2 533 647	2 543 206	0,38
Frais de Gestion (Affaires Directes + Acceptations)	627 968 347	678 696 243	8,08
Provisions Techniques	5 894 903 711	6 477 054 155	9,88
Cessions et Rétrocessions	453 260 048	481 272 195	6,18
Placements	6 534 099 732	7 258 747 501	11,09
Solde Financier	297 943 277	340 762 531	14,37
Solde de réassurance (résultats des cessions)	-125 778 769	-77 747 335	-38,19
Résultat net	284 017 797	199 910 073	-29,61
Résultat aux Bilans	231 546 758	225 041 414	-2,18

C. CADRE INSTITUTIONNEL

1. CODE D'ASSURANCES

Promulgué par la Loi n° 92-24 du 9 mars 1992 tel que complété et modifié par :

- La Loi n° 94-10 du 31 janvier 1994
- La Loi n° 97-24 du 28 avril 1997
- La Loi n° 2001-91 du 7 août 2001
- La Loi n° 2002-37 du 1er avril 2002
- La Loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004.
- La Loi n° 2005-86 du 15 août 2005.
- La Loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.
- La Loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- La Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014.

2. LE CONTRAT D'ASSURANCE EN GÉNÉRAL

A/ Le contrat d'assurance en général (Titre I du code des assurances, articles 1 à 47)

- Les paragraphes 2 et 3 de l'article 34 et le paragraphe 2 de l'article 44 ont été ajoutés par la loi n°2002-37 du 01 avril 2002 (le paragraphe 2 de l'article 44 a été modifié par la loi n°2008-8 du 13 février 2008).
- Les articles 46 et 47 ont été modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 août 2001, portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant les modalités d'application de l'article 6 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001 fixant le modèle type des conditions générales des contrats d'assurances, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 01 mars 2016.

B- Le contrat d'assurance maritime

- Articles 297 à 365 du code de commerce maritime promulgué par la loi n° 62-13 du 24 avril 1962.
- Décret n° 90-216 du 20 janvier 1990 portant augmentation de la somme limite de la responsabilité du transporteur maritime pour les pertes, avaries ou dommages subis par colis ou par unité habituelle de fret de marchandises (application de l'article 147 du code de commerce maritime).
- Loi n° 2004-3 du 20 janvier 2004, modifiant et complétant le code de commerce maritime.
- Article 16 du décret n° 2004-329 du 9 février 2004, relatif aux modalités d'application des dispositions de l'article 55 du code des ports maritimes de commerce et notamment les conditions d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce : L'obligation de la responsabilité civile du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce.

3. LES ASSURANCES OBLIGATOIRES

A- L'assurance automobile

- Loi n° 2005-86 du 15 août 2005, portant insertion d'un cinquième titre au code des assurances relatif à l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et au régime d'indemnisation des préjudices résultant des atteintes aux personnes dans les accidents de la circulation (les articles 110 à 176 du code des assurances).
- L'article 113 bis a été ajouté au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 113 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

- L'article 19 de la loi n°2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 relatif à la création du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 6 janvier 2006, portant inscription sur la liste des médecins légistes et des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, fixant les règles de fonctionnement du bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation du modèle-type des renseignements demandés en vue d'établir l'offre de transaction amiable.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation des statuts de l'association professionnelle chargée de l'application des conventions conclues avec les pays étrangers adhérents aux régimes de cartes internationales d'assurance.
- Décret n°2006-873 du 27 mars 2006, relatif aux conditions d'application des dispositions du premier chapitre du titre 5 du code des assurances pour les utilisateurs des véhicules terrestres à moteur non immatriculés dans d'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie ainsi que les modalités d'établissement et de validité des documents justificatifs de l'existence du contrat d'assurance , tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-880 du 23 juillet 2015(article 5).
- Arrêté du ministre des finances du 12 avril 2006, fixant la forme de l'attestation d'assurance et son contenu, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 31 décembre 2015.
- Décret n°2006-1224 du 2 mai 2006, fixant les renseignements et les exemples obligatoires à inclure dans le procès-verbal d'enquête.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 1er juin 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre de la santé publique et du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 juin 2006, fixant les tarifs cadres des frais de soin des victimes des accidents de la circulation.
- Décret n°2006-2069 du 24 juillet 2006, fixant les taux des contributions au financement du Fonds de Garantie des Victimes des Accidents de la Circulation et leur mode de calcul.
- Décret n°2006-2336 du 28 août 2006, relatif aux modalités d'intervention du Fonds de Prévention des Accidents de la Circulation, son mode de fonctionnement, l'assiette et les taux des contributions qui lui sont réservées, tel que modifié par le décret n°2007-275 du 12 février 2007.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 2 septembre 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2006, portant désignation du président et membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre des finances du 25 décembre 2006, portant approbation de la convention d'indemnisation pour le compte d'autrui.
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 11 juin 2007, portant approbation du barème des incapacités permanentes.
- Décret n°2007-1487 du 25 juin 2007, portant approbation de la convention qui fixe les droits et obligations des assureurs et de la caisse nationale d'assurance maladie en ce qui concerne le remboursement des montants versés ou exigibles au profit de la victime et résultant des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.
- Décret n°2007-1871 du 17 juillet 2007, fixant le tableau de conversion des rentes et le mode de calcul du capital objet de la conversion.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 25 août 2008, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 3 février 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 14 mai 2009, portant désignation d'un membre représentant l'organisation de la défense du consommateur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 02 juin 2010, relatif à l'inscription sur la liste des médecins ayant le

certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 8 septembre 2010, portant nomination d'un membre représentant la FTUSA à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 15 novembre 2010, portant nomination d'un membre représentant le ministère de l'intérieur et du développement local à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 06 juin 2011, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 février 2012, portant nomination de deux membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation représentant le ministre des finances et le ministre de la santé publique.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mai 2012, portant nomination du président et d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 04 janvier 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 18 janvier 2013, portant nomination d'un représentant du ministère de l'intérieur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 03 juin 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice du 16 janvier 2014, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mars 2014, portant nomination des membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentants le secteur des assurances).
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 24 septembre 2014, portant nomination d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentant l'organisation de défense du consommateur).
- Article 55 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 ayant instauré la non exigibilité instaurant l'exonération des taxes dues sur les véhicules automobiles en cas de justification de leur nom circulation.
- Article 56 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : Amélioration du recouvrement des taxes de circulation.
- Article 89 de la loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : prorogation des délais de paiement des taxes de circulation pour les véhicules destinés à la location et les véhicules acquis dans le cadre des contrats d'Ijora ou de leasing.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 01-2015 du 25 Décembre 2015 relatif à la création d'une Base de Données au niveau du CGA pour l'application du système « Bonus-Malus » du tarif de l'assurance responsabilité civile des propriétaires des véhicules terrestres à moteur.
- Décret gouvernemental n°2016-292 du 01 mars 2016, modifiant le décret n°2000-146 du 24 janvier 2000, relatif à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique.
- Arrêté du ministre des finances du 16 février 2016, portant désignation des membres permanents et membres suppléants du bureau central de tarification.
- Règlement du ministre des finances du 8 mai 2019 relatif à la fixation du au système Bonus-Malus du tarif de l'assurance de la responsabilité civile résultant de l'usage des véhicules terrestre à moteur.

B- L'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles

- Loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies

professionnelles.

- Textes d'applications : plusieurs décrets et arrêtés ont été publiés en application de la loi susvisée.
- Arrêté du ministre de la justice du 12 octobre 2017, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évolution du dommage corporel.

C- L'assurance maladie

- Loi n° 2004- 71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n° 2005-321 du 16 février 2005, portant organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de la caisse nationale d'assurance maladie.
- Décret n°2005-2192 du 9 août 2005, portant organisation du conseil national d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3030 du 21 novembre 2005, fixant les conditions et les procédures de prise en charge par les organismes de sécurité sociale du montant du ticket modérateur exigible des personnes handicapées au titre de leur soins et hospitalisation dans les structures publiques de santé.
- Décret n°2005-3031 du 21 novembre 2005, fixant les modalités et les procédures de l'exercice du contrôle médical prévu par la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3154 du 6 décembre 2005, portant détermination des modalités et procédures de conclusion et d'adhésion aux conventions régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 22 février 2006, portant approbation de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 1er juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues cliniciens, sages-femmes et auxiliaires médicaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre de la santé publique du 29 octobre 2007, du 18 mars 2008 et du 1er mars 2010.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er août 2006, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des biologistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat national des biologistes de libre pratique.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 13 avril 2007, fixant les listes des spécialités et des actes médicaux et paramédicaux, des médicaments, de l'appareillage, des frais de transport sanitaire, ainsi que la liste des prestations nécessitant l'accord préalable, pris en charge par le régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 2 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Décret n°2007-1073 du 02 mai 2007, portant classement de certains centres en centres spécialisés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 4 mai 2007, portant approbation de la convention

sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.

- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er juin 2007, portant approbation de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie d'une part, et les syndicats des pharmaciens d'officine de jour et des pharmaciens d'officine de nuit d'autre part.
- Décret n°2007-1366 du 11 juin 2007, portant détermination des étapes d'application de la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie aux différentes catégories d'assurés sociaux mentionnés dans les différents régimes légaux de sécurité sociale.
- Décret n° 2008-756 du 24 mars 2008, modifiant le décret n°2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, procédures et taux des prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie.
- Décret n°2007-1406 du 18 juin 2007, fixant l'assiette de calcul des taux de cotisations dues au titre de régime de base d'assurance maladie et ses étapes d'application.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 25 juin 2007, portant fixation de la liste des affections lourdes ou chroniques prises en charge intégralement par la caisse nationale d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 29 juin 2007, portant fixation de la liste des prestations d'hospitalisation dispensées dans les établissements sanitaires privés conventionnés avec la caisse nationale d'assurance maladie et prises en charge dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 15 août 2007, relatif à la fixation de la liste des médicaments génériques servant de base pour la détermination des prix de référence des médicaments dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 15 août 2007, modifiant et complétant l'arrêté du 19 septembre 2002, fixant la liste des établissements publics hospitaliers autorisés à effectuer les prélèvements ou les greffes d'organes humains.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclu entre la CNAM et le syndicat Tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 et l'avenant n°2 de la convention sectorielle des cliniques privées conclus entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 12 décembre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins spécialistes adhérents au syndicat tunisien des médecins spécialistes libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 5 octobre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux physiothérapeutes.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 22 février 2008, fixant le tarif applicable à la délivrance des produits sanguins à usage thérapeutique au titre de leur transformation, analyse, conservation ainsi que de la préparation de leurs dérivés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 3 juin 2008, portant fixation du plafond annuel des montants des prestations de soins ambulatoires prises en charge par le régime de base d'assurance maladie, au titre de la filière privée de soins ou du système de remboursement, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 24 juin 2010 .
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 7 juillet 2008, portant modification de l'arrêté du 19 décembre 1996, fixant les tarifs de prise en charge des malades payants dans les structures sanitaires publiques relevant du ministère de la santé publique.

- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°2, n°3 et n°4 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°5 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 18 août 2008, portant approbation de l'avenant n°1 de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 octobre 2008, portant approbation de l'avenant n°6 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 janvier 2009, portant fixation des membres des commissions régionales de contrôle médical, leur attribution territoriale, leur composition et leurs modalités de fonctionnement créées auprès de la CNAM.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 5 février 2009, portant création du comité technique de la sécurité des malades et organisation de ses modalités de fonctionnement tel que complété par l'arrêté du 17 avril 2009.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 16 juin 2009, fixant la liste des établissements sanitaires à vocation universitaire, des hôpitaux régionaux, des hôpitaux de circonscription et des groupements de santé de base relevant du ministère de la santé public.
- Arrêté du ministre des affaires sociales du 30 juin 2014, portant approbation de l'avenant n°1 de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclu entre la CNAM et le syndicat des pharmaciens d'officine de Tunisie.

D- L'assurance incendie

- Les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance incendie.
- Décret n° 81-1595 du 24 novembre 1981, fixant les conditions de l'obligation d'assurance incendie édictée par les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011 relatif à la réparation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Décret n°2011-790 du 27 juin 2011 fixant les modalités, les procédures et les règles de fonctionnement du décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011, tel que modifié par le décret n° 2011-3165 du 24 octobre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 05 décembre 2011, portant désignation des membres à la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014, portant désignation d'un membre à la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires (représentant la FTUSA).

E- L'assurance transport des marchandises à l'importation

- Les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981, fixant les conditions d'application de l'obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 99-2364 du 27 octobre 1999, modifiant le décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981.

F- L'assurance dans le domaine de la construction

- Loi n° 94-9 du 31 janvier 1994 relative à la responsabilité et au contrôle technique dans le domaine de la construction.

- Titre III du code des assurances (articles 95 à 100 ajoutés par la loi n° 94-10 du 31 janvier 1994), instituant l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n° 95-415 du 6 mars 1995, fixant la liste des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance de la responsabilité décennale des intervenants dans leur réalisation, tel qu'il a été complété par le décret n° 97-1360 du 14 juillet 1997.
- Décret n° 95-416 du 6 mars 1995 relatif à la définition des missions du contrôleur technique et aux conditions de l'octroi de l'agrément.

G- L'assurance de responsabilité professionnelle

- Campements de tourisme : article 13 de l'arrêté du ministre du commerce du 25 septembre 1978, portant réglementation des campements de tourisme.
- L'hébergement touristique à temps partagé : décret n°2009-1935 du 15 juin 2009, portant fixation des conditions d'obtention de l'autorisation préalable à l'exercice de l'activité d'hébergement touristique à temps partagé (article 3).
- L'agent immobilier : Loi n° 81-55 du 23 juin 1981, portant l'organisation de la profession d'agent immobilier;
- Décret n° 81-1814 du 22 décembre 1981 fixant les modalités de la délivrance de la carte professionnelle à l'agent immobilier (article 3).
- Commerçants des ascenseurs : loi n° 87-49 du 2 août 1987 réglementant le commerce des ascenseurs et assimilés (articles 3 et 5).
- Commission de délivrance des licences des agences de voyage : décret 87-273 du 17 février 1987 relatif à la composition et modalités de fonctionnement de la commission de délivrance des licences des agences de voyage.
- Établissements sanitaires privés : loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, portant organisation sanitaire (articles 48 et 59).
- Organisation et développement de l'éducation physiques et des activités sportives : Loi n°94-104 du 3 août 1994 (article 27).
- Transitaires : loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008 et l'arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession transitaire.
- Décret n°2010-1079 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par la loi n° 95-32 du 14 avril 1995 relative aux transitaires, tel qu'il a été modifié et complété par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice de l'activité de transitaire prévue à l'article 19 de la loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, tel qu'il a été modifié et complété par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Les entreprises qui produisent ou transportent ou gèrent les déchets : Loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination (articles 34 et 47).
- Les établissements privés de protection des personnes âgées : Décret n° 96-1766 du 30 septembre 1996 fixant les conditions de création des établissements privés de protection des personnes âgées et les modalités de leur fonctionnement (titre II).
- Liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires : loi n° 97-71 du 11 novembre 1997, relative aux liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires (article 39) et l'arrêté du ministre de la justice du 15 avril 1999, portant fixation du montant minimum du contrat d'assurance sur la responsabilité civile de ces professionnels
- Centre d'hémodialyse : arrêté du ministère de la santé publique du 27 avril 1998 fixant la liste des documents exigés lors de la constitution du dossier préliminaire et du dossier définitif en vue de l'obtention de l'accord de principe et de l'autorisation pour l'exploitation, l'extension, le transfert ou la cession d'un centre d'hémodialyse (article 4).
- Les sociétés professionnelles d'avocats : loi n° 98-65 du 20 juillet 1998, relative aux sociétés professionnelles d'avocats (article 29).
- Activités dans les ports maritimes et commerciaux : loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009, portant promulgation du code des ports maritimes qui a abrogé la Loi n° 99-25 du 18 mars 1999, relative à la promulgation du code des ports maritimes et commerciaux.
- Commerce électronique : Loi n° 2000-83 du 9 août 2000, relative aux échanges et au commerce électronique.
- Cahier des charges des fournisseur de services de certification électronique : Décret n° 2001-1667 du 17 juillet 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité de fournisseur des services de certification électronique.
- Structures professionnelles de production et de diffusion des arts dramatiques : Décret n° 2001-1986 du 27 août 2001 fixant les

conditions de ces structures (article Premier, cahier des charges).

- Les établissements touristiques d'animation musicale : article 2 de l'arrêté du ministre du tourisme du 10 juin 2009 fixant les normes minimales de classement de ces établissements (l'obligation de souscrire des contrats d'assurances pour couvrir les risques d'incendie et de responsabilité civile et professionnelle).
- La représentation des sociétés étrangères de classification des navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de représentation des sociétés étrangères de classification des navires.
- Ravitailleur de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de ravitailleur de navires.
- Courtier d'affrètement : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- La profession de pilote : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de pilote.
- Expert maritime : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'expert maritime.
- Consignataire des navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession du consignataire de navires.
- Consignataire de la cargaison : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession du consignataire de la cargaison.
- L'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'assistance, de sauvetage et de remorquage en mer.
- La gestion des navires de commerce : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de gestion des navires de commerce.
- Les professions maritimes : loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes (articles 2 et 15).
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice des professions maritimes prévue à l'article 15 de la loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.
- Décret n°2010-1080 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

4. LES AUTRES ASSURANCES

A- L'assurance Vie

- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre des finances du 3 mars 2012, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance vie.
- Circulaire du Comité Général des Assurances N°01/2016 relative à l'assurance vie et la capitalisation.
- Circulaire du Comité Général des Assurances N°04/18 du 17 Octobre 2018 fixant les spécifications obligatoires à insérer au niveau des Notes techniques relatives aux contrats d'assurance Vie et de Capitalisation.

B- L'assurance à l'exportation (Titre IV du code des assurances : articles 101 à 109)

- Les articles 101 à 109 ont été ajoutés par la loi n° 97- 24 du 28 avril 1997.
- Décret n° 98-1690 du 31 août 1998 fixant les modalités et les conditions de fonctionnement du fonds de garantie des risques à l'exportation tel que modifié par le décret n° 2002-2074 du 10 septembre 2002 (l'article 11 du décret a été abrogé).
- Loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret n° 2000-23 du 3 janvier 2000, fixant les conditions et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition et la création de la commission de garantie de financement des exportations.
- L'article 5 de la loi n° 2008-79 du 30 décembre 2008, portant mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques pour poursuivre leurs activités.
- Loi n° 2008-80 du 30 décembre 2008, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation de la capital la compagnie Tunisienne pour l'assurance du commerce extérieur.
- Loi n° 2019-36 du 16 avril 2019, modifiant la loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret gouvernemental n° 2019-889 du 17 octobre 2019, fixant les conditions de couverture et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition, la création de la commission stratégique des préfinancements des exportations et les conditions de son fonctionnement.

C - Les calamités agricoles

- Fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles (articles 52, 53, 54, 55 et 56 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi de finances pour la gestion 1987).
- Décret n° 88-948 du 21 mai 1988, fixant à partir de la campagne agricole 1988-1989 le champ d'intervention, le montant de la contribution et le taux d'indemnisation des agriculteurs relatifs au fonds de mutualités pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles.
- Décret n° 88-949 du 21 mai 1988, fixant les modalités et les conditions d'intervention et de gestion du fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages dus aux calamités naturelles.
- Fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles : crée par l'article 17 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017 portant la loi de finances pour l'année 2018.
- Décret gouvernemental n° 2018-729 du 16 août 2018, fixant la liste des produits soumis à la taxe de solidarité due au profit du fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles.
- Décret gouvernemental n° 2018-820 du 09 octobre 2018, fixant les zones des grandes cultures endommagées en raison de la sécheresse pour la saison agricole 2017-2018.
- Décret gouvernemental n° 2018-821 du 9 octobre 2018, fixant les activités concernées par les interventions du fonds d'indemnisation des dommages agricoles dus aux catastrophes naturelles, les modalités de sa conduite et les conditions de son intervention.

D – Assurance TAKAFUL (titre 7 du code des assurances)

- Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014, amendant et complétant le code des assurances : insertion d'un 7^{ème} titre s'intitulant « l'assurance Takaful » (les articles 201 à 217.)

5. LES PROFESSIONS D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances (titre II chapitre I du code des assurances : (articles 48 à 66)

- Les articles 48, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 66 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les articles 48, 50, 51, 54, 58, 60, 61 et 63 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008- 8 du 13 février 2008.

- L'article 58 bis a été ajouté par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les paragraphes : 3 de l'article 48, 3 de l'article 50, 2 et 3 de l'article 54, 3 de l'article 62 et 2 de l'article 65, ont été ajoutés par l'article 4 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 50 bis et 50 ter ont été ajoutés au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le dernier paragraphe de l'article 61 du code des assurances a été abrogé par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2257 du 31 décembre 1992, fixant les dispositions-types des statuts des sociétés d'assurances à forme mutuelle.
- Arrêté du ministre des finances du 26 juin 2000, portant approbation des normes comptables sectorielles relatives aux opérations spécifiques aux entreprises d'assurances et/ou de réassurances, à la présentation de leurs états financiers, à leur contrôle interne et à l'organisation comptable.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre des finances du 28 mars 2005, du 5 janvier 2009, du 06 juin 2011, du 03 mars 2012 et de 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre des finances du 3 octobre 2005, fixant les documents constitutifs du rapport annuel prévu par l'article 60 du code des assurances : il a abrogé les dispositions de l'arrêté du ministre des finances du 31 juillet 2001.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant la liste, des catégories d'assurances prévues à l'article 49 du code des assurances, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 2 septembre 2002 fixant le contenu du dossier prévu à l'article 48 du code des assurances (constitution d'une société de réassurance).
- Arrêté du ministre des finances du 7 mars 2003, fixant la liste et la forme des documents et des états de conjoncture des entreprises d'assurances et de réassurances, tels que prévus par l'article 60 (nouveau) du code des assurances.
- Décision du Comité Général des Assurances n° 01/2016 du 13 Juillet 2016 fixant les règles de la bonne gouvernance et de gestion dans les sociétés d'assurance et de réassurance
- Articles 52 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : institution une taxe conjoncturelle au profit du budget de l'état pour les années 2018 et 2019.
- Articles 53 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : institution une contribution sociale de solidarité.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 02/2018 du 02 avril 2018 relatif à l'obligation à la charge des sociétés d'assurance et de réassurance d'informer de toute nomination qu'elles projettent de faire au sein de leurs structures d'administration, de gestion et de contrôle
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 03/19 du 29 avril 2019 fixant les procédures et les conditions d'acceptation des lettres de garantie émanant des réassureurs parmi les actifs affectés en couverture des provisions techniques.
- Article 15-2 de la loi n°2019-78 du 23 décembre 2019 portant institution d'un régime fiscal spécifique à l'assurance takaful.
Décision du Comité Général des Assurances n° 01/2020 du 19 juin 2020 relative aux travaux préparatifs pour l'adoption des normes comptables internationales « IFRS/IAS»
- Règlement du Comité Général des Assurances n°1 / 2021 relatif aux obligations de reporting et aux éléments constitutifs du rapport annuel des sociétés d'assurance et/ou de réassurance
- Décision du Comité Général des Assurances n° 01/2021 du premier décembre 2021 fixant la base et la méthode de calcul des provisions pour dépréciation des créances sur les assurés et les intermédiaires.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 02/2022 du 24 juin 2022 fixant les règles régissant la relation entre les courtiers d'assurance et les sociétés d'assurance
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 01/2022 du 24 Juin 2022 portant sur quelques aspects de la gestion financière et comptable des Sociétés d'Assurances Takaful

B- Les intermédiaires, les experts en assurance et les commissaires d'avaries (titre II chapitre II du code des assurances, articles 69 à 81)

- Les articles 69, 73 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Le dernier paragraphe de l'article 79, l'article 80 et le dernier paragraphe de l'article 81 du code des assurances sont modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 Août 2001 portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent.
- Les articles 69, 70, 76 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi de finance n° 2003- 80 du 29 décembre 2003.
- Les articles 70, 71, 75 et 79 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission des intermédiaires prévue à l'article 71 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n°2009-39 du 5 janvier 2009.
- Règlement du Comité Général des Assurances n°1/19 du 29 avril 2019 fixant les procédures de retrait d'agrément accordé pour exercer la profession d'intermédiaire d'assurance.
- Décret n° 2002-543 du 5 mars 2002, portant fixation des conditions d'exercice de l'activité d'actuaire habilité à certifier les tarifs d'assurance vie, prévues à l'article 47 du code des assurances.
- Décret n° 2002-544 du 5 mars 2002, fixant les conditions d'inscription et de radiation des experts et des commissaires d'avaries, prévues à l'article 80 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'actuariat pour la certification des tarifs d'assurance vie.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'expertise en assurance et de commissariat aux avaries.
- Arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances (opérations d'assurances qui peuvent être présentées au public par l'entremise des banques), modifié par l'arrêté du ministre des finances du 10 mars 2004.
- Arrêté du ministre des finances du 3 février 2009, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 29 août 2001, relatif aux prestations administratives fournies par les services du ministère des finances et aux conditions de leur octroi.
- Règlement du Comité Général des Assurances n°03/2018 du 11 juillet 2018 fixant l'organisation des travaux des actuaires relatifs au rapport destiné au Comité Général des Assurances

C- contrôle (titre II chapitre III du code des assurances, articles 82 à 90)

- Le paragraphe 3 de l'article 88 du code des assurances a été modifié par la loi n°2001-91 du 7 août 2001 et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 82, 83, 88 et 89 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- L'article 89 bis du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Les articles 82, 84, 86, 87 et 88 du code des assurances ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.

6. LES AUTRES ORGANISMES D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances et de réassurances non résidentes

- Articles 67 et 68 du code des assurances, ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 68 du code des assurances a été ajouté par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec les non-résidents (article 28).

B- Le fonds de garantie des assurés :

- Articles 35 à 39 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 relative à la création du fonds de garantie des assurés.
- Décret n° 2002-418 du 14 février 2002, fixant les conditions d'intervention, les modalités de fonctionnement et les modes de financement du fonds de garantie des assurés, modifié par le décret n° 2002-2123 du 23 septembre 2002, le décret n° 2005-2025 du 18 juillet 2005, le décret n° 2011-789 du 24 juin 2011, le décret n° 2011-4651 du 06 décembre 2011 et par le décret gouvernemental n° 2018-1050 du 17 décembre 2018 (La contribution des assurés est fixée à trois dinars au titre de chaque attestation d'assurance).
- Arrêté du ministre des finances du 13 août 2003 désignant les membres de la commission de garantie des assurés prévue à l'article 3 du décret n° 2002-418 du 14 février 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014 désignant les membres à la commission de garantie des assurés.
- Loi n° 2019-24 du 12 mars 2019 relative à l'indemnisation des dommages causés aux institutions économiques suite inondations.
- Décret gouvernemental n° 2019-614 du 12 juillet 2019 relatif à la délimitation des régions et de la période couverte par l'indemnisation, les formules et procédures d'intervention du fond de garantie des assurés et les conditions d'octroi de l'indemnisation prévues par la loi n° 24 de 2019 du 12 mars 2019 relative à la réparation des dommages aux institutions économiques suite aux inondations.

C- Les mutuelles agricoles

- Décret du 26 mars 1931 relatif aux assurances mutuelles agricoles, tel que modifié par le décret du 07 juillet 1955.

D- Les sociétés mutuelles de prévoyances

- Décret du 18 février 1954 relatif aux sociétés mutuelles.
- Arrêté des secrétaires d'Etat au plan et aux finances et à la santé et aux affaires sociales du 26 mai 1961, portant établissement des statuts-types des sociétés mutualistes et rendant obligatoires certaines dispositions des dits statuts.
- Arrêté des ministres des finances et des affaires sociales du 17 septembre 1984, portant amendement des statuts-types des sociétés mutualistes.
- Articles 28 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : soumission des assurances mutuelles à l'impôt sur les sociétés.

7. L'ORGANISATION DE LA PROFESSION

A-Le comité général des assurances : Autorité de Tutelle

- Loi n° 2008-8 du 13 février 2008, modifiant et complétant le code des assurances : portant insertion d'un sixième titre intitulé « le comité général des assurances » et comportant les articles 177 à 200.
- Décret n° 2001-2729 du 26 novembre 2001, modifiant le décret n° 91-556 du 23 avril 1991 portant organisation du ministre des finances.
- Décret n° 2012-1049 du 26 juillet 2012, désignant le président du comité général des assurances.
- Décret n° 2008-2046 du 2 juin 2008, fixant la rémunération et les avantages accordés au président du comité général des assurances prévues par l'article 196 du code des assurances.
- Décret n° 2008-2047 du 2 juin 2008, fixant l'indemnité allouée aux membres du collège du comité général des assurances, prévue par l'article 184 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n° 2012-629 du 13 juin 2012.
- Décret n° 2008-2553 du 7 juillet 2008, fixant les taux des redevances revenant au comité général des assurances et prévues par l'article 198 du code des assurances ainsi que leurs montants et les modalités de leur perception, tel que modifié par le décret gouvernemental n° 2015-220 du 21 mai 2015 (article 1).
- Décret n° 2008-2730 du 4 août 2008, portant nomination des membres du collège du comité général des assurances.
- Décret n° 2009-39 du 5 janvier 2009, modifiant le décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992 fixant la composition et les règles de

fonctionnement de la commission prévue à l'article 71 du code des assurances.

- Décret n° 2011-668 du 23 mai 2011, fixant le règlement général des fonctionnaires du comité général des assurances.
- Décret n° 2012-411 du 17 mai 2012, portant approbation de l'organigramme du comité général des assurances.
- Décret gouvernemental n° 2019-1139 du 3 décembre 2019, modifiant et complétant le décret n° 2011-668 du 23 mai 2011 portant statut particulier du personnel du Comité Général des Assurances.
- Décret gouvernemental n° 2021-506 du 25 juin 2021, portant fixation de l'organigramme du Comité Général des Assurances.

B-L'Association Professionnelle des Entreprises d'Assurances (Titre II chapitre IV du code des assurances, articles 91 à 92)

- Articles 91 et 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002).
- Article 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008).

C-Le Conseil National des Assurances et la Commission Consultative des Assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 93 et 94)

- Articles 93 et 94 du code des assurances.
- Les dispositions de l'article 94 du code des assurances ont été abrogées par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2258 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil national des assurances et de la commission consultative des assurances, modifié par le décret n° 2002-512 du 27 février 2002.

8. LE RÉGIME FISCAL DES OPÉRATIONS D'ASSURANCES

- Articles 38, 39 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989.
- Articles 40, 45, 100 et 101 du code des droits d'enregistrement et de timbre promulgué par la loi n° 93-53 du 17 mai 1993.
- Articles 144 à 149 du code des droits d'enregistrement et de timbre (troisième partie autres taxes : titre I : taxe unique sur les assurances) ajoutés par l'article 34 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997.
- Articles 46, 47 et 48 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997 instituant un fonds de la protection civile et de la sécurité routière et fixant les contributions des assurés et des entreprises d'assurances à ce fonds.
- Articles 51, 52, 53 et 54 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour la gestion 1998 relatifs à l'encouragement de l'épargne dans le cadre des contrats d'assurance vie.
- Article 47 de la loi de finances n°2001-123 du 28 décembre 2001 et modifié par l'article 24-5 de la loi de finances n°2013-54 du 30 décembre 2013 et l'article 12 de la loi de finances n°2019-78 du 23 décembre 2019 relatifs à la déduction des cotisations payées par les employeurs dans le cadre des contrats collectifs assurance-vie et de capitalisation.
- Article 44 de la loi de finances n°2003-80 du 29 décembre 2003 et modifié par l'article 24-6 de la loi de finances n°2013-54 du 30 décembre 2013 et 12 de la loi de finances n°2019-78 du 23 décembre 2019 relatifs à l'exonérations du paiement de l'impôt des sommes payées dans le cadre de l'exécution des contrats d'assurance vie.
- Article 12 de la loi de finances n° 2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux.
- Article 45 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001, relatif à la réduction du taux de la taxe unique sur les assurances sur les contrats d'assurances des risques agricoles et de pêches.
- Article 74 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 : mise à jour des dispositions relatives à la contribution au profit du fonds de la protection civile et de la sécurité routière et unification de son assiette avec celle des taxes sur les assurances.
- Loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 :
 - Article 33 relatif à la liste des provisions techniques des entreprises d'assurances déductibles pour la détermination du bénéfice imposable.

- Articles 45 à 47 relatifs à la déduction des primes d'assurances vie collectives de l'assiette de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.

- Décret n° 2003- 1098 du 19 mai 2003, fixant la liste des avantages exclus de l'assiette de cotisation au titre des régimes de sécurité sociale telles que les primes supportées par l'employeur au titre de l'assurance collective sur la vie au profit de ses employés.
- Article 43 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des commissions payées par les entreprises d'assurances aux intermédiaires en assurance.
- Articles 76 et 77 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004 relatifs à l'exonération des quittances du droit de timbre.
- Article 61 de la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005 relatif à la rationalisation du bénéfice des avantages fiscaux au titre de l'assurance vie.
- Article 81 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 : précision du champ d'application de la retenu à la source au titre des marchés.
- Articles 45 et 46 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008: ont modifié l'article 48 du code de l'impôt (relèvement du taux des provisions déductibles de l'assiette imposable de 30% à 50%).
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les articles 145 et 147 du code des droits d'enregistrement et de timbre relatifs à l'exonération des contrats d'assurance des risques agricoles et de pêche de la taxe unique sur les assurances.
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les deux alinéas et le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 39 du code de l'impôt sur les revenus (relèvement du plafond déductible des primes d'assurances vie et assouplissement du bénéfice des avantages fiscaux).
- Article 35 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a abrogé les dispositions des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} alinéa du paragraphe I et des 1^{ère} et 2^{ème} alinéas du paragraphe I bis et du paragraphe I 1^{er} de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S (amélioration du régime fiscal des provisions en fonction des particularités de l'activité des entreprises du secteur financier).
- Article 36 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté aux dispositions du paragraphe VII terdecies et du paragraphe IX de l'article 48 du code de l'impôt sur le Revenu.
- R.P.P.I.S des dispositions relatives à l'extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises en difficultés économiques à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.
- Article 46 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté au code de l'impôt sur le R.P.P.I.S deux articles : 39 quinquies et 48 sexies relatifs à la rationalisation des avantages fiscaux au titre des opérations de réinvestissement.
- Articles 41 et de la loi n° 2010-58 du 17 décembre 2010 portant loi de finances pour l'année 2011 : ont modifié les articles 38 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés (rationalisation de l'exonération de la plus-value provenant de la cession des titres et déduction des rémunérations du gérant de la base de l'impôt sur les sociétés).
- Articles 42 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : relèvement du plafond déductible des primes d'assurance vie et d'élargissement de leur champ d'application.
- Article 24 de la Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Encouragement de l'épargne à long terme en matière d'assurance vie : exclusion des impôts des primes de réassurance rétrocédées et les primes d'assurance payées aux réassureurs sous réserve de réciprocité.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance-vie.
- Articles 27 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2018 : encouragement de l'épargne à long et moyen terme via les comptes d'épargne pour l'investissement et les contrats d'assurance vie et les contrats de capitalisation.

- Article 14 paragraphe 3 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019: Révision des taux de l'impôt sur les sociétés :35% pour les compagnies d'assurance et de réassurance y compris les assurances mutuelles.
- Article 87 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019 : Mesures pour le traitement du déficit des caisses sociales : contribution exceptionnelle des sociétés d'assurances de 1% des transactions déclarées au profit des caisses sociales.
- L'article 15-2 de la loi n°2019-78 du 23 décembre 2019 portant institution pour l'année 2021 relatifs aux mesures visant l'encouragement de l'épargne à moyen et long terme.d'un régime fiscal spécifique à l'assurance takaful
- L'article 16 de la loi n° 46-2020 du 23 décembre 2020, portant loi de finances

9.LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME :

- Loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019, modifiant et complétant la loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.
- Décret gouvernemental n°2019-419 du 17 mai 2019, relatif aux procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive, tel que modifié par le décret gouvernemental n°2019-457 du 31 mai 2019.
- Décret gouvernemental n°2019-54 du 21 janvier 2019, fixant les critères et les modalités d'identification du bénéficiaire effectif.
- Décret n°2016-1098 du 15 août 2016 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Commission Tunisienne des Analyses Financières.
- Arrêté du ministre des finances du 24 Juillet 2019 modifiant l'arrêté du 1er Mars 2016 portant fixation des montants prévus aux articles 100, 107, 108, 114 et 140 de la loi n°26-2015 du 07 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent
- Décision de la Commission Tunisienne des Analyses Financières n° 2018-10 du 8 juin 2018 modifiant la décision n° 2017-03 du 2 mars 2017 relative aux bénéficiaires effectifs.
- Décision de la Commission Tunisienne des Analyses Financières n° 2017-03 du 2 mars 2017 relative aux bénéficiaires effectifs
- Décision n°01-2016 du 13 juillet 2016 du CGA portant fixation des règles de la bonne gouvernance dans les entreprises d'assurances et de réassurance.
- Décision de la CTAF n°2017-01 du 2 mars 2017 portant principes directeurs relatifs à la déclaration des opérations et transactions suspectes.
- Décision de la CTAF n°2017-02 du 2 mars 2017 portant principes directeurs aux professions financières sur la détection et la déclaration des opérations et transactions suspectes.
- Règlement du CGA n° 2019-02 du 28 août 2019 relatif aux mesures de vigilance nécessaires pour la lutte contre le financement du terrorisme, la prolifération des armes et la répression du blanchiment d'argent dans le secteur des assurances,
- Décret gouvernemental n°2015-1777 du 25 novembre 2015, portant organisation de la commission nationale de la lutte contre le terrorisme et ses modalités de son fonctionnement.
- Loi n°2018-52 du 29 octobre 2018, relative au registre national des entreprises.
- Décret gouvernemental n°2019-52 du 21 janvier 2019, fixant l'organisation administrative et financière du centre national du registre des entreprises.
- Décret-loi n° 2022-18 du 29 mars 2022, portant remise des pénalités de retard relatives au Registre national des entreprises.

10.LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL :

- Loi n° 2004-63 du 27 juillet 2004 portant sur la protection des données à caractère personnel.
- Loi n° 2008-37 du 16 juin 2008, relative au comité supérieur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

- Loi organique 2013-53 du 24 décembre 2013, relative à l'instauration de la justice transitionnelle et à son organisation.
- Loi organique n° 22 du 24 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information.
- Décret n° 2007-3003 du 27 novembre 2007 fixant les modalités de fonctionnement de l'instance nationale de protection des données à caractère personnel.
- Décret n° 2007-3004 du 27 novembre 2007 fixant les conditions et les procédures de déclaration et d'autorisation pour le traitement des données à caractère personnel.
- Convention 108 et protocole du Conseil de l'Europe
- Convention de l'Union africaine sur le cyber sécurité et la protection des données à caractère personnel, 27 juin 2014.

11.AUTRES TEXTES

- Décret n° 2002- 21 du 8 janvier 2002, portant création du conseil national de la sécurité routière et organisant les modalités de son fonctionnement, tel que modifié et complété par le décret n° 2003- 2241 du 27 octobre 2003.
- Arrêté du ministre des finances du 22 octobre 2003 désignant les membres du conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 28 février 2003, portant promulgation du barème des honoraires des auditeurs des comptes des entreprises de Tunisie, tel que modifié par l'arrête du ministre des finances du 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 25 mai 2004 désignant les membres de la commission consultative du conseil national de la sécurité routière.
- Loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 30 mars 2006, portant nomination des membres du conseil national des assurances.
- Décret n°2006-1294 du 8 mai 2006, portant application des dispositions de l'article 23 de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 17 juin 2006, portant fixation du contenu de la déclaration annuelle, signée et présentée aux commissaires aux comptes par les organes de direction et les chargés des affaires financières et comptables des sociétés commerciales soumises à l'obligation de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie.
- Décret n°2006-1826 du 26 juin 2006, portant création du conseil national des services et fixant ses attributions et les modalités de son fonctionnement.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2007 portant désignation de deux membres au conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 9 juillet 2007 portant nomination des membres au conseil national de la comptabilité.
- Loi n° 2009-64 du 12 août 2009 portant promulgation du code de prestation des services financiers aux non-résidents.
- Loi n° 2009-66 du 12 août 2009 modifiant et complétant certaines dispositions du code de la route.
- Décret n°2010-262 du 15 février 2010, fixant la liste des contraventions aux dispositions du code de la route et à ses textes d'application.
- Loi n° 2010-26 du 21 mai 2010, relative aux activités de volontariat : article 22 prévoit l'obligation d'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles.
- Loi n° 2010-33 du 21 juin 2010, modifiant et complétant la loi n° 93-61 du 23 juin 1993 relative aux experts judiciaires.
- Arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 18 février 2010, portant nomination des membres du conseil national des services.
- Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de micro finance, modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014, le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017 et le décret gouvernemental n°2018-12 du 10 janvier 2018.
- Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012 fixant le montant maximum du micro crédit et les conditions de son octroi.
- Décret-loi n°2011-13 du 14 mars 2011, portant confiscation d'avoit et de biens, meuble et immeubles.

- Article 28 de la loi n°2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012 : instaurant un régime fiscal spécifique au financement islamique.
- Article 13 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : clarification de l'application du régime fiscal relatif à la finance islamique.
- Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de micro finance et leur évolution institutionnelle, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 19 août 2013.
- Décret n°2013-4056 du 19 septembre 2013, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'un bureau de représentation à Tunis de la société Ivoirienne de réassurance « AVENI RE » travaillant essentiellement avec les non-résidents.
- Décret n°2013-4521 du 19 septembre 2013 relatif à l'approbation de la fermeture de la société de réassurance non résidente « Best RE » en Tunisie.
- Décret n°2014-967 du 24 janvier 2014 portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'une filiale non résidente de la société Nigérienne de réassurance « Continental Réassurance ».
- Article 25 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Instituant un régime fiscal spécifique aux Sukuk islamiques et au Fonds commun de Sukuk.
- Article 16 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : Adaptation du régime fiscal aux spécificités des mécanismes de la finance islamique.
- Loi n°2015-36 du 15 septembre 2015 relative à la réorganisation de la concurrence et des prix.
- Arrêté du ministre de la justice du 25 mars 2016, fixant les spécialités des experts judiciaires.
- Arrêté du ministre de la justice du 22 avril 2016, fixant le plafond des avocats désignés par les organismes publics.
- Arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre du commerce du 22 avril 2016 fixant les honoraires des avocats chargés de la représentation des organismes publics.
- Décret gouvernemental n°2017-334 du 1er mars 2017, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'une succursale de la société de réassurance « CICA RE ».
- Loi 2018-52 du 29 octobre 2018 relative au Registre National des Entreprises.
- Décret gouvernemental n° 2018-1 du 4 janvier 2018 relatif aux procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme.
- Décret gouvernemental n° 2018-579 du 22 juin 2018 relatif à l'émission des sukuk islamiques au profit des institutions du secteur privé.
- Décret gouvernemental n° 2018-589 du 11 juillet 2018 portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « SEN-RE ».
- Décret gouvernemental n° 2019-1205 du 24 décembre 2019, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « WAICA-RE ».
- Décret gouvernemental n° 2019-1206 du 24 décembre 2019 annulant la convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance «Bupa-International ».
- Décret-loi du Chef du Gouvernement 30 du 10 juin 2020 portant des mesures de soutien des bases de solidarité nationale et l'assistance des personnes et des entreprises suite aux répercussions de la Coronavirus.
- Loi organique n°2019-61 du 1 août 2019 portant ratification de la convention « FATCA ».



PREMIERE PARTIE

I. LES ASSURANCES DIRECTES

II. LA RÉASSURANCE

III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFF. DIR & ACCEPTATIONS)

IV. LES FONDS PROPRES, LES PLACEMENTS ET LES REVENUS FINANCIERS

PREMIERE PARTIE

I. LES ASSURANCES DIRECTES

A- Primes

Le montant des primes émises des entreprises d'assurances qui pratiquent les opérations directes totalise 2 821,926 MD en 2021 contre 2 559,936 MD en 2020 et 2 398,327 MD en 2019, soit une progression de 10,23 % en 2021 contre 6,74 % en 2020 et de 7,76 % en 2019.

Les entreprises privées spécialisées en assurance Vie : GAT VIE, HAYETT, MAGHREBIA VIE, CARTE VIE ATTIJARI ASSURANCES et LLOYD VIE ont réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 414,836 MD contre 381,435 MD en 2020 et 324,275 MD en 2019, soit une augmentation de 8,76 %.

B- Les sinistres réglés :

Les sinistres réglés au titre des affaires directes s'élèvent à 1 636,254 MD en 2021 contre 1 344,382 MD en 2020 et 1 410,080 MD en 2019 soit une augmentation de 21,71 % en 2021.

C- Les frais de gestion :

Les frais de gestion se composent des frais d'acquisition et des autres charges de gestion nettes. Ils s'élèvent à 676,153 MD en 2021 contre 625,435 MD en 2020 et 569,639 MD en 2019, soit une progression de 8,11 % en 2021. Rapportés aux primes émises des affaires directes, les frais de gestion représentent 24,04 % en 2021 contre 24,43 % en 2020 et 23,97 % en 2019.

C.1. Les frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 391,680 MD en 2021 contre 353,460 MD en 2020 et 316,704 MD en 2019, soit une progression de 10,81 % en 2021.

Le taux de commissionnement moyen est de l'ordre de 13,88 % en 2021 contre 13,81% en 2020 et 13,21% en 2019.

C.2. Les autres charges de gestion nettes :

Les autres charges de gestion nettes se composent des frais d'administration et des autres charges techniques. Elles s'élèvent à 284,473 MD en 2021 (10,08 % des primes émises des affaires directes) contre à 271,975 MD en 2020 (10,62 % des primes émises des affaires directes) et 252,935 MD en 2019 (10,55% des primes émises des affaires directes)..

Evolution des frais de gestion affaires directes

En DT

Libellés	2020			2021		
	Montant	En % des primes émises	Taux de croissance	Montant	En % des primes émises	Taux de croissance
Frais d'acquisition	353 459 994	13,81	11,61	391 680 419	13,88	10,81
Autres charges de gestion nettes	271 974 705	10,62	7,53	284 472 617	10,08	4,60
Frais de gestion	625 434 700	24,43	9,79	676 153 037	23,96	8,11

D- Résultats techniques nets (affaires directes)

D.1. Solde de souscription :

Le solde de souscription dégage un excédent de 609,817 MD en 2021 contre un excédent de 738,991 MD en 2020 et un excédent de 570,377 MD en 2019.

D.2. Frais de gestion :

Les frais de gestion passent de à 569,639 MD en 2019 à 625,435 MD en 2020 et à 676,153 MD en 2021.

D.3. Solde financier :

Le solde financier s'élève à 340,229 MD en 2021 contre 297,421 MD en 2020 et 297,994 MD en 2019, soit une hausse de 14,39 % en 2021.

D.4. Solde de réassurance (résultats des cessions) :

Le solde de réassurance (résultats des cessions) dégage un déficit de 76,608 MD en 2021 contre un déficit de 125,282 MD en 2020 et un déficit de 123,484 MD en 2019.

D.5. Résultat Technique Net:

Le résultat technique net dégage un excédent de 197,285 MD en 2021 (6,99 % des primes émises des affaires directes) contre un excédent 285,695 MD en 2020 (11,16 % des primes émises des affaires directes) et un excédent 175,247 MD en 2019 (7,31 % des primes émises des affaires directes).

II. LA RÉASSURANCE

Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances exploitant les assurances directes sont les suivantes :

1. Les Acceptations :

A. Les primes :

Le montant des primes acceptées s'élève en 2021 à 11,278 MD contre 12,148 MD en 2020 et 16,032 MD en 2019. Les acceptations en 2021 représentent 0,40 % du chiffre d'affaires total contre 0,47 % en 2020 et 0,67% en 2019.

Evolution des primes acceptées

En MD

Année	Primes Acceptées	Taux de Croissance En %	En % des Primes Emises du Marché
2019	16,032	-38,44	0,67
2020	12,148	-24,23	0,47
2021	11,278	-7,16	0,40

B. Les sinistres :

Les sinistres réglés en 2021 au titre des acceptations atteignent 6,634 MD contre 8,788 MD en 2020 et 13,955 MD en 2019 enregistrant ainsi une diminution de 24,52 % par rapport à 2020.

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de -3,399 MD en 2019 et 2,105 MD en 2020 à -0,661 MD en 2021.

Pour les opérations d'acceptations, le rapport sinistre aux primes acquises sans tenir compte des frais de gestion, s'est amélioré de 41,01 passant de 92,24 % en 2020 à 51,22 % en 2021.

En MD

	2019	2020	Variation en %	2021	Variation en %
- Sinistres réglés net de recours	13,955	8,788	-37,03	6,634	-24,52
- Dotation à la provision pour sinistres à payer	3,399	2,105	161,92	-0,661	131,39
- Charge de sinistres	10,556	10,893	3,19	5,973	-45,17
- Primes acquises	18,041	11,810	-34,54	11,660	-1,27
- Rapport sinistres aux primes acquises en %	58,51	92,24	33,72	51,22	-41,01

C. Les frais de gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) de la branche acceptation s'élèvent à 2,585 MD en 2021 contre 2,534 MD en 2020 et 1,994 MD en 2019 soit une augmentation de 2,03 % en 2021.

En 2021 les frais de gestion représentent 22,92 % des primes acceptées contre 20,86 % en 2020 et 12,44% en 2019.

Evolution de l'ensemble des frais de gestion

En MD

	2019			2020			2021		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance
Frais d'acquisition	1,105	6,89	23,35	1,378	11,34	24,63	1,280	11,35	-7,08
Autres charges de Gestion nettes	0,889	5,55	34,91	1,156	9,52	30,04	1,263	11,20	9,23
Frais de gestion	1,994	12,44	28,22	2,534	20,86	27,04	2,543	22,55	0,36

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acceptées s'élève à 73,03 % en 2021 contre 88,81 % en 2020 et 69,56 % en 2019. Ainsi le rapport sinistre aux primes acceptées frais de gestion compris s'est amélioré de 15,78 %.

D. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 5,774 MD en 2021 contre 0,831 MD en 2020 et 7,484 MD en 2019. Par ailleurs, les frais de gestion sont passés de 1,994 MD en 2019 et 2,543 MD en 2020 à 2,585 MD en 2021.

La branche acceptation dégage en 2021 un solde financier de 0,534 MD contre un solde de 0,522 MD en 2020 et de 0,659 MD en 2019.

Le solde de réassurance (résultats des cessions) s'est passé d'un déficit de 0,275 MD et d'un déficit de 0,496 MD en 2020 à un déficit de 1,140 MD en 2021.

Le résultat technique dégage un excédent de 2,625 MD en 2021 contre un déficit de 1,678 MD en 2020 et un excédent de 5,875 MD en 2019

Compte d'exploitation de la branche acceptation

En DT

- Primes acquises	11 660 064
- Primes émises	11 277 685
- Variation des provisions pour primes non acquises	382 379
- Charge de prestation	-5 886 033
- Prestation et frais payés	-6 633 591
- Variation des provisions pour sinistres à payer	660 725
- Autres charges techniques	86 833
SOLDE DE SOUSCRIPTION	5 774 031
SOLDE DE GESTION	-2 543 206
SOLDE FINANCIER	533 888
SOLDE DE RÉASSURANCE	-1 139 699
RÉSULTAT NET	2 625 013

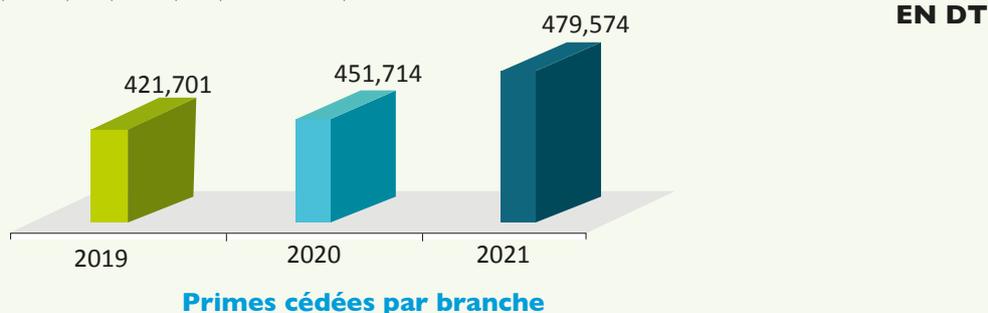
2. Les Cessions :

A. Les primes cédées : (Affaires directes)

Les primes cédées par les entreprises d'assurances sur les affaires directes totalisent un montant de 479,574 MD en 2021 contre 451,714 MD en 2020 et 421,701 MD en 2019, soit une augmentation de 6,17 % par rapport à 2020.

Le taux de cession est de 16,99 % des primes émises en 2021 contre 17,65 % en 2020 et 17,58 % en 2019

Les branches risques agricoles, incendie, transport et crédit, demeurent fortement réassurées avec des taux de cession respectifs de 79,55 %, 75,58 %, 69,61% et 67,60%.



BRANCHE	2020			2021		
	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %
AUTOMOBILE	75 862 998	6,85	10,12	80 998 328	6,75	6,77
GROUPE MALADIE	23 117 722	6,04	27,89	25 469 480	6,08	10,17
TRANSPORT	53 949 548	71,22	-2,03	61 737 587	69,61	14,44
INCENDIE	114 521 183	78,53	10,43	122 316 781	75,58	6,81
RISQUES AGRICOLES	10 546 269	88,01	46,92	9 390 054	79,55	-10,96
RISQUES DIVERS	115 159 746	59,37	6,17	113 112 350	56,68	-1,78
VIE	44 563 846	7,14	-3,60	53 296 377	7,38	19,60
CRÉDIT	13 992 260	76,96	-0,65	13 252 870	67,60	-5,28
TOTAL AFFAIRES DIRECTES	451 713 572	17,65	7,12	479 573 829	16,99	6,17
PRIMES RETROCEDEES	1 546 475	12,73	24,34	1 698 366	15,06	9,82
TOTAL	453 260 047	17,62	7,17	481 272 195	16,99	6,18

EN DT

B. Sinistre à la charge des réassureurs au titre des affaires directes :

Les sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent à 214,222 MD en 2021 contre 182,859 MD en 2020 et 184,324 MD en 2019 soit une augmentation de 17,15 % en 2021. Ils représentent 13,09% du total des règlements des sinistres au titre des opérations directes en 2021 contre 13,60 % en 2020 et 13,07 % en 2019.

Les sinistres réglés à la charge des réassureurs au titre des opérations directes dans les branches risques agricoles, incendie, transport et crédit sont les plus importants, ils représentent respectivement 109,78%, 82,86%, 70,27% et 70,23%.

C. Commission reçue des réassureurs au titre des affaires directes :

Les commissions reçues des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent en 2021 à 108,556 MD contre 104,350 MD en 2020 et 100,705 MD en 2019.

Les taux des commissions reçues des branches Vie, Automobile et Crédit sont les plus élevés, ils représentent respectivement 29,87%, 27,35% et 27,21%.

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre des opérations directes sont retracés dans le tableau ci-après :

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre Des affaires directes par branche en 2021 (rétrocessions non comprises)

En DT

Branches	sinistres à la charge des réassureurs	en % des sinistres réglés	en % des primes émises	comm. à la charge des réassureurs	en % des primes cédées
Automobile	23 821 184	3,33	1,99	22 151 022	27,35
Groupe Maladie	12 876 514	3,51	3,08	5 847 203	22,96
Accidents de Travail	10 960	0,39	-	-	-
Transport	19 789 157	70,27	22,31	9 717 049	15,74
Incendie	85 796 710	82,86	53,02	29 873 869	24,42
Risques.Agricoles	2 091 522	109,78	17,72	1 323 693	14,10
Risques Divers	37 355 200	62,99	18,72	20 119 342	17,79
Vie	25 105 037	7,20	3,48	15 917 548	29,87
Crédit	7 375 427	70,23	37,62	3 606 368	27,21
TOTAL CESSIONS	214 221 712	13,09	7,59	108 556 095	22,64

D. Résultat des cessions :

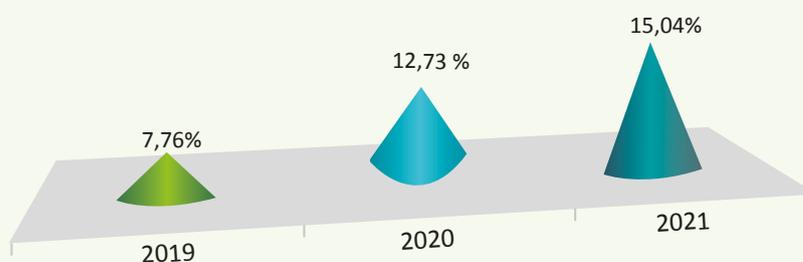
Les opérations des cessions au titre des opérations directes (rétrocessions non comprises) dégagent un résultat déficitaire de 76,608 MD en 2021 contre un déficit de 125,282 MD en 2020 et un déficit 123,484 MD en 2019.

3. Rétrocessions

Les Primes rétrocédées s'élèvent à 1,698 MD en 2021 contre 1,546 MD en 2020 et 1,244 MD en 2019.

Le taux de rétrocession est de 15,04 % en 2021 contre 12,73 % en 2020 et 7,76 % en 2019.

Evolution du taux de rétrocession



4. Les Opérations de Réassurance Effectuées par Tunis Re

A. Les primes

En 2021, le chiffre d'affaires de Tunis Re a atteint 163,185 MD contre 158,267 MD en 2020 et 162,136 MD en 2019 marquant ainsi une croissance de 3 %.

A noter que le chiffre d'affaires de 2021 tient compte du chiffre d'affaires de l'activité Retakaful qui a atteint 14,989 MD en 2021 contre 16,254 MD en 2020 et 18,631 MD en 2019 soit une baisse de 8%.

Le chiffre d'affaires des acceptations conventionnelles est passé de 81,042 MD en 2019 et de 86,048 MD en 2020 à 103,666 MD en 2021, enregistrant ainsi une amélioration de 20 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations facultatives est passé de 62,463 MD en 2019 et 55,965 MD en 2020 à 44,530 MD en 2021, enregistrant ainsi une baisse de 20 %.

La répartition des primes acceptées par branche est retracée dans le tableau suivant :

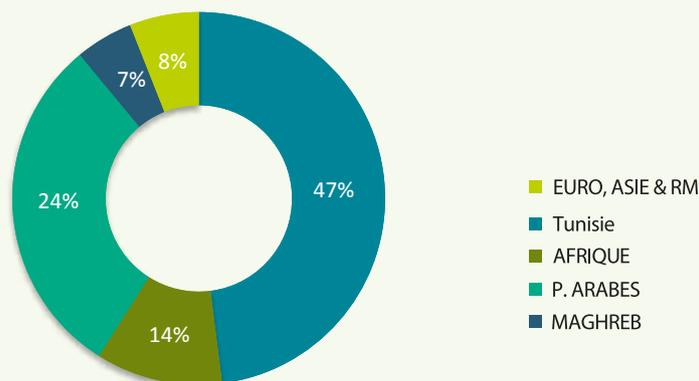
Répartition du chiffre d'affaires par nature d'acceptation

En MD

	BILAN 2019		BILAN 2020		EVOL 20/19 En %	BILAN 2021		EVOL 21/20 En %
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
INCENDIE	65,323	40	65,583	41	-	63,966	39	-2
A R D	23,986	15	24,077	15	-	30,101	18	25
R.TECH	21,127	13	22,218	14	5	23,010	14	4
TRANSPORT	24,002	15	24,262	15	1	25,387	16	5
AVIATION	14,877	9	12,888	8	-13	9,026	6	-30
VIE	12,821	8	9,237	6	-28	11,696	7	27
TOTAL	162,136	100	158,267	100	-2	163,185	100	3

Le chiffre d'affaires en 2021 est distribué entre 47% sur le marché national et 53 % sur le marché étranger.

Chiffre d'affaires par zone en 2021



B. Charge des sinistres :

La charge de sinistre constituée des sinistres réglés et de la variation de la provision pour sinistres à payer par nature d'acceptation, ont atteint 77,283 MD en 2021 contre 183,969 MD en 2020 et 89,561 MD en 2019 enregistrant ainsi une baisse de 58%.

C. Provisions techniques :

Les provisions techniques constituées des provisions pour primes non acquises et des provisions pour sinistres à payer se sont maintenues stables et on affichés 415,674 MD en 2021 contre 415,562 MD en 2020 et 332,299 MD en 2019.

D. Placements & revenus financiers :

Les placements de Tunis Re englobent les placements financiers, monétaires, immobiliers et des dépôts auprès des cédantes. Ils s'élevaient en 2021 à 452,119 MD contre 419,270 MD en 2020 et 398,376 MD en 2019, soit une évolution de 8 %.

E. Résultat :

L'ensemble des activités du Tunis Re a dégagé au titre de l'année 2021 un résultat excédentaire de 16,724MD contre 12,234MD en 2020 soit une hausse de 37%.

III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)

A. Les primes

En 2021 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances (affaires directes et acceptations) s'élève à 2 833,204 MD contre 2 572,083 MD en 2020 et 2 414,358 MD en 2019 soit un taux de croissance de 10,15 % en 2021 contre 6,53 % en 2020 et 7,22 % en 2019.

En DT

INTITULES	2019		2020			2021		
	Montant	En %	Montant	En %	T.C 20/19 en %	Montant	En %	T.C 21/20 en %
1. STAR	374 867 469	15,53	361 394 103	14,05	-3,59	368 161 657	12,99	1,87
2. COMAR	212 157 036	8,79	222 970 298	8,67	5,10	233 346 338	8,24	4,65
3. GAT	170 999 149	7,08	188 602 922	7,33	10,29	218 434 683	7,71	15,82
4. MAGHREBIA	169 757 640	7,03	185 762 427	7,22	9,43	202 499 147	7,15	9,01
5. ASTREE	168 279 338	6,97	174 279 439	6,78	3,57	187 233 277	6,60	7,43
6. Assurances BIAT	161 182 936	6,68	144 105 659	5,60	-10,59	171 427 247	6,05	34,19
7. MAE	120 641 937	5,00	135 398 124	5,26	12,23	151 860 148	5,36	12,16
8. BH Assurances	108 488 311	4,49	130 240 050	5,06	20,05	147 529 521	5,21	15,63
9. G/CTAMA	121 799 095	5,04	127 746 738	4,97	4,88	144 937 948	5,12	17,99
10. LLOYD	116 707 458	4,83	127 589 461	4,96	9,32	144 388 508	5,10	10,86
11. AMI	127 273 232	5,27	126 761 621	4,93	-0,40	142 896 959	5,04	-0,84
12. ATTIJARI Assurances	103 845 737	4,30	122 844 056	4,78	18,29	133 089 821	4,70	31,74
13. CARTE	87 005 567	3,60	101 028 184	3,93	16,12	132 022 197	4,66	4,15
14. MAGHREBIA VIE	66 144 458	2,74	77 268 613	3,00	16,82	91 754 145	3,24	18,75
15. ZITOUNA TAKAFUL	58 599 978	2,43	75 798 104	2,95	29,35	81 249 898	2,87	20,25
16. HAYETT	60 562 678	2,51	67 567 865	2,63	11,57	80 589 246	2,84	37,93
17. CARTE VIE	61 834 100	2,56	63 894 460	2,48	3,33	66 071 548	2,33	-12,83
18. EL AMANA TAKAFUL	50 690 592	2,10	58 426 547	2,27	15,26	43 627 512	1,54	30,36
19. GAT VIE	31 247 511	1,29	33 466 790	1,30	7,10	36 924 723	1,30	-42,21
20. AT-TAKAFULIA	26 491 598	1,10	29 753 725	1,16	12,31	34 786 387	1,23	16,91
21. COTUNACE	15 782 293	0,65	12 165 255	0,47	-22,92	13 966 819	0,49	14,81
22. LLOYD VIE	-	-	5 018 795	0,20	-	6 406 316	0,23	27,65
TOTAL	2 414 358 113	100	2 572 083 235	100	6,53	2 833 204 043	100	10,15

La part des trois premières entreprises dans l'activité globale est passée de 31,40 % en 2019 et de 30,05 % en 2020 à 28,94 % en 2021.

14 entreprises ont un taux de croissance supérieur au taux moyen du marché qui est de 10,15%.

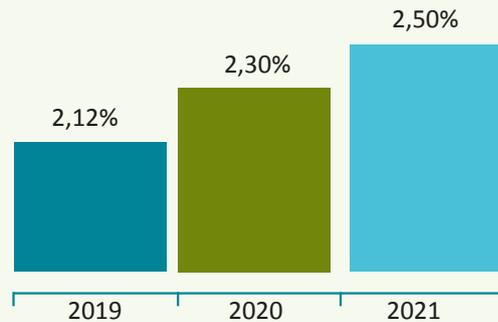
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2019		2020		2021	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR		STAR		STAR	
COMAR	31,40	COMAR	30,05	COMAR	28,94
GAT		GAT		GAT	

A.1. Taux de pénétration :

Le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie nationale (total des primes émises par rapport au produit intérieur brut) est passé de 2,12% en 2019 et 2,30 % en 2020 à 2,5 % en 2021.

Taux de Pénétration en %



A.2. Primes par habitant :

La prime d'assurance moyenne par habitant est passée de 206 DT en 2019 (158 DT en assurance non vie et 48 DT en assurance vie), et de 218 DT en 2020 (165 DT en assurance non vie et 53 DT en assurance vie) à 241 DT en 2021 (180 DT en assurance non vie et 61 DT en assurance vie).

Cette prime moyenne par habitant n'a cessé de croître durant les trois dernières années. Elle comporte une part importante afférente à l'assurance automobile dont la prime moyenne par habitant est de 101 dinars en 2021 contre 94 dinars en 2020 et 91 dinars en 2019.

Prime par habitant



A.3. Primes émises par branche

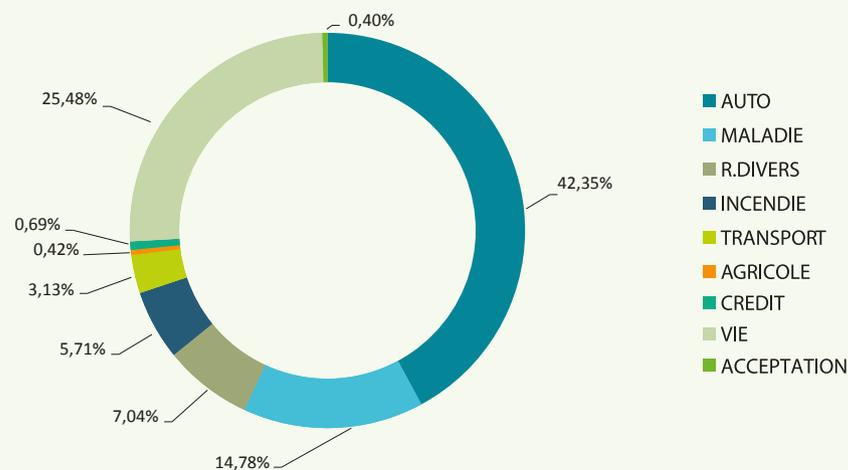
La structure du marché reste inchangée, l'assurance automobile occupe toujours la première place des émissions totales avec 42,12 % en 2021 contre 43,07 % en 2020 et 44,20 % en 2019. Elle est suivie par la branche assurance vie qui représente 25,48 % en 2021 contre 24,26 % en 2020 et 23,17 % en 2019.

L'évolution des primes émises par branche

En DT

Branche	2019		2020			2021		
	Primes émises	STRU EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %
Automobile	1 067 214 011	44,20	1 107 797 616	43,07	3,80	1 199 737 563	42,35	8,30
Accident de travail	30	-	-	-	-	4 065	-	-
Groupe Maladie	342 443 822	14,18	382 440 666	14,87	11,68	418 723 484	14,78	9,49
Transport	84 657 724	3,51	75 752 196	2,95	-10,52	88 692 861	3,13	17,08
Incendie	135 403 918	5,61	145 823 775	5,67	7,69	161 827 079	5,71	10,98
Risques Agricoles	10 925 969	0,45	11 983 630	0,47	9,68	11 804 067	0,42	-1,50
Risques divers	176 938 177	7,33	192 979 935	7,54	9,63	199 548 343	7,04	2,87
Vie	559 338 655	23,17	623 977 132	24,26	11,56	721 983 258	25,48	15,71
Crédit	21 404 263	0,89	18 181 577	0,71	-15,06	19 605 638	0,69	7,83
TOTAL A.D.	2 398 326 569	99,34	2 559 935 528	99,53	6,74	2 821 926 359	99,60	10,23
Acceptations	16 031 544	0,66	12 147 707	0,47	-24,23	11 277 685	0,40	-7,16
TOT° primes émises	2 414 358 113	100	2 572 083 235	100	6,53	2 833 204 043	100	10,15

Primes émises par branche en 2021



B. Les Sinistres et les Provisions Techniques :

B.1. Les Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 642,879 MD en 2021 contre 1 353,170 MD en 2020 et 1 424,035 MD en 2019 enregistrant ainsi une augmentation de 21,41 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des branches automobile et assurance groupe maladie représente 65,83% en 2021 du total des règlements contre 69,42 % en 2020 et 72,71 % en 2019, alors que les primes encaissées au titre de ces deux branches représentent 57,12 % en 2021 contre 57,94 % en 2020 et 58,38 % en 2019.

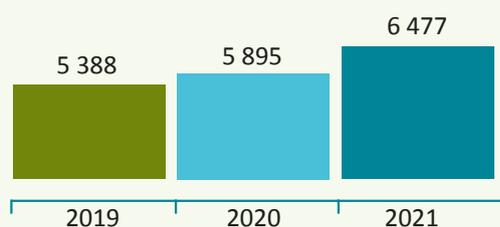
Les sinistres réglés au titre de la branche accident du travail s'élèvent à 2,827 MD en 2021 contre 2,488 MD en 2020 et 2,731 MD en 2019 bien que la gestion de ce risque soit transférée à la CNSS depuis le 1er janvier 1995.

L'évolution des sinistres par branche

Branche	2019		2020		EVOL. En %	2021		EVOL. En %
	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %		Sinistres Réglés	En %	
Automobile	737 151 825	51,76	634 498 617	46,89	-13,93	714 312 549	43,48	12,58
Groupe Maladie	298 384 916	20,95	304 820 512	22,53	2,16	367 129 970	22,35	20,44
Accident de travail	2 730 527	0,19	2 487 513	0,18	-8,90	2 827 285	0,17	13,66
Transport	26 717 825	1,88	13 797 617	1,02	-48,36	28 161 090	1,71	104,10
Incendie	90 252 747	6,34	107 160 027	7,92	18,73	103 539 265	6,30	-3,38
Risques Agricoles	5 388 695	0,38	9 168 928	0,68	70,15	1 905 264	0,12	-79,22
Risques divers	58 717 678	4,12	54 029 503	3,99	-7,98	59 305 710	3,61	9,77
Vie	185 173 210	13,00	210 693 102	15,57	13,78	348 563 006	21,22	65,44
Crédit	5 562 454	0,39	7 726 035	0,57	38,90	10 501 587	0,64	35,92
TOTAL A.D.	1 410 079 877	99,02	1 344 381 855	99,35	-4,66	1 636 245 326	99,60	21,71
Acceptations	13 955 340	0,98	8 788 286	0,65	-37,03	6 633 591	0,40	-24,52
TOTAL	1 424 035 217	100	1 353 170 140	100	-4,98	1 642 878 917	100	21,41

B.2. Les Provisions Techniques

Les provisions techniques totalisent en 2021 un montant de 6 477,054 MD contre 5 894,904 MD en 2020 et 5 388,391 MD en 2019 soit une augmentation de 9,88 % par rapport à 2020.



Evolution des provisions techniques

En DT

PROVISIONS TECHNIQUES	2019	2020	2021
Provision pour primes non acquises	588 453 300	621 702 407	671 686 569
Provision Mathématique vie	1 903 792 483	2 246 837 540	2 562 949 533
Provision pour sinistre à payer vie	130 673 344	149 734 424	197 114 322
Provision pour sinistre à payer non vie	2 563 637 820	2 673 543 274	2 834 240 821
Provision pour PB vie	30 055 162	34 353 349	43 710 892
Provision pour PB non vie	31 710 649	42 124 597	45 659 958
Provision pour Egalisation/Equilibrage	52 169 203	51 147 947	51 828 197
Autres Provisions Techniques vie	5 742 782	6 402 949	5 380 614
Autres Provisions Techniques non vie	82 156 710	69 057 224	64 483 250
TOTAL	5 388 391 453	5 894 903 711	6 477 054 155

B.3. Le Rapport sinistres aux primes

La dotation à la provision pour sinistres à payer au 31 décembre 2021 a enregistré une augmentation de 19,24 % passant de 339,512 MD en 2019 et à 439,784 MD en 2020 à 527,566 MD en 2021.

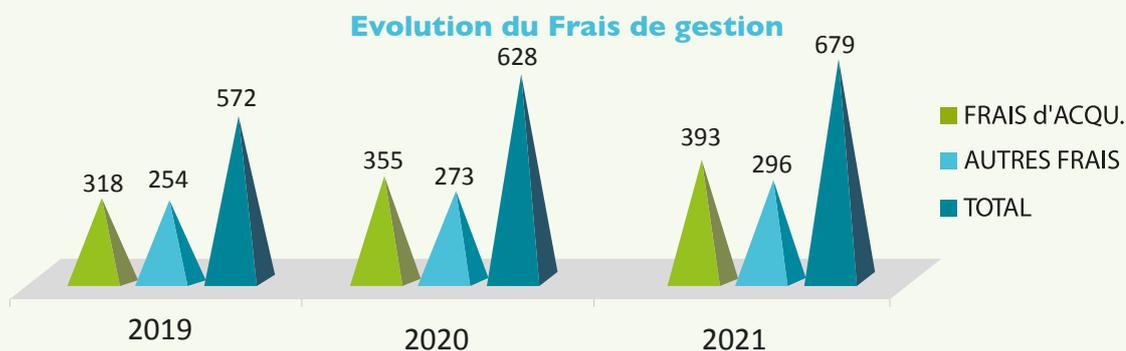
Pour l'activité globale le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 7,35 en 2021 en passant de 70,52 % en 2020 à 77,94 % en 2021

En MD

	2019	2020	Variation en %	2021	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	1 424,035	1 353,170	-4,98	1 642,879	21,41
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	339,512	439,784	29,53	527,566	19,96
• Charges sinistres	1 763,547	1 792,954	1,67	2 170,445	21,05
• Primes acquises	2 373,458	2 542,428	7,12	2 784,624	9,53
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	74,30	70,52	-3,78	77,94	7,42

C. Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 678,696 MD en 2021 contre 627,968 MD en 2020 et 571,633 MD en 2019 soit une augmentation de 8,08 % en 2021.



Rapportés aux primes émises les frais de gestion représentent 23,96 % en 2021 contre 24,41 % en 2020 et 23,68% en 2019.

Evolution du Frais de gestion

Libellé	2019			2020			2021		
	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %
Frais d'acquisition	317 809 659	13,16	9,26	54 837 497	13,80	11,65	392 960 899	13,87	10,74
Autres charges de gestion nettes	253 823 691	10,51	-0,48	273 130 850	10,62	7,61	285 735 345	10,09	4,61
Frais de gestion	571 633 350	23,67	4,72	627 968 347	24,41	9,86	678 696 243	23,96	8,08

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 102,32% en 2021 contre 95,22% en 2020 et 98,39 % en 2019. Ainsi, le rapport sinistre aux primes acquises (frais de gestion compris) s'est détérioré de 7,10 en 2021.

D. Les Résultats Techniques:

D.1. Solde de souscription

Le solde de souscription dégage un excédent de 615,591 MD en 2021 contre 739,822 MD en 2020 et 577,861 MD en 2019.

D.2. Frais de gestion

Les frais de gestion sont passés de 571,633 MD en 2019 et de 627,968 MD en 2020 à 678,696 MD en 2021.

D.3. Solde financier

Les affaires totales (affaires directes et acceptations) dégagent en 2021 un solde financier de 340,763 MD contre 297,943 MD en 2020 et 298,653 MD en 2019.

D.4. Solde de réassurance (résultat des cessions)

Le solde de réassurance (résultat des cessions) dégage un déficit de 77,747 MD en 2021 contre un déficit de 125,779 MD en 2020 et un déficit de 123,759 MD en 2019.

D.5. Résultat Technique

Le résultat technique atteint un excédent de 199,910 MD en 2021 contre un excédent de 284,018 MD en 2020 et un excédent de 181,122 MD en 2019.

Compte d'exploitation en 2021
«Affaires directes + acceptations»

En DT

- Primes acquises	2 784 623 519
- Primes émises	2 833 204 043
-Variation des provisions pour primes non acquises	-48 580 524
- Charge de prestation	-2 169 032 399
- Prestation et frais payés	-1 642 878 917
-Variation des provisions pour sinistres à payer	-527 565 773
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-904 129
- Autres charges techniques	2 316 420
SOLDE DE SOUSCRIPTION	615 591 120
SOLDE DE GESTION	- 678 696 243
SOLDE FINANCIER	340 762 531
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-77 747 335
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	199 910 073

E. Fonds propres, Placements & Revenus financiers

E.1. Les Fonds propres :

Constitués par le capital social ou fonds commun pour les sociétés d'assurances à forme mutuelles, les réserves et les primes liées au capital, les fonds propres des entreprises d'assurances ont atteint 1 693,715 MD en 2021 contre 1 517,423 MD en 2020 et 1 333,925 MD en 2019.

Fonds propres

En MD

	2019	2020	2021
Capital social et Fonds commun	501,556	527,820	612,945
Les réserves et les primes liées au capital	832,370	989,603	1 080,770
Fonds propres	1 333,926	1 517,423	1 693,715

E.2. Les placements

Les placements des entreprises d'assurances figurant à l'actif du bilan s'élèvent à 7 258,748 MD en 2021 contre 6 534,100 MD en 2020 et 6 045,010 MD en 2019 soit une augmentation de 11,09 % par rapport à 2020.

Placements

En MD

	2019	2020	Taux de Croissance %	2021	Taux de Croissance %
Placements	6 045,010	6 534,100	8,09	7 258,748	11,09

Le taux de couverture (c'est le ratio des placements sur les provisions techniques) s'élève à 112,07 % en 2021 contre 110,84 % en 2020 et 112,23 % en 2019.:

Les taux de couverture réalisés durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau ci-après :

Taux de Couverture en %



E.3. Les Revenus financiers

Les revenus des placements (valeurs mobilières et immeubles) totalisent 363,908 MD en 2021 contre 323,065 MD en 2020 et 326,514 MD en 2019 soit une augmentation de 12,64% par rapport à 2020.

Le taux de rendement moyen de ces titres représente 5,01 % en 2021 contre 4,94 % en 2020 et 5,40 % en 2019.

Taux de Rendement en %

	En MD				
	2019	2020	Taux de Croissance %	2021	Taux de Croissance %
Revenus financiers	326,514	323,065	-1,06	363,908	12,64
Placements admis	6 045,010	6 534.100	8,09	7 258,748	11,09
Taux de rendement en %	5,40	4,94	-0,46	5,01	0,07

E.4. Les Résultat aux bilans :

Les bilans consolidés des entreprises d'assurances dégagent un résultat bénéficiaire de 225,041 MD en 2021 (7,94 % des primes émises) contre 231,547 MD en 2020 (9 % des primes émises) et un bénéfice de 186,844 MD en 2019 (7,74 % des primes émises).

Résultat aux bilans





DEUXIEME PARTIE

A. ANALYSE NON VIE & VIE

B. ETUDE PAR BRANCHE

I. AUTOMOBILE

II. GROUPE MALADIE

III. TRANSPORT

IV. INCENDIE

V. RISQUES DIVERS

VI. CRÉDIT

VII. RISQUES AGRICOLES

VIII. VIE

DEUXIEME PARTIE

A. ANALYSE NON VIE & VIE

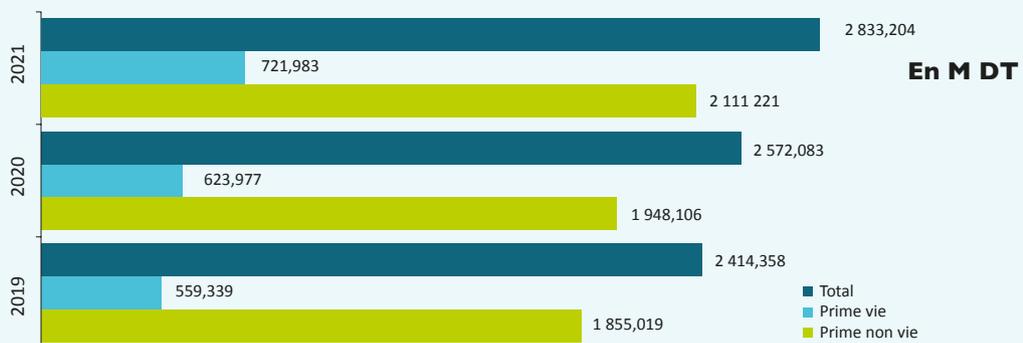
A. Les primes

En 2021 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances s'élève à 2 833,204 MD contre 2 572,083 MD en 2020 et 2 414,358 MD en 2019 soit un taux de croissance de 10,15 % en 2021 contre 6,53 % en 2020 et 7,22% en 2019.

Les primes émises en assurance non vie s'élèvent à 2 111,221 MD en 2021 contre 1 948,106 MD en 2020 et 1 855,019 MD en 2019 enregistrant une augmentation de 8,37 % par rapport à 2020, elles représentent 74,52 % du total des émissions contre 75,74 % en 2020 et 76,83 % en 2019.

Les primes émises en assurance vie s'élèvent à 721,983 MD en 2021 contre 623,977 MD en 2020 et 559,339 MD en 2019. Enregistrant une augmentation de 15,71 % en 2021 contre une augmentation de 11,56 % en 2020. Elles représentent 25,48 % du total des émissions contre 24,26 % en 2020 et 23,17 % en 2019.

Evolution des primes émises Non Vie & Vie 2019-2021



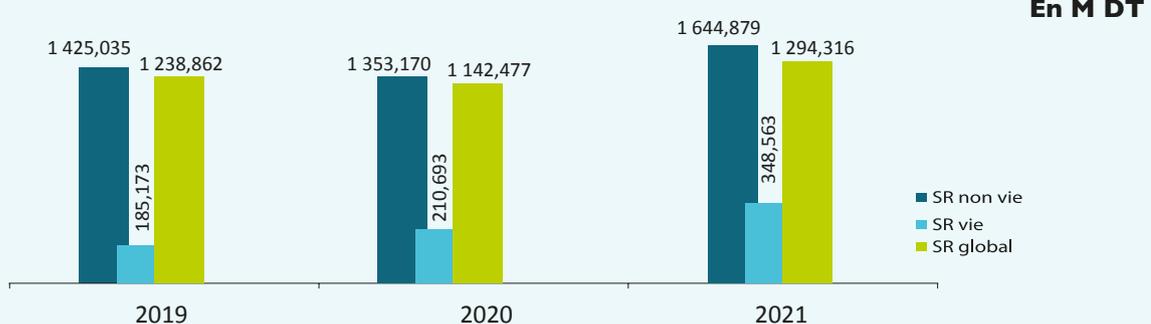
B. Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 642,879 MD en 2021 contre 1 353,170 MD en 2020 et 1 424,035 MD en 2019 enregistrant ainsi une augmentation de 21,22 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des assurances non vie s'élève à 1 294,316 MD en 2021 contre 1 142,47 MD en 2020 et 1 238,862 MD en 2019, soit une augmentation de 13,29 % par rapport à 2020. Il représente 78,78% des totales des indemnités payées en 2021 contre 84,43 % en 2020 et 87,00 % en 2019.

Pour l'assurance vie, les sinistres réglés représentent 21,22 % du montant global des indemnités payées en 2021 contre 15,57 % en 2020 et 13,00 % en 2019. Le montant de ces indemnités est de 348,563 MD en 2021 contre 210,693 MD en 2020 et 185,173 MD en 2019.

Evolution des sinistres réglés Non Vie & Vie 2019-2021



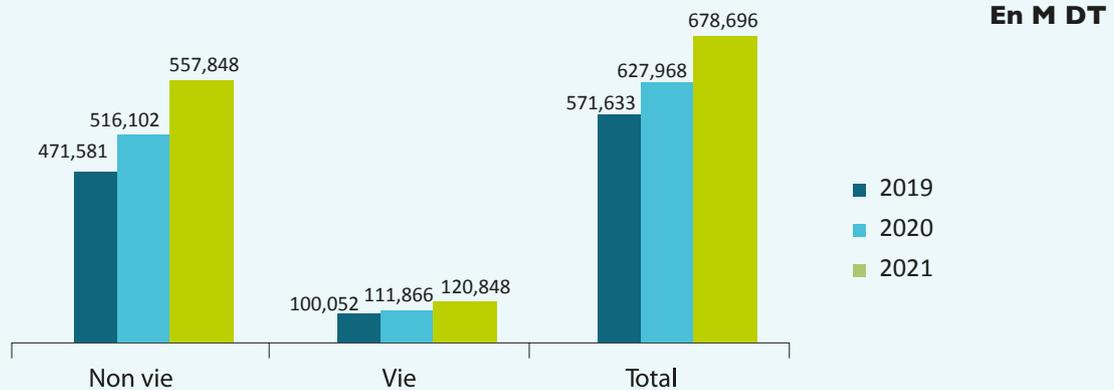
C. Frais de Gestion

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) totalisent 678,696 MD en 2021 contre 627,968 MD en 2020 et 571,633 MD en 2019, soit une augmentation de 8,08 % par rapport à 2020.

Pour les assurances non vie les frais de gestion s'élèvent à 557,848 MD en 2021 contre 516,102 MD en 2020 et 471,581 MD en 2019, soit une évolution de 8,09 % par rapport à 2020.

Les frais de gestion de la branche vie ont augmenté de 20,79 % passant de 100,052 MD en 2019 et 111,866 MD en 2020 à 120,848 MD en 2021.

Evolution des frais de gestion Non Vie & Vie 2019-2021



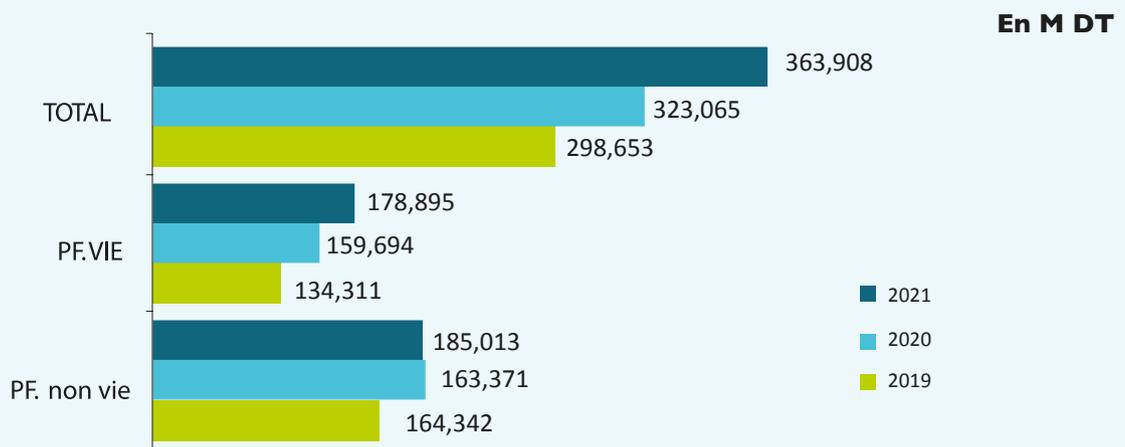
D. Produits financiers

Les produits financiers du secteur des assurances totalisent 363,908 MD en 2021 contre 323,065 MD en 2020 et 298,653 MD en 2019 soit une augmentation de 12,64 % par rapport à 2020.

En effet, pour les assurances non vie les produits financiers enregistrent une augmentation de 13,25 % passant de 164,342 MD en 2019 et de 163,371 MD en 2020 à 185,013 MD en 2021.

En outre, les produits financiers de l'assurance vie ont enregistré une augmentation de 12,02 % passant de 134,311 MD en 2019 et de 159,694 MD en 2020 à 178,895 MD en 2021.

Evolution des Produits financiers Non Vie & Vie 2019 - 2021

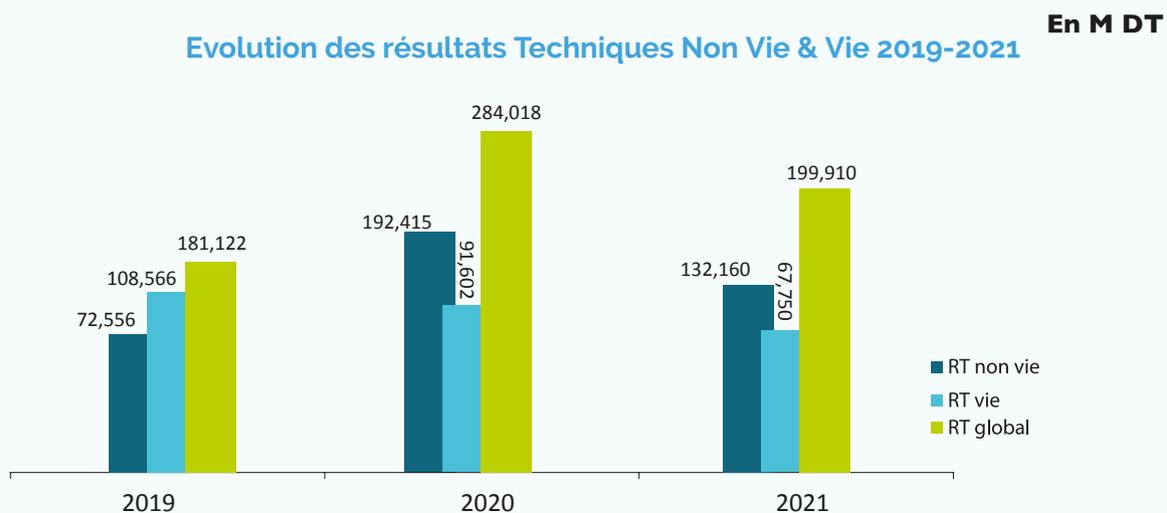


E. Résultats Techniques

Le résultat technique a connu en 2021 une baisse passant de 181,122 MD en 2019 et 284,018 MD en 2020 à 199,910 MD en 2021.

Pour les assurances non vie le résultat technique passe d'un excédent de 72,556 MD en 2019 et un excédent 192,415 MD en 2020 à un excédent de 132,160 MD en 2021.

Pour l'assurance vie le résultat technique atteint 67,750 MD en 2021 contre 91,602 MD en 2020 et 108,566 MD en 2019.



B. ANALYSE PAR BRANCHE

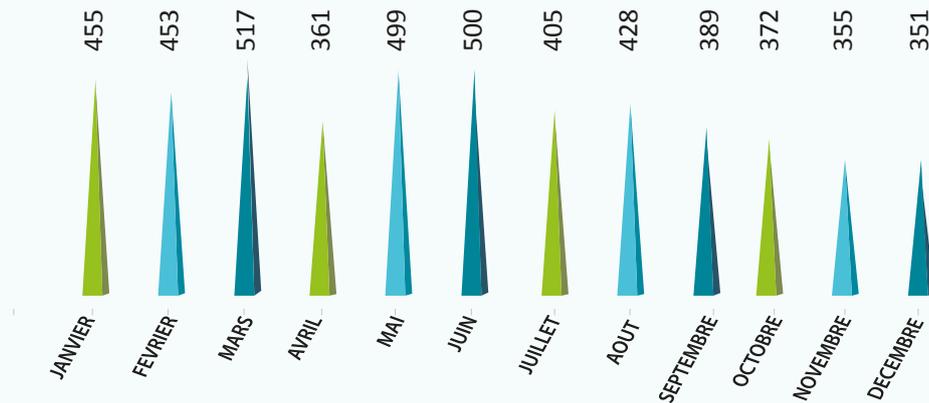
I. L'ASSURANCE AUTOMOBILE

1- Nombre des accidents :

L'évolution du nombre des accidents de la circulation routière et des victimes de ces accidents (tués et blessés) est retracée dans le tableau suivant :

	2019	Ev. En % 19/18	2020	Ev. En % 20/19	2021	Ev. En % 21/20
N. d'Accidents	5 972	1,50	4 774	-20.06	5 089	6.60
N. de Tués	1 150	-4,56	931	-19.04	1 014	8.92
N. de Blessés	8 574	-3,40	6762	-21.13	6 894	1.95

Répartition des accidents de la route par mois en 2021



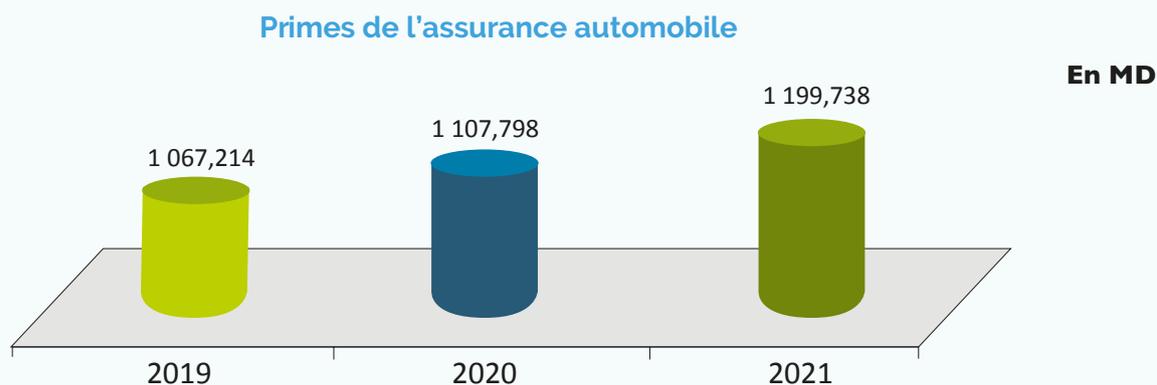
Répartition des Tués des accidents de la route par gouvernorat en 2021



2- Les Primes :

En 2021 le montant des primes émises en assurance automobile s'élève à 1 199,738 MD contre 1 107,798 MD en 2020 et 1 067,214 MD en 2019, soit un taux de croissance de 8,30% en 2021 contre 3,80% en 2020 et 9,09% en 2019.

La part des primes de l'assurance automobile dans les émissions totales en 2021 représente 42,35 % contre 43,07 % en 2020 et 44,20 % en 2019.



Les primes émises par entreprise en assurance automobile sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2019	En %	2020	En %	2021	En %
1. STAR	216 519 533	20,29	198 363 820	17,91	197 239 897	16,44
2. COMAR	118 804 048	11,13	125 072 152	11,29	131 345 857	10,95
3. MAE	102 701 485	9,62	116 557 354	10,52	128 008 533	10,67
4. AMI	147 432 233	13,81	130 553 938	11,78	124 754 657	10,40
5. GAT	82 858 752	7,76	104 994 522	9,48	121 128 085	10,10
6. G. CTAMA	69 887 431	6,55	72 067 692	6,51	91 468 424	7,62
7. LLOYD	58 734 521	5,50	66 352 313	5,99	77 853 568	6,49
8. MAGHREBIA	59 091 623	5,54	64 281 818	5,80	69 792 708	5,82
9. ASTREE	60 339 750	5,65	64 355 247	5,81	68 091 518	5,68
10. ZITOUNA TAKAFUL	32 239 179	3,02	38 391 178	3,47	43 913 420	3,66
11. CARTE	33 325 169	3,12	35 836 341	3,23	40 232 522	3,35
12. BH ASSURANCES	24 279 078	2,27	26 621 541	2,40	29 657 859	2,47
13. ASSURENCES. BIAT	23 905 970	2,24	25 830 992	2,33	29 380 715	2,45
14. AT.TAKAFULIA	18 090 017	1,70	20 040 109	1,81	23 696 134	1,98
15. EI AMANA.TAKAFUL	19 005 222	1,78	18 478 599	1,67	23 173 666	1,93
TOTAL	1 067 214 011	100	1 107 797 616	100	1 199 737 563	100
TAUX DE CROISSANCE En%	9,09		3,80		8,30	
EN % DES PRIMES TOTALES	44,20		43,07		42,35	

La part des trois premières entreprises dans les émissions de la branche assurance automobile est passée de 45,23 % en 2019 et de 40,98 % en 2020 à 37,99 % en 2021.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2019		2020		2021	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
AMI	45,23	AMI	40,98	AMI	37,99
COMAR		COMAR		COMAR	

La prime moyenne a augmenté de 4,34 % en 2021 passant de 470,800 dinars en 2019 et de 474,331 dinars en 2020 à 494,921 dinars en 2021.

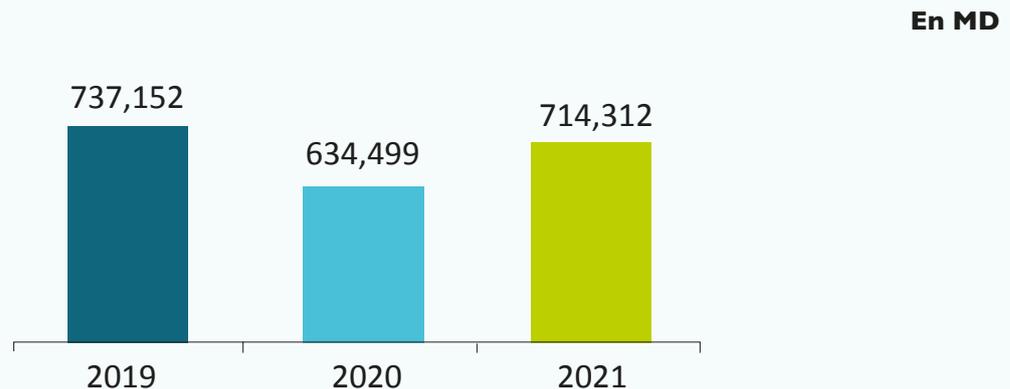
Prime moyenne

	En MD			
	2019	2020	2021	Ev. 21/20
Parc des véhicules	2 266,808	2 335 497	2 424 099	3,79
Primes émises (en dinars)	1 067 214 011	1 107 797 616	1 199 737 563	8,30
Prime moyenne (en dinars)	470,800	474,331	494,921	4,34

3-Les sinistres :

Les sinistres payés en 2021 ont atteint le montant de 714,312MD contre 634,499 MD en 2020 et 737,152 MD en 2019, enregistrant ainsi une augmentation de 12,58 % en 2021.

Sinistres réglés de l'assurance automobile



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2019	2020	En %	2021	En %	Evolution 21/20 En %
1- STAR	189 219 638	143 003 846	22,54	152 336 614	21 ,33	6,53
2- AMI	122 791 285	99 028 021	15,61	109 202 671	15 ,29	10,27
3- MAE	71 417 725	62 460 046	9,84	72 489 775	10 ,15	16,06
4- COMAR	70 089 605	63 695 679	10,04	70 487 710	9 ,87	10,66
5- GAT	53 166 112	48 582 692	7,66	58 122 469	8 ,14	19,64
6- G. CTAMA	38 542 903	37 704 220	5,94	48 076 942	6 ,73	27,51
7- ASTREE	40 367 130	34 504 700	5,44	38 016 622	5 ,32	10,18
8- LLOYD	34 500 207	33 128 005	5,22	37 705 565	5 ,28	13,82
9- MAGHREBIA	36 810 531	33 910 096	5,34	36 269 772	5 ,08	6,96
10- CARTE	19 231 698	16 777 512	2,65	21 026 087	2 ,94	25,32
11- ASSURANCE BIAT	16 443 985	15 319 649	2,41	17 379 073	2 ,43	13,44
12- ZITOUNA TAKAFUL	14 612 275	14 602 806	2,30	16 382 144	2 ,29	12,18
13- BH ASSURANCES	14 550 138	14 040 639	2,21	15 385 163	2 ,15	9,58
14- EL AMANA TAKAFU	9 253 262	8 456 287	1,33	11 466 817	1 ,61	35,60
15- AT TAKAFULIA	6 155 331	9 284 419	1,46	9 964 634	1 ,39	7,33
TOTAL	737 151 825	634 498 617	100	714 312 149	100	12,58

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une augmentation de 138,21 % passant de 51,541MD en 2020 à 122,773 MD en 2021.

Pour la branche automobile, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est détérioré de 8,13 % en passant de 74,11 % en 2019 et 63,89 % en 2020 à 72,02 % en 2021.

En MD

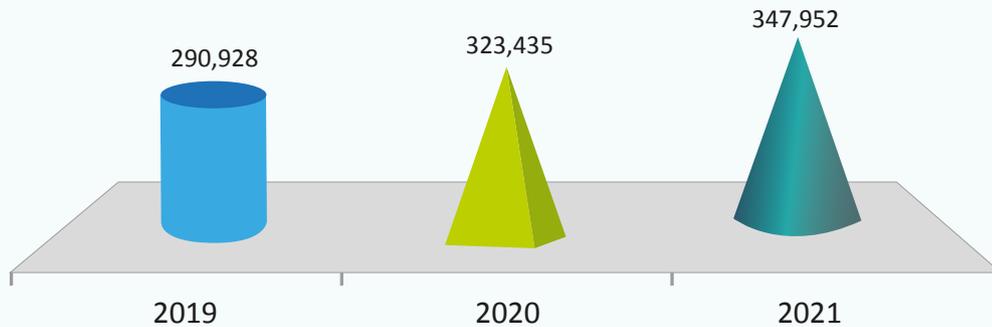
	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %	2021	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	737,152	10,95	634,499	-13,93	714,312	12,58
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	26,993	-81,22	51,541	90,94	122,773	138,21
• Charges sinistres	764,145	-5,44	686,040	-10,22	837,086	22,02
• Primes acquises	1 031,114	7,10	1 073,777	4,14	1 162,326	8,25
• Rapport sinistres aux primes Acquises en %	74,11	-9,83	63,89	-10,22	72,02	8,13

4- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche automobile s'élevaient à 347,952MD en 2021 contre 323,435 MD en 2020 et 290,928 MD en 2019 soit une hausse de 7,58 % par rapport à 2020.

Frais de gestion de l'assurance automobile

En MD



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche automobile s'élève à 29,94 % en 2021 contre 30,12 % en 2020 et 28,21 % en 2019.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche automobile s'établit à 29,00 % en 2021 (16,33% pour les frais d'acquisitions et 12,67 % pour les charges de gestion) contre 29,20 % en 2020 (15,97 % pour les frais d'acquisitions et 13,23 % pour les charges de gestion) et 27,26 % en 2019 (14,76 % pour les frais d'acquisitions et 12,50% pour les charges de gestion).

Frais de gestion de l'assurance automobile

En MD

	2019			2020			2021		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	157,515	14,76	14,59	176,897	15,97	12,30	195,980	16,34	10,79
Autres charges de gestions nettes	133,414	12,50	-3,30	146,538	13,23	9,84	151,971	12,66	3,71
TOTAL	290,928	27,26	5,63	323,435	29,20	11,17	347,952	29,00	7,58

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 101,95 % en 2021 contre 94,01 % en 2020 et 102,32% en 2019.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 98,77% en 2021 contre 91,12 % en 2020 et 99,82 % en 2019.

5- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 319,741 MD en 2021 contre un excédent de 400,691 MD en 2020 et un excédent de 254,001 MD en 2019.

Les frais de gestion s'élèvent à 347,952 MD en 2021 contre 323,435 MD en 2020 et 290,928 MD en 2019.

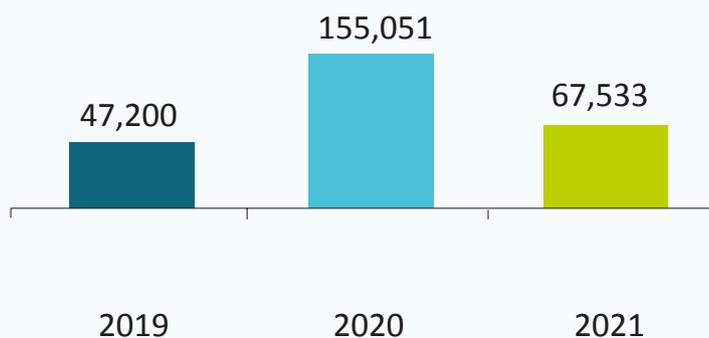
Le solde financier est passé de 117,497 MD en 2019 et 110,954 MD en 2020 à 124,924 MD en 2021, soit une augmentation de 12,59%.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 29,181MD en 2021 contre un déficit de 33,159 MD en 2020 et un déficit de 33,369 MD en 2019.

Ainsi, le résultat technique dégage un excédent de 67,533 MD en 2021 contre un excédent de 155,051 MD en 2020 et un excédent de 47,200 MD en 2019.

Résultat Technique de l'assurance automobile

En MD



Compte d'exploitation de la branche automobile

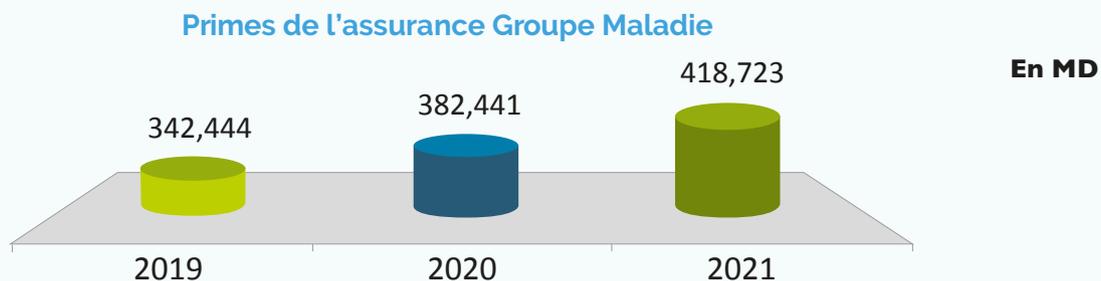
En DT

- Primes acquises	1 162 325 879
- Primes émises	1 199 737 563
- Variation des provisions pour primes non acquises	-37 411 684
- Charge de prestation	-842 584 812
- Prestation et frais payés	-714 312 149
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-122 733 482
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	-5 499 181
SOLDE DE SOUSCRIPTION	319 741 068
SOLDE DE GESTION	-347 951 572
SOLDE FINANCIER	124 924 490
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-29 181 204
RÉSULTAT TECHNIQUE	67 532 781

II. L'ASSURANCE GROUPE MALADIE

1- Les Primes :

En 2021, le montant des primes émises en assurance groupe maladie s'élève à 418,723 MD contre 382,441 MD en 2020 et 342,444 MD en 2019, soit un taux de croissance de 9,49% en 2021.



Les primes émises par entreprise en assurance groupe maladie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2019	En%	2020	En %	2021	En %
1. STAR	82 253 059	24,02	85 300 229	22,30	85 840 573	20,50
2. MAGHREBIA	60 087 382	17,55	67 999 362	17,78	77 063 882	18,40
3. GAT	47 543 430	13,88	42 715 855	11,17	52 377 196	12,51
4. BH ASSURANCES	32 510 654	9,49	38 898 716	10,17	43 609 956	10,41
5. COMAR	28 214 764	8,24	33 160 892	8,67	35 676 107	8,52
6. CARTE	18 785 314	5,49	28 472 691	7,44	30 497 157	7,28
7. ASTREE	25 426 063	7,42	26 747 430	6,99	29 576 233	7,06
8. ASSURANCES BIAT	13 963 757	4,08	15 531 234	4,06	18 478 881	4,41
9. LLOYD	11 348 328	3,31	13 834 736	3,62	14 417 879	3,44
10. G. CTAMA	7 321 026	2,14	12 403 826	3,24	11 428 258	2,73
11. EL AMANA TAKAFUL	2 640 131	0,77	3 794 737	0,99	5 100 435	1,22
12. AMI	5 007 444	1,46	4 963 392	1,30	4 592 129	1,10
13. ZITOUNA TAKAFUL	3 405 092	0,99	3 909 697	1,02	4 426 686	1,06
14. MAE	2 347 989	0,69	2 971 845	0,78	3 409 019	0,81
15. AT-TAKAFULIA	1 589 389	0,46	1 736 024	0,45	2 229 092	0,53
TOTAL	342 443 822	100	382 440 666	100	418 723 484	100
TAUX DE CROISSANCE En %	6,39		11,68		9,49	
EN % DES PRIMES TOTALES	14,18		14,87		14,78	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche assurance groupe maladie durant les trois dernières années est passée de 55,45 % en 2019 et 51,25 % en 2020 à 51,41 % en 2021.

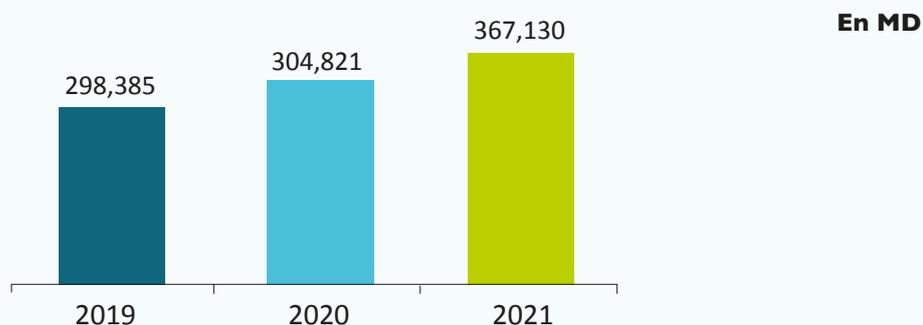
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2019		2020		2021	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
MAGHREBIA	55,45	MAGHREBIA	51,25	MAGHREBIA	51,41
GAT		GAT		GAT	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2021 ont atteint le montant de 367,130 MD contre 304,821 MD en 2020 et 298,385 MD en 2019 enregistrant ainsi une augmentation de 20,44 % en 2021.

Sinistres de l'assurance Groupe Maladie



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2019	2020	En %	2021	En %	Evolution 21/20%
1- STAR	77 781 221	73 519 306	24,12	85 578 763	23,31	16,40
2- MAGHREBIA	48 054 498	50 028 671	16,41	61 301 655	16,70	22,53
3- GAT	42 843 525	36 126 198	11,85	44 963 121	12,25	24,46
4- BH ASSURANCES	23 522 915	29 158 896	9,57	32 219 454	8,78	10,50
5- CARTE	16 060 765	21 189 031	6,95	28 713 862	7,82	35,51
6- ASTREE	22 315 947	23 988 882	7,87	27 860 674	7,59	16,14
7- COMAR	20 091 625	21 796 552	7,15	27 433 605	7,47	25,86
8- ASSURANCES BIAT	11 086 769	13 859 261	4,55	17 051 754	4,64	23,04
9- G. CATAMA	9 401 915	10 855 280	3,56	12 864 754	3,50	18,51
10- LLOYD	11 181 833	10 694 449	3,51	12 817 091	3,49	19,85
11- AMI	8 292 596	4 713 860	1,55	4 248 138	1,16	-9,88
12- EL AMANA TAKAFUL	1 911 442	2 275 567	0,75	4 145 114	1,13	82,16
13- ZITOUNA TAKAFUL	3 217 849	3 339 033	1,10	3 873 803	1,06	16,02
14- MAE	1 334 157	1 737 172	0,57	2 218 729	0,60	27,72
15-AT-TAKAFULIA	1 287 859	1 538 355	0,50	1 839 452	0,50	19,57
TOTAL	298 384 916	304 820 512	100	367 129 970	100	20,44

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une augmentation en 2021 passant de 4,369 MD en 2019 à 11,910 MD en 2020 et 1,983 MD en 2021.

Pour l'assurance groupe maladie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 88,77 % en 2019 à 83,15 % en 2020 et à 88,35 % en 2021.

En MD

	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %	2021	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	298,385	5,01	304,821	2,16	367,130	20,44
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	4,369	-	11,910	172,60	1,983	-83,35
• Charges sinistres	302,754	6,57	316,731	4,62	369,113	16,54
• Primes acquises	341,042	6,11	380,924	11,69	417,794	9,68
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	88,77	0,38	83,15	-5,63	88,35	5,20

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche groupe maladie s'élevaient à 71,175 MD en 2021 contre 64,404 MD en 2020 et 61,084 MD en 2019 enregistrant une augmentation de 10,51 % en 2021.

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie

En MD



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 17,04 % en 2021 contre 16,91 % en 2020 et 17,91 % en 2019.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 17,00 % en 2021 (9,49 % pour les frais d'acquisition et 7,51 % pour les charges de gestion) contre 16,84 % en 2020 (9,23 % pour les frais d'acquisition et 7,61 % pour les charges de gestion) et 17,84 % en 2019 (8,47 % pour les frais d'acquisition et 9,37 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie

EN MD

	2019			2020			2021		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	29,018	8,47	14,22	35,287	9,23	21,61	39,734	9,49	12,60
Autres charges de gestions nettes	32,066	9,37	-2,32	29,117	7,61	-9,20	31,441	7,51	7,98
TOTAL	61,084	17,84	4,89	64,403	16,84	5,44	71,175	17,00	10,51

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 105,38 % en 2021 contre 100,06 % en 2020 et 106,68 % en 2019. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises, frais de gestion compris, s'est détérioré de 5,32.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 105,15 % en 2021 contre 99,66 % en 2020 et 106,25 % en 2019.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 48,475 MD en 2021 contre 62,912 MD en 2020 et 37,066 MD en 2019.

Les frais de gestion s'élèvent à 71,175 MD en 2021 contre 64,404 MD en 2020 et 61,084 MD en 2019.

Le résultat financier de la branche Groupe Maladie dégage un solde excédentaire de 7,690 MD en 2021 contre un solde déficitaire 0,977 MD en 2020 et un solde excédentaire 4,167 MD en 2019.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 6,109 MD en 2021 contre un déficit de 8,276 MD en 2020 et un déficit de 5,840 MD en 2019.

Résultat technique de l'assurance Groupe Maladie



Compte d'exploitation de l'assurance Groupe Maladie

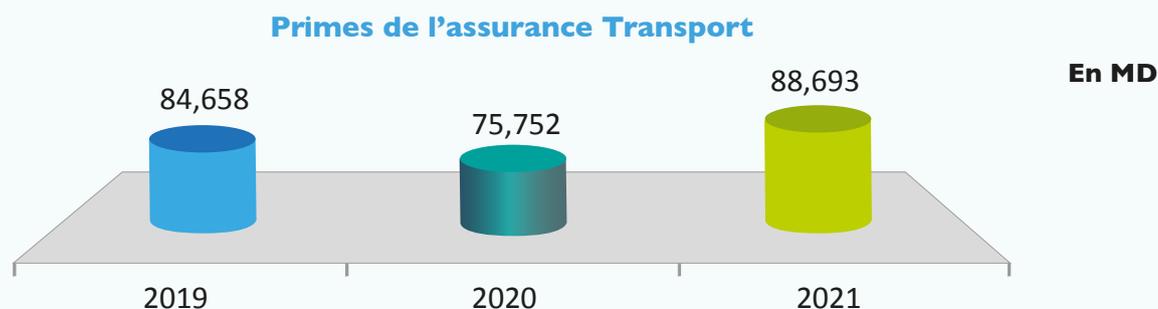
	En DT
- Primes acquises	417 794 168
- Primes émises	418 723 484
- Variation des provisions pour primes non acquises	- 929 316
- Charge de prestation	-369 319 115
- Prestation et frais payés	-367 129 970
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-1 983 160
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-925 077
- Autres charges techniques	719 091
SOLDE DE SOUSCRIPTION	48 475 052
SOLDE DE GESTION	-71 175 370
SOLDE FINANCIER	7 690 281
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-6 109 281
RÉSULTAT TECHNIQUE	-21 119 198

III. L'ASSURANCE DE TRANSPORT

1- Les Primes :

En 2021, le montant des primes émises en assurance transport s'élève à 88,693 MD contre 75,752 MD en 2020 et 84,658 MD en 2019, soit une augmentation de 17,08 % en 2021.

La part des primes de l'assurance transport dans les émissions totales représente 3,13 % en 2021 contre 2,95% en 2020 et 3,51 % en 2019.



Intitulé	2019		2020		2021	
	En DT	En %	En DT	En %	En DT	En %
1. STAR	15 435 816	18,23	14 359 405	18,96	16 902 136	19,06
2. GAT	14 025 462	16,57	13 550 597	17,89	12 901 994	14,55
3. ASTREE	11 569 535	13,67	8 429 682	11,13	11 169 519	12,59
4. LLOYD	5 172 303	6,11	4 390 648	5,80	9 199 499	10,37
5. CARTE	7 860 780	9,29	7 196 565	9,50	8 227 207	9,28
6. COMAR	8 389 965	9,91	8 446 434	11,15	8 042 982	9,07
7. BH ASSURANCES	3 352 784	3,96	3 514 101	4,64	4 085 222	4,61
8. MAGHREBIA	5 616 723	6,63	4 603 752	6,08	3 561 115	4,02
9. ASSURANCES BIAT	2 613 424	3,09	2 281 061	3,01	3 527 222	3,98
10. MAE	2 213 758	2,61	2 349 504	3,10	2 855 018	3,22
11. G. CTAMA	2 140 322	2,53	1 064 558	1,41	2 378 353	2,68
12. ZITOUNA TAKAFUL	1 838 507	2,17	1 623 394	2,14	2 039 562	2,30
13. EL AMANA TAKAFUL	1 400 280	1,65	1 345 849	1,78	1 571 070	1,77
14. AMI	1 815 347	2,14	1 330 116	1,76	1 252 036	1,41
15. AT-TAKAFULIA	1 212 718	1,44	1 266 531	1,67	979 927	1,10
TOTAL	84 657 724	100	75 752 197	100	88 692 861	100
TAUX DE CROISSANCE En %	11,15		-10,52		17,08	
EN % DES PRIMES TOTALES	3,51		2,95		3,13	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche transport est passée durant les trois dernières années de 48,47 % en 2019 et 47,97 % en 2020 à 46,20 % en 2021.

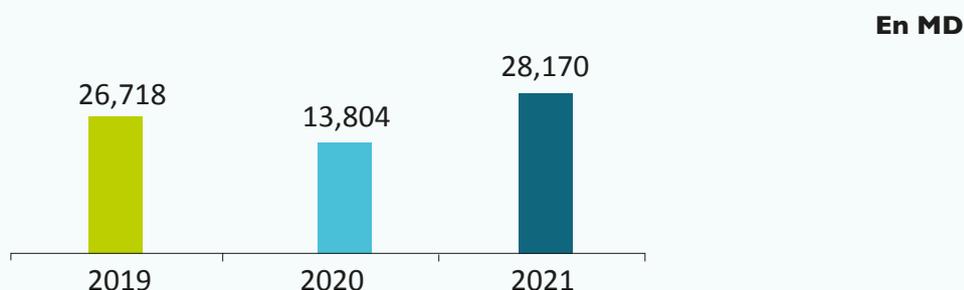
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2019		2020		2021	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
GAT	48,17	GAT	48,00	GAT	46,20
ASTREE		COMAR		ASTREE	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2021 ont atteint le montant de 28,161 MD contre 13,804 MD en 2020 et 26,718 MD en 2019 enregistrant une augmentation de 104,00 % en 2021.

Sinistres de l'assurance Transport



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2019	2020	En%	2021	En%	Evolution 21/20
1 - STAR*	-144 694	-983 655	-7,13	9 035 181	32,08	-
2 - COMAR	920 576	2 004 829	14,52	6 655 294	23,63	231,96
3 - GAT	3 066 199	2 245 063	16,27	2 376 991	8,44	5,88
4 - LLOYD	1 026 490	799 894	5,80	2 257 785	8,02	182,26
5 - CARTE	3 342 052	4 905 775	35,54	1 512 952	5,37	-69,16
6 - AMI	941 582	272 122	1,97	1 377 000	4,89	406,02
7 - MAGHREBIA	866 368	2 334 712	16,91	993 987	3,53	-57,43
8 - EL AMANA TAKAFUL	201 528	10 327	0,07	844 363	3,00	8076,27
9 - G. CTAMA	2 553 603	1 020 267	7,39	823 690	2,92	-19,27
10 - BH ASSURANCES	574 953	289 565	2,10	785 494	2,79	171,27
11 - ASTREE	11 012 406	229 268	1,66	545 230	1,94	137,81
12 - ASSURANCES BIAT	2 126 165	131 159	0,95	475 245	1,69	262,34
13 - ZITOUNA TAKAFUL	111 118	316 266	2,29	345 751	1,23	9,32
14 - AT-TAKAFULIA	19 648	165 462	1,20	126 425	0,45	-23,59
15 - MAE	99 831	63 553	0,46	5 702	0,02	-91,03
TOTAL	26 717 825	13 804 607	100	28 161 090	100	104,00

*Il est à noter que la Société STAR a enregistré pour l'exercice 2019 et 2020 un recours et sauvetages encaissés

La dotation à la provision pour sinistres à payer a passé de -2,659 MD en 2019 et de 1,588 MD en 2020 à -7,083 MD en 2021.

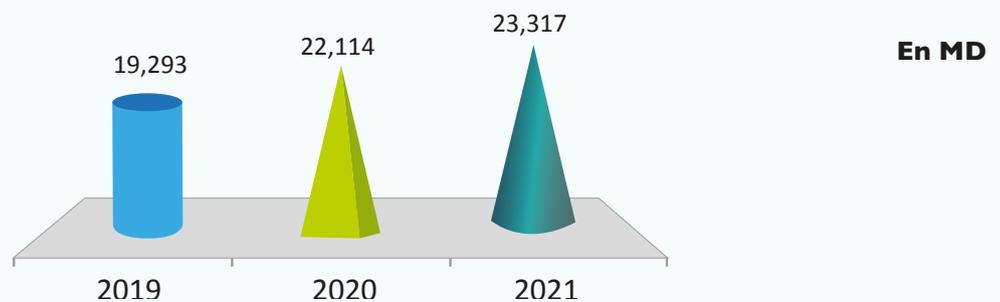
Pour la branche transport, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 4,57 passant de 29,43 % en 2019 et 19,80% en 2020 à 24,37 % en 2021.

	2019	Variât. %	2020	Variât. %	2021	Variât. %
• Sinistres payés net de recours	26,718	21,72	13,804	-48,33	28,161	104,00
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	-2,659	-107,54	1,588	-159,71	-7,083	-546,02
• Charges sinistres	24,058	-57,94	15,392	-36,02	21,078	36,94
• Primes acquises	81,755	10,54	77,754	-4,89	86,493	11,24
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	29,43	-47,91	19,80	-9,63	24,37	4,57

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche transport s'élèvent à 23,317 MD en 2021 contre 22,114 MD en 2020 et 19,293 MD en 2019 soit une augmentation de 5,44% par rapport à 2020.

Frais de Gestion de l'assurance transport



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 26,96 % en 2021 contre 28,44 % en 2020 et 23,60 % en 2019.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 26,29% en 2021 (14,80 % pour les frais d'acquisition et 11,49 % pour les charges de gestion) contre 29,19 % en 2020 (16,89 % pour les frais d'acquisition et 12,30 % pour les charges de gestion) et 22,79 % en 2019 (13,19 % pour les frais d'acquisition et 9,60 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Transport

	2019			2020			2021		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	11,170	13,19	10,41	12,796	16,89	14,56	13,128	14,80	2,60
Autres charges de gestions nettes	8,123	9,60	-12,75	9,318	12,30	14,71	10,189	11,49	9,35
TOTAL	19,293	22,79	-0,69	22,114	29,19	14,62	23,317	26,29	5,44

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 51,33 % en 2021 contre 48,23 % en 2020 et 53,03 % en 2019. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 3,10 en 2021.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 50,06 % en 2021 contre 49,50 % en 2020 et 51,21% en 2019.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 69,027 MD en 2021 contre un excédent de 55,548 MD en 2020 et un excédent de 61,137 MD en 2019.

Les frais de gestion s'élèvent à 23,318 MD en 2021 contre 22,114 MD en 2020 et 19,293 MD en 2019.

Le solde financier de la branche transport dégage un résultat de 3,531 MD en 2021 contre 2,687 MD en 2020 et 3,474 MD en 2019.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 40,077 MD en 2021 contre un déficit de 31,934 MD en 2020 et un déficit de 25,780 MD en 2019.

Le résultat technique dégage un excédent de 9,164 MD en 2021 contre un excédent de 4,187 MD en 2020 et un excédent de 19,538 MD en 2019.

Résultat technique de l'assurance Transport

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Transport

En DT

- Primes acquises	86 493 153
- Primes émises	88 692 861
-Variation des provisions pour primes non acquises	-2 199 709
- Charge de prestation	-17 466 056
- Prestation et frais payés	-28 161 090
-Variation des provisions pour sinistres à payer	7 082 755
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	3 612 280
SOLDE DE SOUSCRIPTION	69 027 097
SOLDE DE GESTION	-23 317 588
SOLDE FINANCIER	3 531 116
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-40 076 689
RÉSULTAT TECHNIQUE	9 163 935

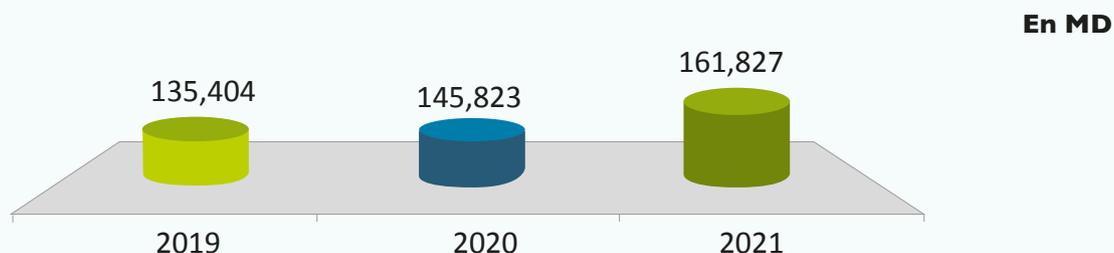
IV. L'ASSURANCE DE L'INCENDIE

1- Les Primes :

En 2021, le montant des primes émises en assurance incendie s'élève à 161,827 MD contre 145,823 MD en 2020 et 135,404 MD en 2019, soit une augmentation de 10,98 % en 2021.

La part des primes de l'assurance incendie dans les émissions totales est passée de 5,61 % en 2019 à 5,67 % en 2020 et à 5,71 % en 2021.

Primes de l'assurance Incendie



En DT

Intitulé	2019	En %	2020	En %	2021	En %
1. MAGHREBIA	21 078 522	18,25	26 224 514	15,57	27 717 039	17,13
2. COMAR	21 015 506	14,01	22 547 372	15,52	25 137 870	15,53
3. ASTREE	15 505 544	10,35	15 504 324	11,45	17 757 890	10,97
4. GAT	12 685 108	14,30	13 074 089	10,28	14 978 711	9,26
5. CARTE	15 204 128	7,24	12 839 270	9,37	14 007 545	8,66
6. ASSURANCES BIAT	9 944 054	5,31	12 048 680	6,32	13 945 967	8,62
7. STAR	13 917 437	11,93	13 474 265	11,23	13 910 666	8,60
8. LLOYD	8 017 298	5,91	12 240 149	7,34	12 682 816	7,84
9. BH ASSURANCES	8 563 456	5,38	8 390 118	5,92	10 758 219	6,65
10. ZITOUNA TAKAFUL	2 678 480	1,83	2 794 042	1,98	3 037 671	1,88
11. AMI	1 931 705	2,33	2 355 701	1,63	2 186 364	1,35
12. EL AMANA TAKAFUL	1 112 129	0,85	1 297 266	0,91	2 007 426	1,24
13. G. CTAMA	2 204 792	1,35	1 524 238	1,43	1 990 285	1,23
14. AT-TAKAFULIA	1 237 858	0,81	1 215 797	0,82	1 388 804	0,86
15. MAE	307 901	0,17	292 949	0,23	319 806	0,20
TOTAL	135 403 918	100	145 822 774	100	161 827 079	100
TAUX DE CROISSANCE En %	-1,22		7,69		10,98	
EN % DES PRIMES TOTALES	5,61		5,67		5,71	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche incendie est passée de à 46,56 % en 2019 à 42,54 % en 2020 et à 43,63 % en 2021.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

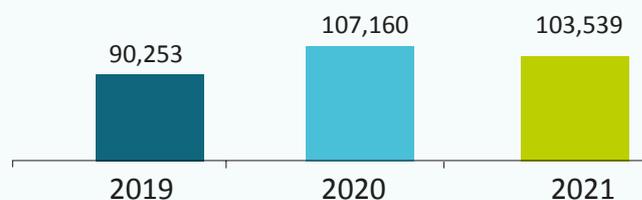
2019		2020		2021	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
MAGHREBIA		MAGHREBIA		MAGHREBIA	
COMAR	42,56	COMAR	42,54	COMAR	43,63
ASTREE		ASTREE		ASTREE	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2021 ont atteint 103,539 MD contre 107,160 MD en 2020 et 90,253 MD en 2019, enregistrant ainsi une baisse de 3,38 % par rapport à 2020.

Sinistres de l'assurance Incendie

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2019	2020	En %	2021	En %	Evolution 21/20 %
1. CARTE	5 387 196	5 299 473	4,95	38 703 821	37,38	630,33
2. MAGHREBIA	23 522 324	14 657 440	13,68	15 792 694	15,25	7,75
3. COMAR	10 690 652	41 457 831	38,69	11 766 131	11,38	-71,62
4. STAR	16 866 730	7 173 069	6,69	7 682 721	7,42	7,11
5. GAT	11 044 680	5 846 504	5,46	6 855 323	6,62	17,26
6. LLOYD	3 950 195	11 371 155	10,61	6 320 835	6,10	-44,41
7. BH ASSURANCES	1 013 711	2 415 733	2,25	5 742 985	5,55	137,73
8. ASSURANCES BIAT	5 317 008	3 057 761	2,85	3 854 304	3,72	26,05
9. ASTREE	8 751 629	14 364 496	13,40	2 842 251	2,75	-80,21
10. G. CTAMA	1 445 094	520 058	0,49	2 828 798	2,72	443,94
11. EL AMANA TAKAFUL	144 323	61 054	0,06	567 234	0,55	829,07
12-. ZITOUNA TAKAFUL	659 796	284 866	0,27	192 882	0,19	-32,29
13. AT-TAKAFULIA	779 031	442 352	0,41	187 763	0,18	-57,55
14. AMI	645 945	172 376	0,16	181 986	0,18	5,58
15. MAE	34 433	35 860	0,03	19 538	0,02	-45,52
TOTAL	90 252 747	107 160 027	100	103 539 265	100	-3,38

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de -5,937 MD en 2019 et de -5,456 MD en 2020 à 72,409 MD en 2021.

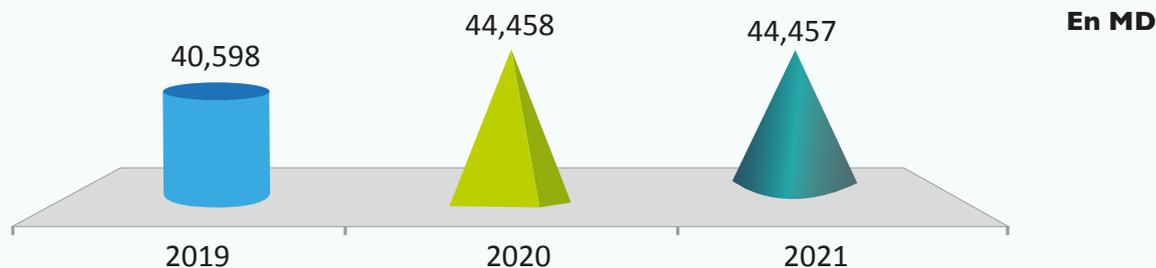
Pour la branche incendie, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est détérioré de 43,60 passant de 61,38 % en 2019 et de 70,04 % en 2020 à 113,82 % en 2021.

	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %	2021	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	90,253	53,91	107,160	18,73	103,539	-3,38
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	-5,937	-117,50	-5,456	-8,10	72,409	-
• Charges sinistres	84,316	-8,91	101,704	20,62	175,948	73,00
• Primes acquises	137,371	3,50	145,203	5,70	154,583	6,46
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	61,38	-8,36	70,04	8,66	113,82	43,78

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche incendie s'élèvent à 44,457 MD en 2021 contre 44,458 MD en 2020 et 40,598 MD en 2019.

Frais de Gestion de l'assurance incendie



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 28,76 % en 2021 contre 30,62 % en 2020 et 29,55 % en 2019.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'élève à 27,47% en 2021 (16,71 % pour les frais d'acquisition et 10,76 % pour les charges de gestion) contre 30,49 % en 2020 (18,20 % pour les frais d'acquisition et 12,29 % pour les charges de gestion) et 29,98 % en 2019 (17,68 % pour les frais d'acquisition et 12,30 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance incendie

EN MD

	2019			2020			2021		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	23,941	17,68	6,47	26,451	18,20	10,86	27,047	16,71	1,91
Autres charges de gestions nettes	16,657	12,30	6,12	17,917	12,29	7,56	17,410	10,76	-2,83
TOTAL	40,592	29,98	6,31	44,458	30,49	9,52	44,457	27,47	-

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 142,58 % en 2021 contre 100,66 % en 2020 et 90,93 % en 2019.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 136,20 % en 2021 contre 100,23 % en 2020 et 92,25 % en 2019.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est déficitaire de 20,981 MD en 2021 contre un excédent de 39,631 MD en 2020 et excédent de 47,445 MD en 2019.

Les frais de gestion s'élèvent à 44,457 MD en 2021 contre 44,457 MD en 2020 et 40,598 MD en 2019.

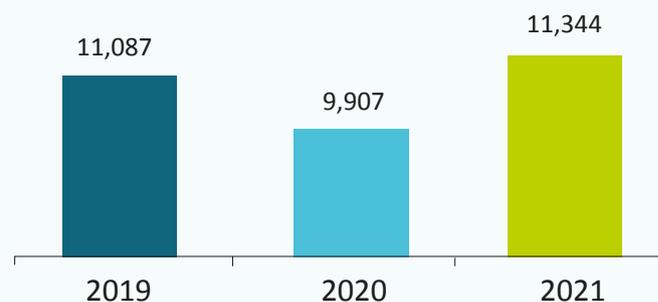
Le solde financier de la branche incendie dégage un résultat de 11,821 MD en 2021 contre 9,048 MD en 2020 et 12,926 MD en 2019.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est amélioré en 2021 passant d'un déficit de 8,685 MD en 2019 à un déficit de 5,686 MD en 2020 et à un excédent de 64,961MD en 2021.

Ainsi le résultat technique dégage un excédent de 11.344 MD en 2021 contre un excédent de 9,907 MD en 2020 et un excédent de 11,087 MD en 2019. Il représente 7,00 % des primes émises en 2021.

Résultat Technique de l'assurance incendie

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance incendie

En DT

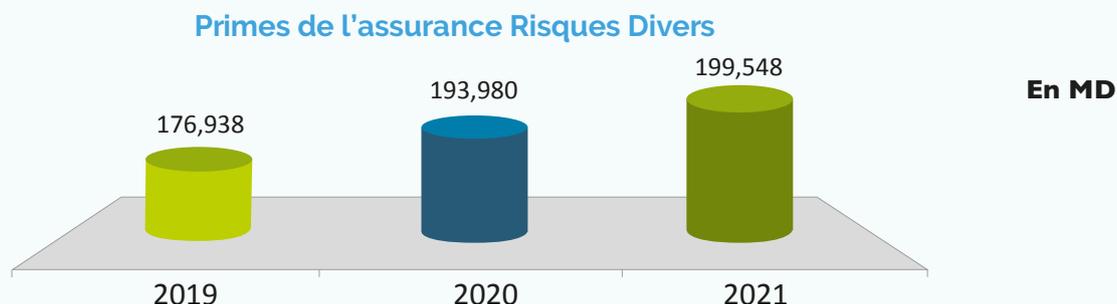
- Primes acquises	154 583 005
- Primes émises	161 827 079
-Variation des provisions pour primes non acquises	-7 244 073
- Charge de prestation	-175 564 432
- Prestation et frais payés	-103 539 265
-Variation des provisions pour sinistres à payer	- 72 126 092
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	100 926
SOLDE DE SOUSCRIPTION	- 20 981 426
SOLDE DE GESTION	-44 457 048
SOLDE FINANCIER	11 821 081
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	64 961 269
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	11 343 875

V. L'ASSURANCE RISQUES TECHNIQUES & DIVERS

1- Les Primes :

En 2021 le montant des primes émises de la branche des risques divers s'élève à 199,548 MD contre 193,980 MD en 2020 et 176,938 MD en 2019, soit une augmentation de 2,87% en 2021.

La part de ces primes dans les émissions totales représente 7,04 % en 2021 contre 7,54 % en 2020 et 7,33 % en 2019.



Les primes émises par entreprise en assurance risques divers sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	En DT					
	2019	En %	2020	En %	2021	En %
1. CARTE	48 797 016	27,58	38 899 304	20,05	35 850 008	17,97
2. MAGHREBIA	23 883 390	13,50	21 925 593	11,30	24 364 403	12,21
3. COMAR	19 752 189	11,16	21 416 862	11,04	22 051 470	11,05
4. G. CTAMA	2 493 261	1,41	16 869 485	8,70	19 271 189	9,66
5. LLOYD	10 406 144	5,88	18 675 424	9,63	18 673 661	9,36
6. STAR	13 109 545	7,41	15 018 697	7,74	14 946 850	7,49
7. ASTREE	14 956 275	8,45	15 666 672	8,08	14 598 425	3,32
8. MAE	6 993 797	3,95	7 262 546	3,74	11 393 540	5,71
9. ASSURANCES BIAT	9 313 175	5,26	10 168 948	5,24	11 372 763	5,70
10. GAT	8 786 713	4,97	9 584 793	4,94	10 979 112	5,50
11. ZITOUNA TAKAFUL	7 422 625	4,20	5 823 350	3,00	5 901 013	2,96
12. BH ASSURANCES	4 594 544	2,60	4 973 801	2,56	4 435 209	2,22
13. EL AMANA TAKAFUL	2 365 972	1,34	3 783 981	1,95	2 549 926	1,28
14. AMI	2 557 187	1,45	1 929 820	0,99	1 902 693	0,95
15. AT- TAKAFULIA	1 506 344	0,85	1 980 659	1,02	1 258 082	0,63
TOTAL	176 938 177	100	193 979 935	100	199 548 343	100
TAUX DE CROISSANCE En %	-1,60		9,63		2,87	
EN % DES PRIMES TOTALES	7,33		7,54		7,04	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche risques divers est passée de 52,24% en 2018 à 42,40 % en 2020 et à 39,97 % en 2021.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

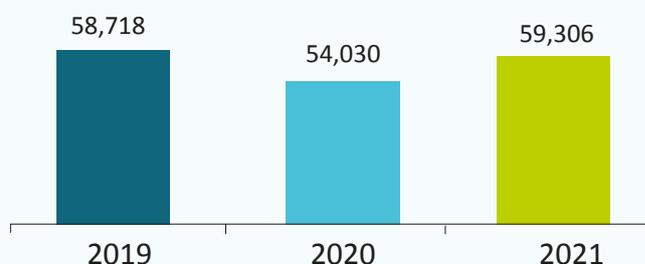
2019		2020		2021	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
CARTE		CARTE		CARTE	
MAGHREBIA	52,24	MAGHREBIA	42,40	MAGHREBIA	39,97
COMAR		COMAR		COMAR	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2021 ont atteint le montant de 59,306 MD contre 54,030 MD en 2020 et 58,718 MD en 2019 enregistrant ainsi une augmentation de 9,77 % en 2021.

Sinistres de l'assurance Risques Divers

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2019	2020	En %	2021	En %	Evolution 21/20 en %
1. MAGHREBIA	4 381 982	9 473 499	17,53	15 466 876	26,08	63,26
2. STAR	10 794 714	8 994 077	16,65	8 682 322	14,64	-3,47
3. GAT	8 411 035	7 488 087	13,86	10 093 715	17,02	34,80
4. LLOYD	7 741 507	7 337 078	13,58	7 999 619	13,49	9,03
5. ASSURANCES BIAT	4 900 518	4 126 216	7,64	4 222 634	7,12	2,34
6. COMAR	4 600 836	4 325 137	8,01	4 129 122	6,96	-4,53
7. CARTE	11 985 082	4 418 944	8,18	2 773 845	4,68	-37,23
8. ASTREE	954 185	4 971 529	9,20	2 566 191	4,33	-48,38
9. BH ASSURANCE	1 048 735	734 905	1,36	688 912	1,16	-6,26
10. EL AMANA TAKAFU	855 689	124 777	0,23	576 779	0,97	362,25
11. G.CTAMA	270 051	500 992	0,93	555 573	0,94	10,89
12. AMI	599 373	505 683	0,94	541 832	0,91	7,15
13. MAE	521 739	229 905	0,43	507 076	0,86	120,56
14. ZITOUNA TAKAFUL	1 556 338	380 551	0,70	399 982	0,67	5,11
15. AT-TAKAFULIA	95 894	418 124	0,77	101 230	0,17	-75,79
TOTAL	58 717 678	54 029 503	100	59 305 710	100	9,77

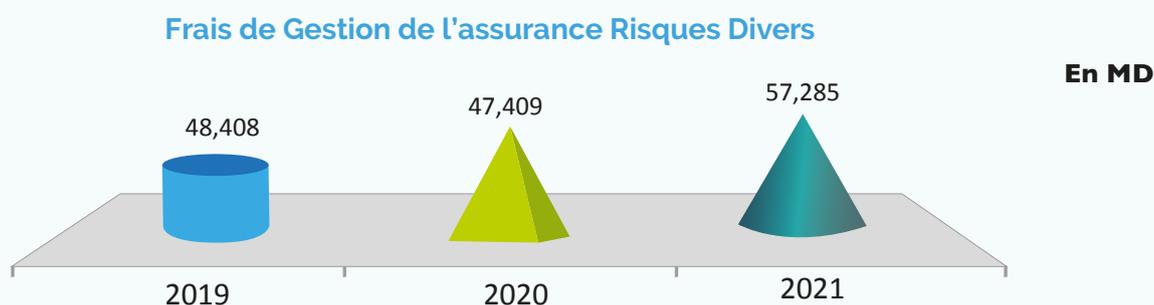
La dotation à la provision pour sinistres à payer a passée de 32,662 MD en 2019 et de 27,379 MD en 2020 à -14,144MD en 2021.

Pour la branche risques divers le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 18,35 passant de 52,64 % en 2019 et 41,13 % en 2020 à 22,78 % en 2021.

	2019	Variation En %	2020	Variation En %	2021	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	58,718	34,37	54,030	-7,98	59,306	9,76
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	32,662	7,91	27,379	-16,18	-14,144	-151,66
• Charges sinistres	91,380	23,55	81,408	-10,91	45,162	-44,53
• Primes acquises	173,606	-0,95	197,950	14,02	198,283	0,17
• Rapport sinistres aux primes Acquises	52,64	10,44	41,13	-11,51	22,78	-18,35

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques divers s'élèvent à 57,285 MD en 2021 contre 47,409 MD en 2020 et 48,408 MD en 2019. Soit une augmentation de 20,83% en 2021.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 28,89 % en 2021 contre 23,95 % en 2020 et 27,88 % en 2019.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 28,71 % en 2021 (15,01 % pour les frais d'acquisition et 13,35 % pour les charges de gestion) contre 24,44 % en 2020 (13,38 % pour les frais d'acquisition et 11,06 % pour les charges de gestion) et 27,36 % en 2019 (14,36 % pour les frais d'acquisition et 13,00 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Divers

EN MD

	2019			2020			2021		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	25,405	14,36	-2,72	25,947	13,38	2,13	30,102	15,09	16,01
Autres charges de gestions nettes	23,003	13,00	-8,82	21,462	11,06	-6,70	27,183	13,62	26,66
TOTAL	48,408	27,36	-5,72	47,409	24,44	-2,06	57,285	28,71	20,83

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 51,67 % en 2021 contre 65,08 % en 2020 et 80,52 % en 2019. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 13,41.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 51,34 % en 2021 contre 66,41 % en 2020 et 79,00 % en 2019.

4-Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 157,955 MD en 2021 contre un excédent de 114,615 MD en 2020 et un excédent de 78,152 MD en 2019.

Les frais de gestion sont passés de 48,408 MD en 2019 et de 47,409 MD en 2020 à 57,285 MD en 2021.

Le solde financier dégage un résultat de 18,843 MD en 2021 contre 16,338 MD en 2020 et 20,575 MD en 2019.

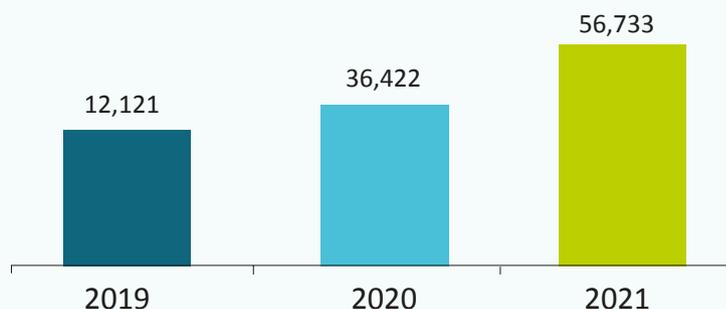
Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré, passant d'un déficit de 38,199 MD en 2019 et 47,122 MD en 2020 à un déficit de 62,780 MD en 2021.

Le résultat technique est excédentaire de 56,733 MD en 2021 contre 36,422 MD en 2020 et 12,121 MD en 2019.

Il représente 29,40 % des primes émises en 2020.

Résultat Technique de l'assurance Risques Divers

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Divers

En DT

- Primes acquises	198 283 091
- Primes émises	199 548 343
- Variation des provisions pour primes non acquises	-1 265 253
- Charge de prestation	-40 328 789
- Prestation et frais payés	-59 305 710
- Variation des provisions pour sinistres à payer	14 144 195
- Provisions pour égalisation et équilibrage	35 608
- Autres charges techniques	4 797 318
SOLDE DE SOUSCRIPTION	157 954 502
SOLDE DE GESTION	-57 285 103
SOLDE FINANCIER	18 843 478
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-62 779 612
RÉSULTAT TECHNIQUE	56 733 264

VI. L'ASSURANCE CREDIT

1- Les Primes :

En 2021, le montant des primes émises en assurance-crédit s'élève à 19,606 MD contre 18,182 MD en 2020 et 21,404 MD en 2019 enregistrant ainsi une augmentation de 7,83 % en 2021.

La part des primes de l'assurance-crédit dans les émissions totales représente 0,69 % en 2021 contre 0,71 % en 2020 et 0,89% en 2019.

Primes de l'assurance Crédit

En MD



Les primes émises par entreprise en assurance-crédit sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2019	En %	2020	En %	2021	En %
1. COTUNACE	15 782 293	73,73	12 165 255	66,91	13 966 819	71,24
2. CARTE	3 217 544	15,03	3 453 799	19,00	3 054 472	15,58
3. ASTREE	2 076 574	9,70	2 227 849	12,25	2 453 927	12,52
4. COMAR	327 852	1,53	334 674	1,84	130 420	0,67
TOTAL	21 404 263	100	18 181 577	100	19 605 638	100
TAUX DE CROISSANCE En %	8,86		-15,06		7,83	
EN % Du CA Totales	0,89		0,71		0,69	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2021 ont atteint le montant de 10,502 MD contre 7,726 MD en 2020 et 5,562 MD en 2019.

Sinistres de l'assurance Crédit

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2019	2020	En %	2021	En %
1. COTUNACE	2 967 556	6 334 593	81,99	8 819 890	84,93
2. CARTE	1 786 424	1 082 512	14,01	974 212	9,28
3. ASTREE	781 654	293 602	3,80	608 485	5,79
4. COMAR	26 820	15 328	0,20	-	-
TOTAL	5 562 454	7 726 035	100	10 501 587	100

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 3,632 MD en 2019 à 4,298 MD en 2020 et à -0,537MD en 2021.

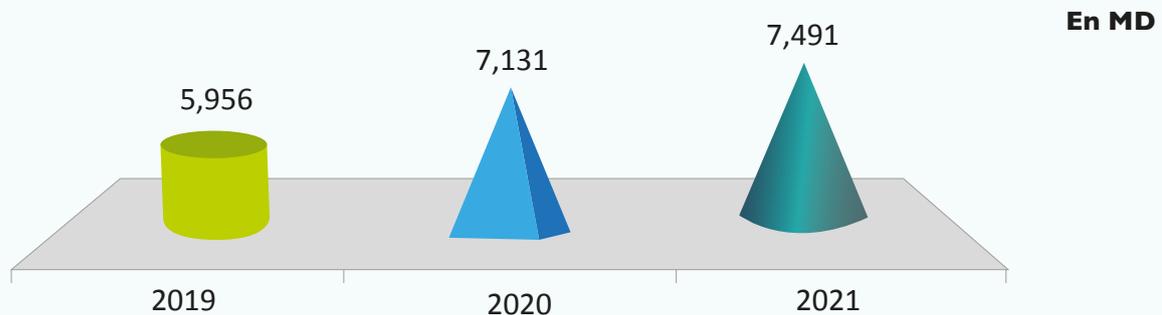
	2019	2020	Variat°. %	2021	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	5,562	7,726	38,91	10,502	35,93
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	3,632	4,298	18,34	-0,537	-112,49
• Charges sinistres	9,194	12,024	30,78	9,965	-17,12
• Primes acquises	20,933	18,588	-11,20	19,142	2,98
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	43,92	64,69	20,77	52,06	-12,63

3- Les frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche Crédit s'élèvent à 7,491 MD en 2021 contre 7,131 MD en 2020 et 5,956 MD en 2019 soit une augmentation de 5,05% par rapport à 2020.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 39,14 % en 2021 contre 38,37 % en 2020 et 28,45 % en 2019.

Frais de Gestion de l'assurance crédit



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 38,21 % en 2021 (13,39 % pour les frais d'acquisition et 24,82 % pour les charges de gestion) contre 39,22 % en 2020 (13,03 % pour les frais d'acquisition et 26,19 % pour les charges de gestion) et 27,83 % en 2019 (11,01 % pour les frais d'acquisition et 16,82 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Crédit

EN MD

	2019		2020			2021		
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	2,357	11,01	2,370	13,03	0,55	2,625	13,39	10,78
Autres charges de gestions nettes	3,599	16,82	4,761	26,19	32,29	4,866	24,82	2,20
TOTAL	5,956	27,83	7,131	39,22	19,73	7,491	38,21	5,05

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 9,306 MD en 2021 contre un excédent de 8,610 MD en 2020 et un excédent de 8,125 MD en 2019.

Les frais de gestion sont passés de 5,956 MD en 2019 à 7,131 MD en 2020 et à 7,491 MD en 2021.

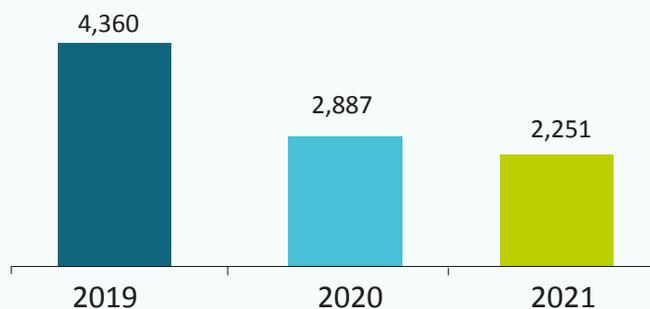
Le solde financier est passé de 3,163 MD en 2019, à 3,571 MD en 2020 et à 1,813 MD en 2021.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 0,972 MD en 2019 et d'un déficit de 2,163 MD en 2020 et à un déficit de 1,377 MD en 2021.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 2,251 MD en 2021 contre un excédent de 2,887 MD en 2020 et un excédent de 4,360 MD en 2019. Il représente 11,48 % des primes émises en 2021.

Résultat Technique de l'assurance Crédit

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Crédit

En DT

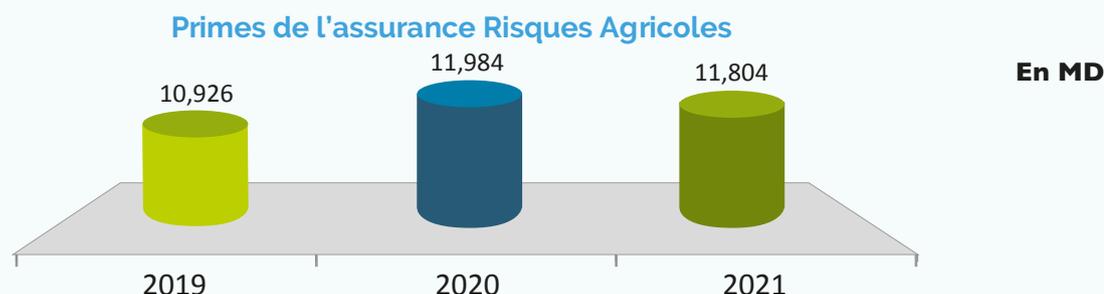
- Primes acquises	19 141 711
- Primes émises	19 605 638
- Variation des provisions pour primes non acquises	-463 927
- Charge de prestation	-9 835 684
- Prestation et frais payés	-10 501 587
- Variation des provisions pour sinistres à payer	536 674
- Provisions pour égalisation et équilibrage	401 405
- Autres charges techniques	-272 176
SOLDE DE SOUSCRIPTION	9 306 027
SOLDE DE GESTION	-7 491 377
SOLDE FINANCIER	1 813 422
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-1 376 646
RÉSULTAT TECHNIQUE	2 251 426

VII. L'ASSURANCE RISQUES AGRICOLES

1- Les Primes :

En 2021 le montant des primes émises en assurance risques agricoles s'élève à 11,804 MD contre 11,984 MD en 2020 et 10,926 MD en 2019, enregistrant ainsi une légère baisse de 1,50% en 2021.

La part des primes de l'assurance risques agricoles dans les émissions totales représente 0,42 % en 2021 contre 0,47 % en 2020 et 0,45 % en 2019



Les primes émises par entreprise en assurance risques agricoles sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	En DT					
	2019	En %	2020	En %	2021	En %
1- LLOYD	3 252 411	29,77	5 412 679	45,17	5 296 016	44,87
2- G. CTAMA	3 613 907	33,08	3 275 395	27,33	3 020 666	25,59
3- COMAR	1 031 201	9,44	1 313 998	9,45	1 364 359	11,56
4- STAR	1 475 469	13,50	889 192	7,42	1 045 003	8,85
5- ASTREE	1 349 165	12,35	1 118 150	9,33	658 088	5,58
6- GAT	180 849	1,66	156 216	1,30	377 693	3,20
7- EL AMANA TAKAFUL	22 967	0,21	-	-	42 241	0,36
TOTAL	10 925 969	100	11 983 630	100	11 804 067	100
TAUX DE CROISSANCE En %	103,88		9,68		-1,50	
EN % Du CA Totales	0,45		0,47		0,42	

La part des deux premières entreprises dans les émissions totales de la branche risques agricoles durant les trois dernières années est passée de 62,85 % en 2019 à 72,50 % en 2020 à et 70,46 % en 2021

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

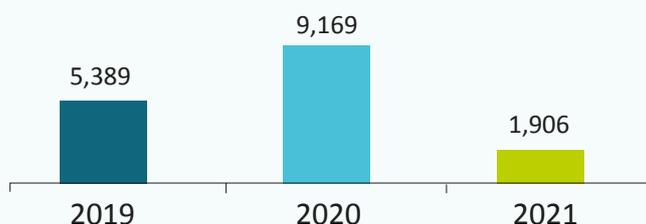
2019		2020		2021	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
LLOYD		LLOYD		LLOYD	
G. CTAMA	62,85	G. CTAMA	72,50	G. CTAMA	70,46

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2021 ont atteint le montant de 1,905 MD contre 9,169 MD en 2020 et 5,389 MD en 2019. Enregistrant ainsi une baisse de 79,22 % en 2021.

Sinistres de l'assurance Risques Agricoles

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2019	2020	En %	2021	En %	Evolution 21/20 %
1- STAR	923 540	984 569	10,74	978 837	51,38	-0,58
2- COMAR	1 335 308	3 317 086	36,18	349 884	18,36	-89,45
3- ASTREE	260 927	176 478	1,92	248 144	13,02	40,61
4- G. CTAMA	2 714 491	4 177 440	45,56	181 902	9,55	-95,65
5- GAT	154 429	29 336	0,32	92 459	4,85	215,17
6- LLOYD	-	484 019	5,28	51 810	2,72	-
7- EL AMANA TAKAFUL	-	-	-	2 228	0,12	-
TOTAL	5 388 695	9 168 928	100	1 905 264	100	-79,22

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de - 0,910 MD en 2019 à - 1,093 MD en 2020 et -0,195MD en 2021.

Pour la branche risques agricoles le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 43,67 % en 2019 et 64,89 % en 2020 à 13,84 % en 2021.

EN MD

	2019	Variat°. %	2020	Variat°. %	2021	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	5,389	81,50	9,169	70,15	1,905	-79,22
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	-0,910	-136,90	-1,093	-87,87	-0,195	-82,14
• Charges sinistres	4,479	-17,57	8,076	80,31	1,710	-78,83
• Primes acquises	10,257	95,11	12,446	21,34	12,355	-0,73
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	43,67	-59,70	64,89	21,22	13,84	-51,05

3- Les Frais de Gestion :

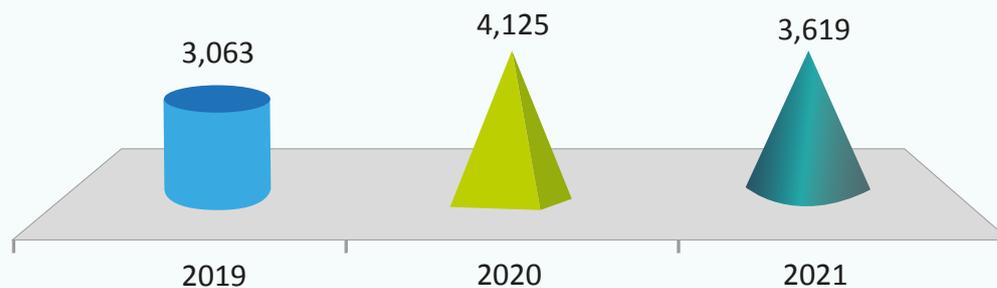
Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques agricoles, s'élèvent à 3,619 MD en 2021 contre 4,125 MD en 2020 et 3,063 MD en 2019 soit une baisse de 12,26% par rapport à 2020.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 29,29 % en 2021 contre 33,15 % en 2020 et 29,87 % en 2019.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 30,66% en 2021 (13,10 % pour les frais d'acquisition et 17,56 % pour les charges de gestion) contre 34,43 % en 2020 (15,88 % pour les frais d'acquisition et 18,55 % pour les charges de gestion) et 28,04 % en 2019 (10,56 % pour les frais d'acquisition et 17,48 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

En MD



Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

EN MD

	2019			2020			2021		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	1,153	10,56	22,02	1,903	15,88	65,06	1,546	13,10	-18,77
Autres charges de gestions nettes	1,910	17,48	142,72	2,222	18,55	16,36	2,073	17,56	-6,68
TOTAL	3,063	28,04	76,86	4,125	34,43	34,69	3,619	30,66	-12,26

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 43,14 % en 2021 contre 98,04 % en 2020 et 73,54 % en 2019. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 54,90%.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 45,15 en 2021 contre 101,82 % en 2020 et 69,03 % en 2019.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un déficit de 10,341 MD en 2021 contre un déficit de 4,789 MD en 2020 et un déficit de 5,653 MD en 2019.

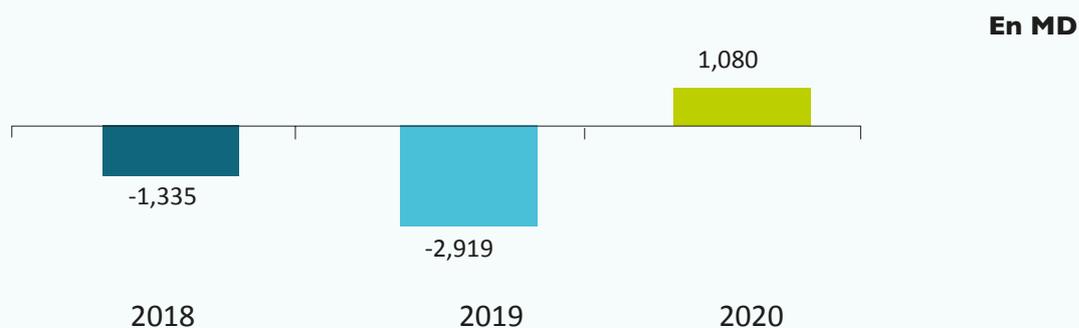
Les frais de gestion sont passés de 3,063 MD en 2019 à 4,125 MD en 2020 et 3,619 MD en 2021.

Le solde financier est passé de 0,271 MD en 2019, -0,188 MD en 2020 et 0,425 MD en 2021.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 4,214 MD en 2019 à un déficit de 3,393MD en 2020 et un déficit de 6,066 MD en 2021.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 1,080 MD en 2021 contre un déficit de 2,919 MD en 2020 et un déficit de 1,355 MD en 2019.

Résultat Technique de l'assurance Risques Agricoles



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Agricoles

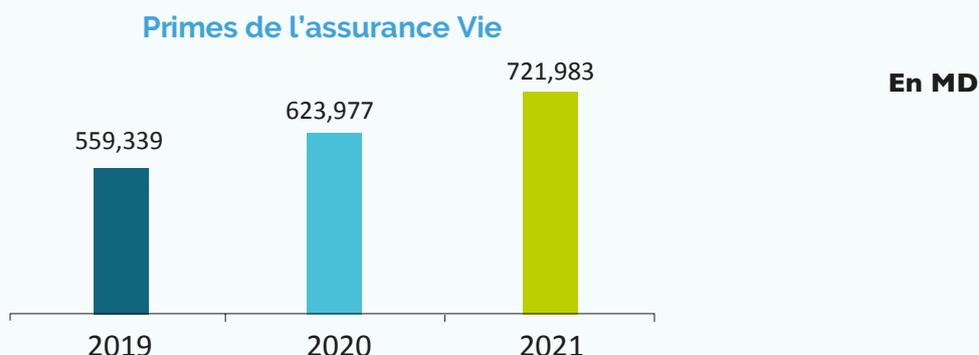
	En DT
- Primes acquises	12 355 125
- Primes émises	11 804 067
- Variation des provisions pour primes non acquises	551 058
- Charge de prestation	-2 014 214
- Prestation et frais payés	-1 905 264
- Variation des provisions pour sinistres à payer	195 177
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-284 712
- Autres charges techniques	-19 416
SOLDE DE SOUSCRIPTION	10 340 911
SOLDE DE GESTION	-3 619 366
SOLDE FINANCIER	424 643
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-6 066 115
RÉSULTAT TECHNIQUE	1 080 073

IV. L'ASSURANCE VIE

1- Les Primes :

En 2021, le montant des primes émises de la branche assurance vie s'élève à 721,983 MD contre 623,977 MD en 2020 et 559,339 MD en 2019 soit une augmentation de 15,71 % en 2021.

La part des primes de l'assurance vie dans les émissions totales est passée de 23,17 % en 2019 et 24,26 % en 2020 à 25,48 % en 2021.



Les primes émises par entreprise en assurance vie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2019		2020		2021	
	En DT	En %	En DT	En %	En DT	En %
1. ATTIJARI ASSURANCES	87 005 567	15,56	101 028 184	16,19	133 089 821	18,43
2. ASSURANCES BIAT	62 058 715	11,10	61 885 823	9,92	94 721 699	13,12
3. MAGHREBIA VIE	66 144 458	11,83	77 268 613	12,38	91 754 145	12,71
4. HAYETT	50 690 592	9,06	58 426 547	9,36	80 589 246	11,16
5. CARTE VIE	58 599 978	10,48	75 798 104	12,15	66 071 548	9,15
6. BH ASSURANCES	42 420 433	7,58	44 352 830	7,11	54 252 666	7,51
7. ASTREE	36 556 394	6,54	39 828 898	6,38	41 697 560	5,78
8. GAT VIE	61 834 100	11,05	63 894 460	10,24	36 924 723	5,11
9. STAR	29 988 526	5,36	32 266 680	5,17	36 248 163	5,02
10. ZITOUNA TAKAFUL	12 978 795	2,32	15 026 204	2,41	21 931 547	3,04
11. G. CTAMA	15 979 829	2,86	15 468 574	2,48	15 184 608	2,10
12. EL AMANA TAKAFUL	4 700 810	0,84	4 766 358	2,76	9 182 748	1,27
13. AMI	3 059 630	0,44	2 972 692	0,48	8 209 080	1,14
14. LLOYDE VIE	-	-	5 018 795	0,80	6 406 316	0,89
15. COMAR	4 811 727	0,86	5 077 543	0,81	5 985 195	0,83
16. MAE	6 077 007	1,09	5 963 927	0,96	5 874 232	0,81
17. LLOYD	11 190 233	2,00	8 860 503	1,42	5 643 469	0,78
18. AT-TAKAFULIA	2 802 841	0,50	3 368 525	0,54	5 011 773	0,69
19. GAT	2 439 020	0,55	2 703 872	0,53	3 204 719	0,44
TOTAL	559 338 655	100	623 977 132	100	721 983 258	100
TAUX DE CROISSANCE En %	10,22		11,56		15,71	
EN % DES PRIMES TOTALES	23,17		24,26		25,48	

La part des trois premières entreprises dans les émissions totales de la branche vie durant les trois dernières années est passée de 38,49 % en 2019 et 40,72 % en 2020 à 41,26 % en 2021.

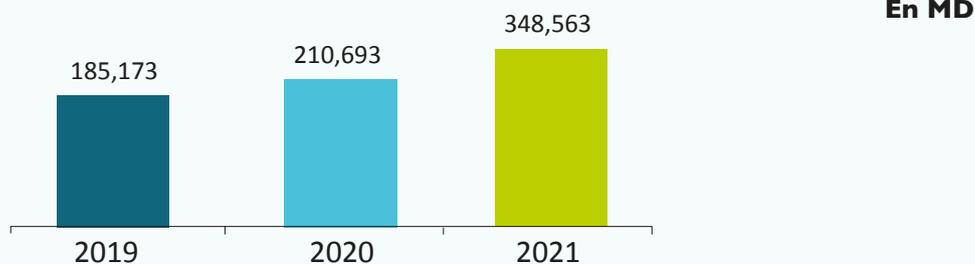
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2019		2020		2021	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
ATTIJARI.ASS		ATTIJARI.ASS		ATTIJARI.ASS	
MAGHREBIA VIE	38,49	MAGHREBIA VIE	40,72	ASS. BIAT	41,26
ASS. BIAT		ASS. BIAT		MAGHREBIA VIE	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés et les capitaux échus en 2021 ont atteint le montant de 348,563 MD contre 210,693 MD en 2020 et 185,173 MD en 2019 enregistrant ainsi une augmentation de 65,44 % en 2021.

Sinistres de l'assurance Vie



Les sinistres payés et les capitaux échus par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2019	2020	En %	2021	En %	Evolution 21/20 %
1-GAT VIE	14 366 824	42 906 229	20,36	69 709 552	20,00	62,47
2-HAYETT	36 244 192	35 208 007	16,71	56 175 219	16,12	59,55
3-CARTE VIE	20 880 187	12 371 846	5,87	42 358 801	12,15	242,38
4-ASSURANCES BIAT	33 197 509	34 020 479	16,15	41 476 469	11,90	21,92
5-MAGHREBIA VIE	18 132 609	24 403 586	11,58	32 918 199	9,44	34,89
6-ATTIJARI ASSURANCES	22 287 677	17 039 053	8,09	29 161 855	8,37	71,15
7-BH ASSURANCES	8 368 492	9 775 751	4,64	26 348 919	7,56	169,53
8-STAR	8 177 454	9 838 273	4,67	14 635 403	4,20	48,76
9-ASTREE	6 618 094	7 153 879	3,40	13 413 733	3,85	87,50
10-G. CTAMA	7 376 901	7 095 160	3,37	6 191 779	1,78	-12,73
11-LLOYD	2 663 261	2 948 755	1,40	3 313 137	0,95	12,36
12-AMI	1 211 427	1 726 069	0,82	3 016 261	0,87	74,75
13-GAT	905 207	823 374	0,39	1 531 162	0,44	85,96
14-ZITOUNA TAKAFUL	1 547 935	1 178 376	0,56	1 815 551	0,52	54,07
15-MAE	1 425 743	1 014 351	0,48	1 727 321	0,60	70,29
16-EL AMANA TAKAFUL	578 903	1 580 520	0,75	1 677 444	0,48	6,13
17-COMAR	1 093 496	751 997	0,36	1 594 462	0,46	112,03
18-LLOYD VIE	-	119 762	0,06	1 108 129	0,32	825,28
19-AT-TAKAFULIA	97 299	737 635	0,35	389 611	0,11	-47,18
TOTAL	185 173 210	210 693 102	100	348 563 006	100	65,44

La provision mathématique vie s'élève à 2 562,950 MD en 2021 contre 2 246,838 MD en 2020 et 1 903,792 MD en 2019 soit une augmentation de 14,07 % par rapport à 2020.

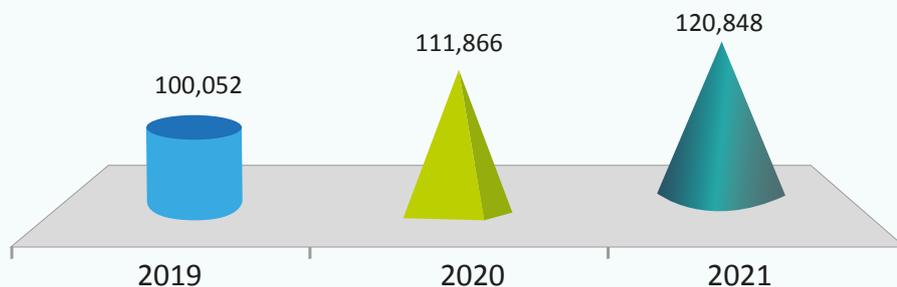
	2019	2020	Variat°. %	2021	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	185,173	210,693	13,78	348,563	65,44
• Variat° Provision pour sinistres à payer	284,935	347,888	22,09	353,662	1,66
• Cadence de règlement en %	39,39	37,72	-1,67	49,64	11,92
• Provision mathématique	1 903,792	2 246,838	18,02	2 562,950	14,07

EN MD

3-Les Frais de Gestion:

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche vie s'élèvent à 120,848 MD en 2021 contre 111,866 MD en 2020 et 100,052 MD en 2019 soit une augmentation de 8,03 % en 2021.

Frais de Gestion de l'assurance vie



En MD

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 16,74 % en 2021 (11,29 % pour les frais d'acquisition et 5,45 % pour les charges de gestion) contre 17,93 % en 2020 (11,47 % pour les frais d'acquisition et 6,45 % pour les charges de gestion) et 17,88 % en 2019 (11,82 % pour les frais d'acquisition et 6,06 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Vie

	2019		2020		Taux de Croiss. %	2021		Taux de Croiss.%
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises		Montant	En % des Primes émises	
Frais d'acquisition	66,128	11,82	71,593	11,47	8,26	81,516	11,29	13,86
Autres charges de gestions nettes	33,924	6,06	40,273	6,45	18,72	39,332	5,45	-2,34
TOTAL	100,052	17,88	111,866	17,93	11,81	120,848	16,74	8,03

EN MD

4-Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 14,210 MD en 2021 contre 53,561 MD en 2020 et 80,731 MD en 2019.

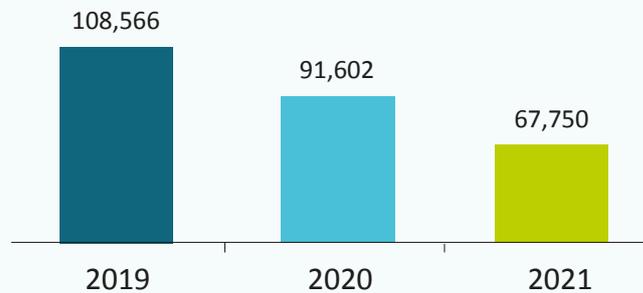
Les frais de gestion sont passés de 100,052 MD en 2019 et de 111,866 MD en 2020 à 120,848 MD en 2021.

Le solde financier dégage un résultat de 170,093 MD en 2021 contre 154,834 MD en 2020 et 134,311 MD en 2019.

Par ailleurs, le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 6,425 MD en 2019 à un déficit de 4,926 MD en 2020 à un excédent de 4,295 MD en 2021.

Le résultat technique est excédentaire de 67,750 MD en 2021 contre 91,602 MD en 2020 et 108,566 MD en 2019. Il représente 9,38 % des primes émises en 2021.

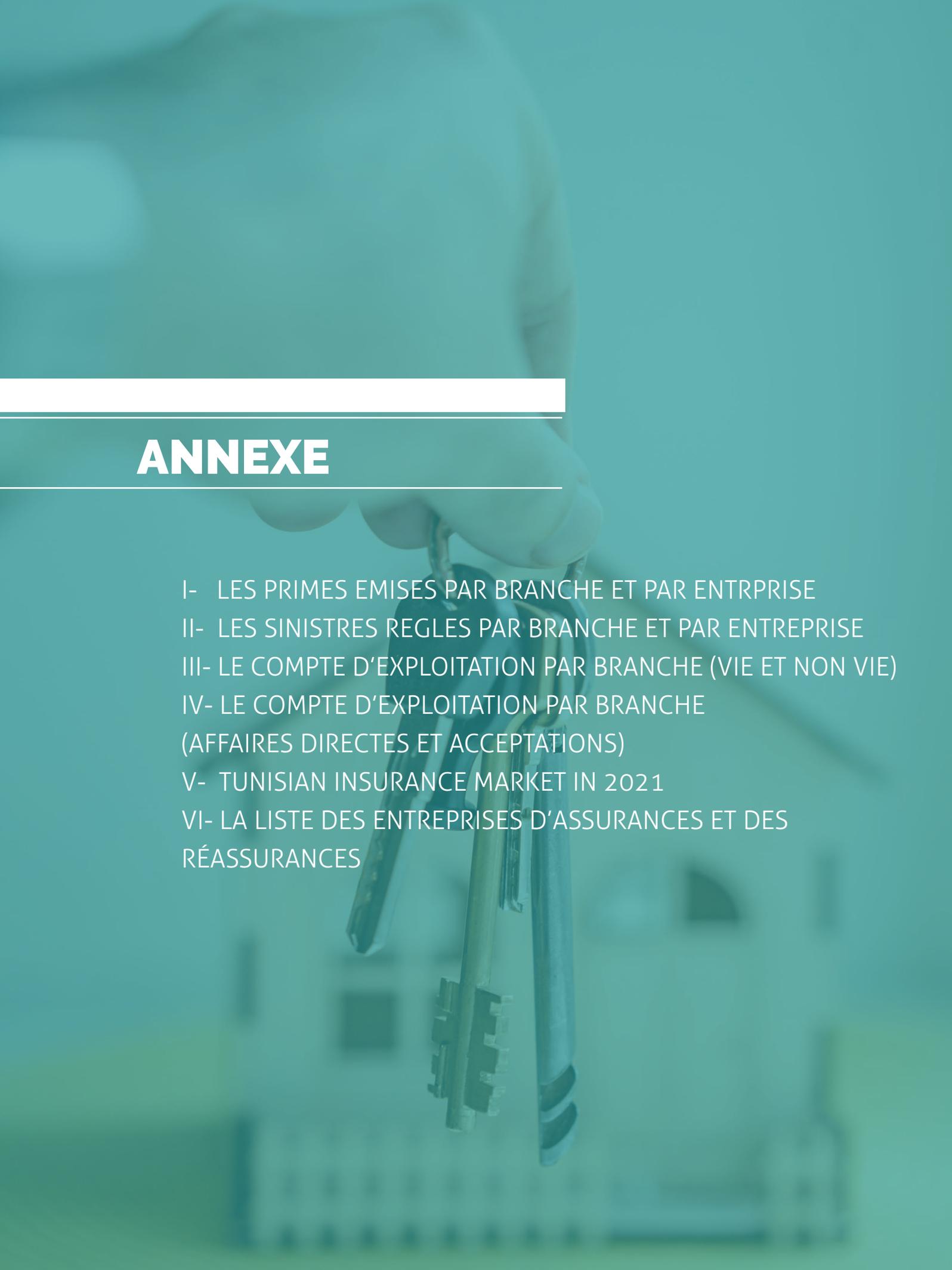
Résultat Technique de l'assurance Vie



En MD

Compte d'exploitation de la branche vie

	En DT
- Primes acquises	721 983 258
- Primes émises	721 983 258
- Variation des provisions pour primes non acquises	0
- Charge de prestation	-707 773 524
- Prestation et frais payés	-348 563 006
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-353 661 705
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-131,353
- Autres charges techniques	-5 417 460
SOLDE DE SOUSCRIPTION	14 209 733
SOLDE DE GESTION	-120 848 377
SOLDE FINANCIER	170 093 457
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	4 294 776
RÉSULTAT TECHNIQUE	67 749 590



ANNEXE

- I- LES PRIMES EMISES PAR BRANCHE ET PAR ENTRPRISE
- II- LES SINISTRES REGLES PAR BRANCHE ET PAR ENTREPRISE
- III- LE COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE (VIE ET NON VIE)
- IV- LE COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE (AFFAIRES DIRECTES ET ACCEPTATIONS)
- V- TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2021
- VI- LA LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DES RÉASSURANCES

CHIFFRES D'AFFAIRE PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2021

	EN DT											TOTAL (AFF. DIR & ACC)
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	
STAR	197 239 897	85 840 573	14 946 850	13 910 666	16 902 136		1 045 003		36 248 163	366 133 289	2 028 369	368 161 657
COMAR	131 345 857	35 676 107	22 051 470	25 137 870	8 042 982	130 420	1 364 359	4 065	5 985 195	229 738 325	3 608 013	233 346 338
GAT	121 128 085	52 377 196	10 979 112	14 978 711	12 901 994		377 693		3 204 719	215 947 510	2 487 173	218 434 683
MAGHREBIA	69 792 708	77 063 882	24 364 403	27 717 039	3 561 115					202 499 147	1 230 116	202 499 147
ASTREE	68 091 518	29 576 233	14 598 425	17 757 890	11 169 519	2 453 927	658 088		41 697 560	186 003 161		187 233 277
ASS. BIAT	29 380 715	18 478 881	11 372 763	13 945 967	3 527 222				94 721 699	171 427 247		171 427 247
MAE	128 008 533	3 409 019	11 393 540	319 806	2 855 018				5 874 232	151 860 148	730 390	151 860 148
BH ASSURANCES	29 657 859	43 609 956	4 435 209	10 758 219	4 085 222				54 252 666	146 799 131	196 165	147 529 521
G. CTAMA	91 468 424	11 428 258	19 271 189	1 990 285	2 378 353		3 020 666		15 184 608	144 741 783	621 600	144 937 948
LLOYD	77 853 568	14 417 879	18 673 661	12 682 816	9 199 499		5 296 016		5 643 469	143 766 908		144 388 508
AMI	124 754 657	4 592 129	1 902 693	2 186 364	1 252 036				8 209 080	142 896 959		142 896 959
ATTIJARI ASS.									133 089 821	133 089 821	153 286	133 089 821
CARTE	40 232 522	30 497 157	35 850 008	14 007 545	8 227 207	3 054 472				131 868 911		132 022 197
MAGHREBIA VIE									91 754 145	91 754 145		91 754 145
ZITOUNA TAK.	43 913 420	4 426 686	5 901 013	3 037 671	2 039 562				21 931 547	81 249 898		81 249 898
HAYETT									80 589 246	80 589 246		80 589 246
CARTE VIE									66 071 548	66 071 548		66 071 548
EL AMANA TAK.	23 173 666	5 100 435	2 549 926	2 007 426	1 571 070		42 241		9 182 748	43 627 512		43 627 512
GAT VIE									36 924 723	36 924 723	222 574	36 924 723
AT-TAKAFULIA	23 696 134	2 229 092	1 258 082	1 388 804	979 927				5 011 773	34 563 813		34 786 387
COTUNACE									13 966 819	13 966 819		13 966 819
LLOYD VIE									6 406 316	6 406 316		6 406 316
TOTAL	1 99 737 563	418 723 484	199 548 343	161 827 079	88 692 861	19 605 638	11 804 067	4 065	721 983 258	2 821 926 359	11 277 685	2 833 204 043

**SINISTRES REGLES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2021**

EN DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFF. DIR & ACC)
STAR	152 336 614	85 578 763	8 682 322	7 682 721	9 035 181		978 837	11 067 766,637	14 635 403	280 036 618	1 185 163	281 221 781
MAGHREBIA	36 269 772	61 301 655	15 466 876	15 792 694	993 987			90 708		129 915 692		129 915 692
COMAR	70 487 710	27 433 605	4 129 122	11 766 131	6 655 294		349 884	480 128	1 594 462	122 896 337	4 202 216	127 098 553
GAT	58 122 469	44 963 121	10 093 715	6 855 323	2 385 703		92 459	219 796	1 531 162	124 255 036	783 694	125 038 730
AMI	109 202 671	4 248 138	541 832	181 986	1 377 000				3 016 261	118 567 888		118 567 888
CARTE	21 026 087	28 713 862	2 773 845	38 703 821	1 512 952	974 212		385 382		94 090 161	82 498	94 172 659
ASTREE	38 016 622	27 860 674	2 566 191	2 842 251	545 230	608 485	248 144	82 240	13 413 733	86 183 571	186 162	86 369 733
ASS. BIAT	17 379 073	17 051 754	4 222 634	3 854 304	475 245				41 476 469	84 459 479	0 000	84 459 479
BH ASSURANCES	15 385 163	32 219 454	688 912	5 742 985	785 494				26 348 918	81 170 926	79 261	81 250 187
MAE	72 489 775	2 218 729	507 076	19 538	5 702				1 727 321	76 968 141		76 968 141
G.CTAMA	48 076 942	12 864 754	555 573	2 828 798	823 690		181 902	357 107	6 191 779	71 880 545	57 708	71 938 253
LLOYD	37 705 656	12 817 091	7 999 619	6 320 835	2 257 785		51 810	105 147	3 313 137	70 571 081	56 890	70 627 971
GATVIE									69 709 552	69 709 552		69 709 552
HAYYET									56 175 219	56 175 219		56 175 219
CARTE VIE									42 358 801	42 358 801		42 358 801
MAGHREBIA VIE									32 918 199	32 918 199		32 918 199
ATTIJARI ASS.									29 161 855	29 161 855		29 161 855
ZITOUNA TAK.	16 382 144	3 873 803	399 982	192 882	345 751				1 815 551	23 010 113		23 010 113
EL AMANA TAK.	11 466 817	4 145 114	576 779	567 234	844 363		2 228		1 677 444	19 279 978		19 279 978
COTUNACE						8918890				8 918 890		8 918 890
AT-TAKAFULIA	9 964 634	1 839 452	101 230	187 763	126 425				389 611	12 609 115		12 609 115
LLOYD VIE								30	1 108 129	1 108 129		1 108 129
TOTAL	714 312 149	367 129 970	59 305 710	103 539 265	28 161 090	10 501 587	1 905 264	2 827 285	348 563 006	1 636 245 326	6 633 591	1 642 878 917

COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE EN 2021 (NON VIE ET VIE)

											EN DT	
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ACCEPTAT*	TOTAL (NON VIE)	ASS. VIE	TOTAL (NON VIE & VIE)
1 primes acquises	1 162 325 879	417 794 168	198 283 091	154 583 005	86 493 153	19 141 711	12 355 125	4 065	11 660 064	2 062 640 261	721 983 258	2 784 623 519
2 primes émises	1 199 737 563	418 723 484	199 548 343	161 827 079	88 692 861	19 605 638	11 804 067	4 065	11 277 685	2 111 220 786	721 983 258	2 833 204 043
3 variation des provisions pour primes non acquises	-37 411 684	-929 316	-1 265 253	-7 244 073	-2 199 709	-463 927	551 058		382 379	-48 580 524		-48 580 524
4 charges de prestations	-842 584 812	-369 319 115	-40 328 589	-175 564 432	-17 466 056	-9 835 684	-2 014 214	1 740 059	-5 886 033	-1 461 258 875	-707 773 524	-2 169 032 399
5 prestation et frais payés	-714 312 149	-367 129 970	-59 305 710	-103 539 265	-28 161 090	-10 501 587	-1 905 264	-2 827 285	-6 633 591	-1 294 315 910	-348 563 006	-1 642 878 917
6 variation de provision pour prestation diverses	-122 773 482	-1 983 160	14 144 195	-72 408 962	7 082 755	536 674	195 177	642 010	660 725	-173 904 068	-353 661 705	-527 565 773
7 provisions pour égalisation et équilibrage		-925 077	35 608			401 405	-284 712			-772 776	-131 353	-904 129
8 autres charges techniques	-5 499 181	719 091	4 797 318	383 796	3 612 280	-272 176	-19 416	3 925 335	86 833	7 733 880	-5 417 460	2 316 420
9 solde de souscription	319 741 068	48 475 053	157 954 502	-20 981 426	69 027 097	9 306 027	10 340 911	1 744 125	5 774 031	601 381 387	14 209 733	615 591 120
10 frais d'acquisition	-195 980 279	-39 734 350	-30 101 875	-27 047 428	-13 128 409	-2 625 431	-1 545 870	-0 331	-1 280 479	-311 444 452	-81 516 447	-392 960 899
11 autres charges de gestion nettes	-151 971 293	-31 285 082	-27 183 228	-17 409 620	-10 189 180	-4 865 946	-2 073 496	-162 842	-1 262 727	-246 403 414	-39 331 930	-285 735 345
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-347 951 572	-71 019 432	-57 285 103	-44 457 048	-23 317 588	-7 491 377	-3 619 366	-163 173	-2 543 206	-557 847 866	-120 848 377	-678 696 243
13 produits nettes des placements	127 637 613	11 654 255	20 716 536	13 656 459	6 268 480	2 583 094	582 830	1 242 614	670 703	185 012 584	178 894 935	363 907 519
14 participation aux résultats	-2 713 123	-4 119 912	-1 873 059	-1 835 378	-2 737 364	-769 673	-158 187		-136 815	-14 343 510	-8 801 478	-23 144 988
15 solde financier	124 924 490	7 534 344	18 843 478	11 821 081	3 531 116	1 813 422	424 643	1 242 614	533 888	170 669 074	170 093 457	340 762 531
16 part réassureurs dans les primes acquises	-80 998 328	-25 469 480	-113 112 350	-122 316 781	-61 737 587	-13 252 870	-9 390 054		-1 696 366	-427 975 818	-53 296 377	-481 272 195
17 part réassureurs dans les prestations et frais payés	23 821 184	12 876 514	37 355 200	85 796 710	19 789 157	7 375 427	2 091 522	10 960	163 968	189 280 643	25 105 037	214 385 680
18 part réassureurs dans les charges de provision	3 242 350	504 674	-9 057 615	69 907 650	-7 898 774	267 807	-107 110	-285 213	-58 528	56 515 241	9 948 003	66 463 244
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	2 792 248	131 926	898 643	755 969	-193 104	626 621	15 834		5 854	5 033 991	6 659 261	11 693 252
20 commissions reçues des réassureurs	22 151 022	5 847 203	20 119 342	29 873 869	9 717 049	3 606 368	1 323 693		447 373	93 085 920	15 917 548	109 003 468
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-189 679		1 017 168	943 852	246 570					2 017 911	-38 695	1 979 216
22 solde de réassurance	-29 181 204	-6 109 163	-62 779 612	64 961 269	-40 076 689	-1 376 646	-6 066 115	-274 253	-1 139 699	-82 042 112	4 294 776	-77 747 335
résultat technique	67 532 781	-21 119 199	56 733 264	11 343 875	9 163 935	2 251 426	1 080 073	2 549 313	2 625 013	132 160 483	67 749 590	199 910 073

COMPTE D'EXPLOIATION PAR BRANCHE EN 2021 (AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)

	EN DT										TOTAL (AFF. DIR+ACC)	
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS. VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)		ACCEPTATIONS
1 primes acquises	1 162 325 879	417 794 168	1 980 283 091	154 583 005	86 493 153	19 141 711	12 355 125	4 065	721 983 258	2 772 963 455	11 660 064	2 784 623 519
2 primes émises	1 199 737 563	418 723 484	1 995 548 343	161 827 079	88 692 861	19 605 638	11 804 067	4 065	721 983 258	2 821 926 359	11 277 685	2 833 204 043
3 variation des provisions pour primes non acquises	-37 411 684	-929 316	-1 265 253	-7 244 073	-2 199 709	-463 927	551 058			-48 962 904	382 379	-48 580 524
4 charges de prestations	-842 584 812	-369 319 115	-40 328 589	-175 564 432	-17 466 056	-9 835 684	-2 014 214	1 740 059	-707 773 524	-2 163 146 366	-5 886 033	-2 169 032 399
5 prestation et frais payés	-714 312 149	-367 129 970	-59 305 710	-103 539 265	-28 161 090	-10 501 587	-1 905 264	-2 827 285	-348 563 006	-1 636 245 326	-6 633 591	-1 642 878 917
6 variation de provision pour prestation diverses	-122 773 482	-1 983 160	14 144 195	-72 408 962	7 082 755	536 674	195 177	642 010	-353 661 705	-528 226 499	660 725	-527 565 773
7 provisions pour égalisation et équilibrage		-925 077	35 608		401 405		-284 712		-131 353	-904 129		-904 129
8 autres charges techniques	-5 499 181	719 091	4 797 318	383 796	3 612 280	-272 176	-19 416	3 925 335	-5 417 460	2 229 587	86 833	2 316 420
9 solde de souscription	319 741 068	48 475 053	157 954 502	-20 981 426	69 027 097	9 306 027	10 340 911	1 744 125	14 209 733	609 817 089	5 774 031	615 591 120
10 frais d'acquisition	-195 980 279	-39 734 350	-30 101 875	-27 047 428	-13 128 409	-2 625 431	-1 545 870	-0 331	-81 516 447	-391 680 419	-1 280 479	-392 960 899
11 autres charges de gestion nettes	-151 971 293	-31 285 082	-27 183 228	-17 409 620	-10 189 180	-4 865 946	-2 073 496	-162 842	-39 331 930	-284 472 617	-1 262 727	-285 735 345
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-347 951 572	-71 019 432	-57 285 103	-44 457 048	-23 317 588	-7 491 377	-3 619 366	-163 173	-120 848 377	-676 153 037	-2 543 206	-678 696 243
13 produits nettes des placements	127 637 613	11 654 255	20 716 536	13 656 459	6 268 480	2 583 094	582 830	1 242 614	178 894 935	363 236 816	670 703	363 907 519
14 participation aux résultats	-2 713 123	-4 119 912	-1 873 059	-1 835 378	-2 737 364	-769 673	-158 187	0 000	-8 801 478	-23 008 173	-136 815	-23 144 988
15 solde financier	124 924 490	7 534 344	18 843 478	11 821 081	3 531 116	1 813 422	424 643	1 242 614	170 093 457	340 228 644	533 888	340 762 531
16 part réassureurs dans les primes acquises	-80 998 328	-25 469 480	-113 112 350	-122 316 781	-61 737 587	-13 252 870	-9 390 054		-53 296 377	-479 573 829	-1 698 366	-481 272 195
17 part réassureurs dans les prestations et frais payés	23 821 184	12 876 514	37 355 200	85 796 710	19 789 157	7 375 427	2 091 522	10 960	25 105 037	214 221 712	163 968	214 385 680
18 part réassureurs dans les charges de provision	3 242 350	504 674	-9 057 615	69 907 650	-7 898 774	267 807	-107 110	-285 213	9 948 003	66 521 772	-58 528	66 463 244
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	2 792 248	131 926	898 643	755 969	-193 104	626 621	15 834		6 659 261	11 687 398	5 854	11 693 252
20 commissions reçues des réassureurs	22 151 022	5 847 203	20 119 342	29 873 869	9 717 049	3 606 368	1 323 693		15 917 548	108 556 095	447 373	109 003 468
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-189 679		1 017 168	943 852	246 570				-38 695	1 979 216		1 979 216
22 solde de réassurance	-29 181 204	-6 109 163	-62 779 612	64 961 269	-40 076 689	-1 376 646	-6 066 115	-274 253	4 294 776	-76 607 637	-1 139 699	-77 747 335
résultat technique	67 532 781	-2 119 199	56 733 264	11 343 875	9 163 935	2 251 426	1 080 073	2 549 313	67 749 590	197 285 059	2 615 013	199 910 073



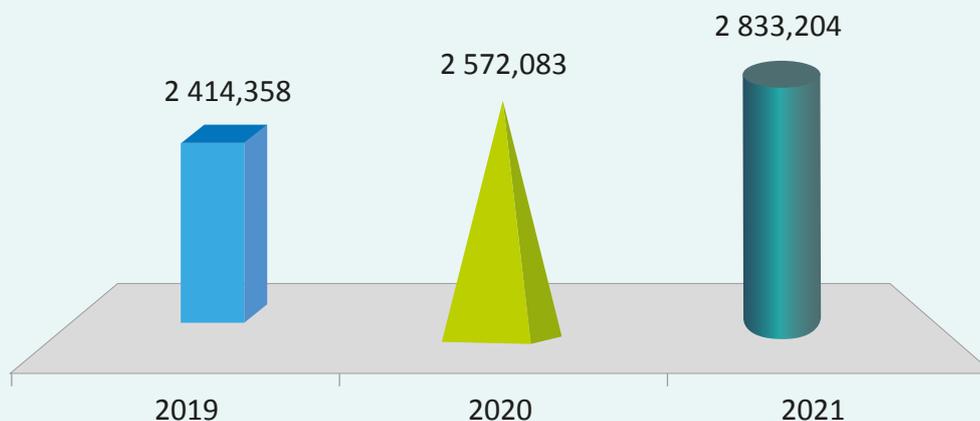
TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2021

KEY FIGURES OF THE INSURANCE SECTOR

	In MD		
	2020	2021	Ev. 21/20 in %
Written Premiums (Direct Business + Acceptances)	2 572 083 235	2 833 204 043	10,15
Claims Paid (Direct Business + Acceptances)	1 353 170 141	1 642 878 917	21,41
Management Expenses (Direct Business + Acceptances)	627 968 347	678 696 243	8,08
Technical Provisions	5 894 903 711	6 477 054 155	9,88
Cessions and Retrocessions	453 260 048	481 272 195	6,18
Investments	6 534 099 732	7 258 747 501	11,09
Financial Balance	297 943 277	340 762 531	14,37
Reinsurance Balance (cession results)	-125 778 769	-77 747 335	-38,19
Net Technical Results	284 017 797	199 910 073	-29,61
Balance Sheet Results	231 546 758	225 041 414	-2,81

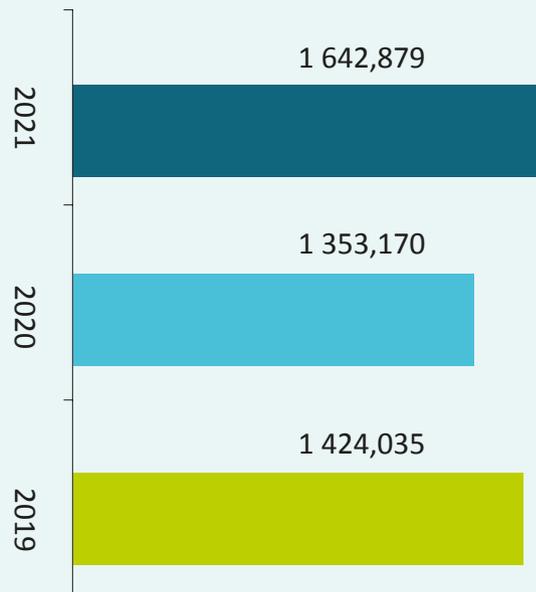
WRITTEN PREMIUMS

in MTD

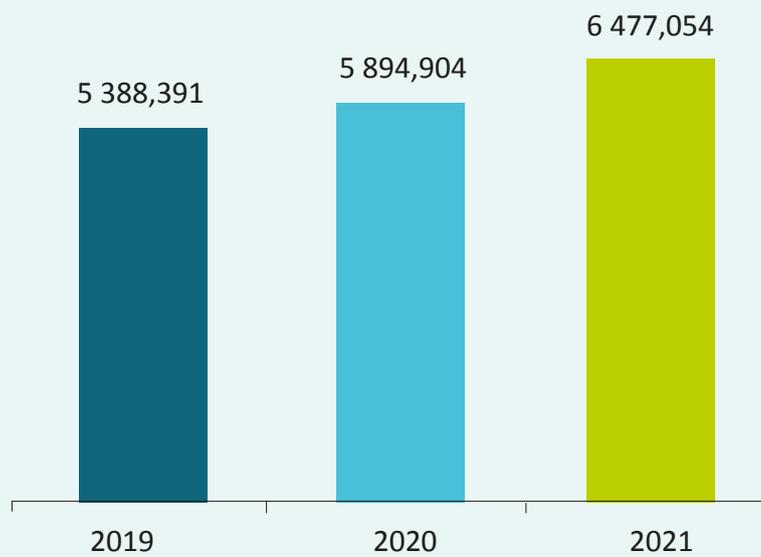


CLAIMS PAID

in MTD

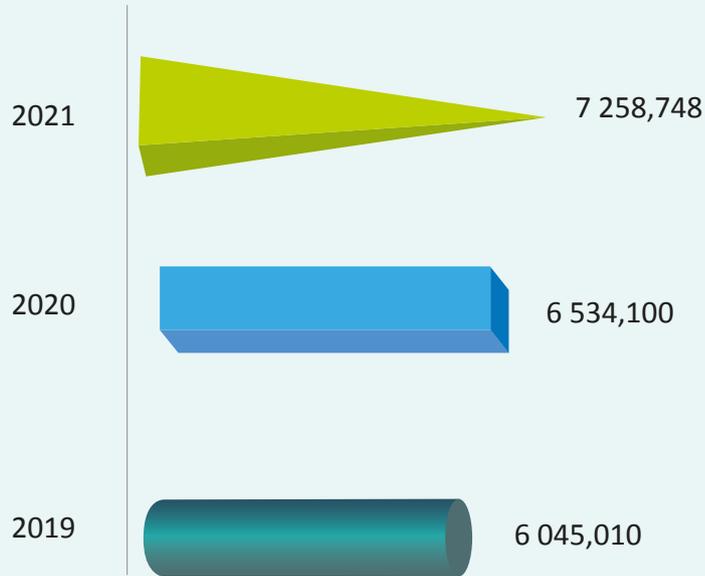
**TECHNICAL PROVISIONS**

in MTD



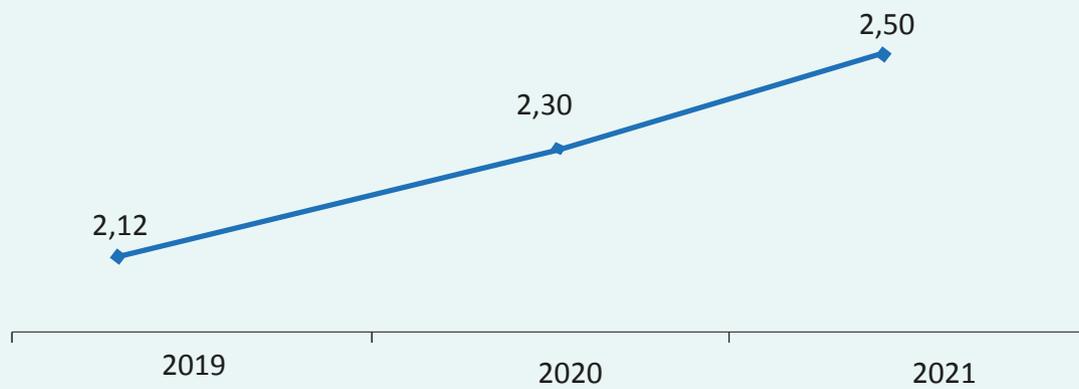
INVESTMENTS

in MTD



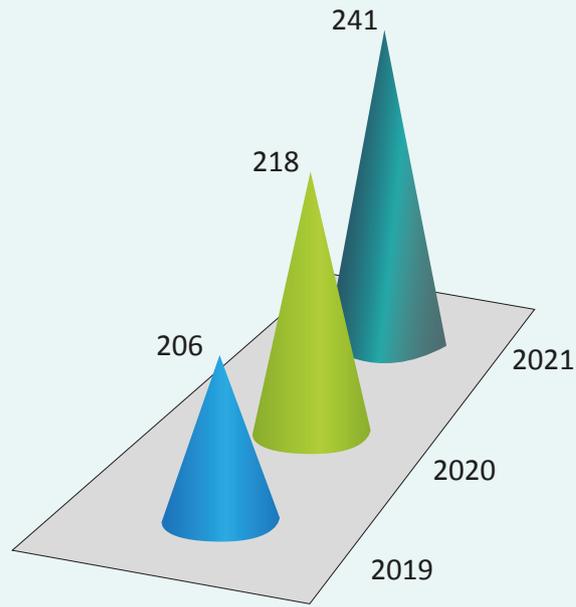
RATE OF PENETRATION

in %



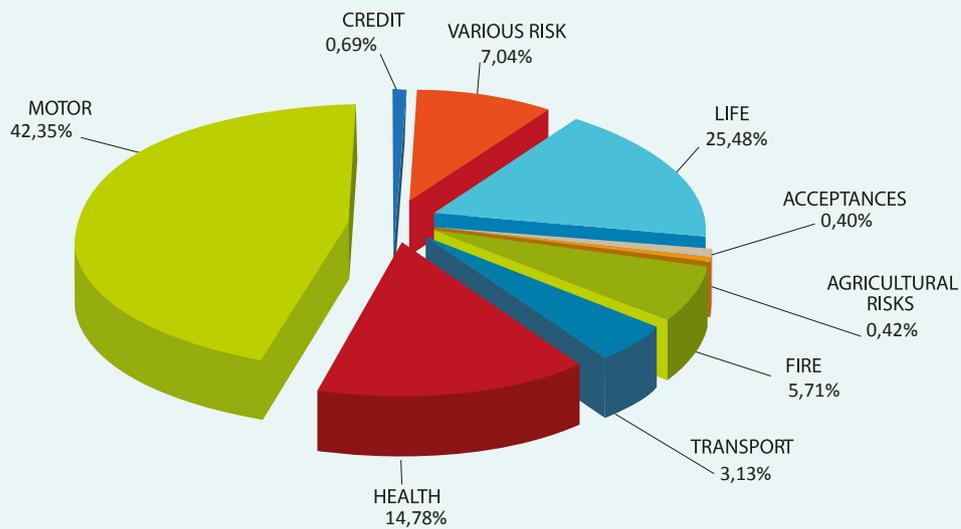
PREMIUMS PER CAPITA

in TD

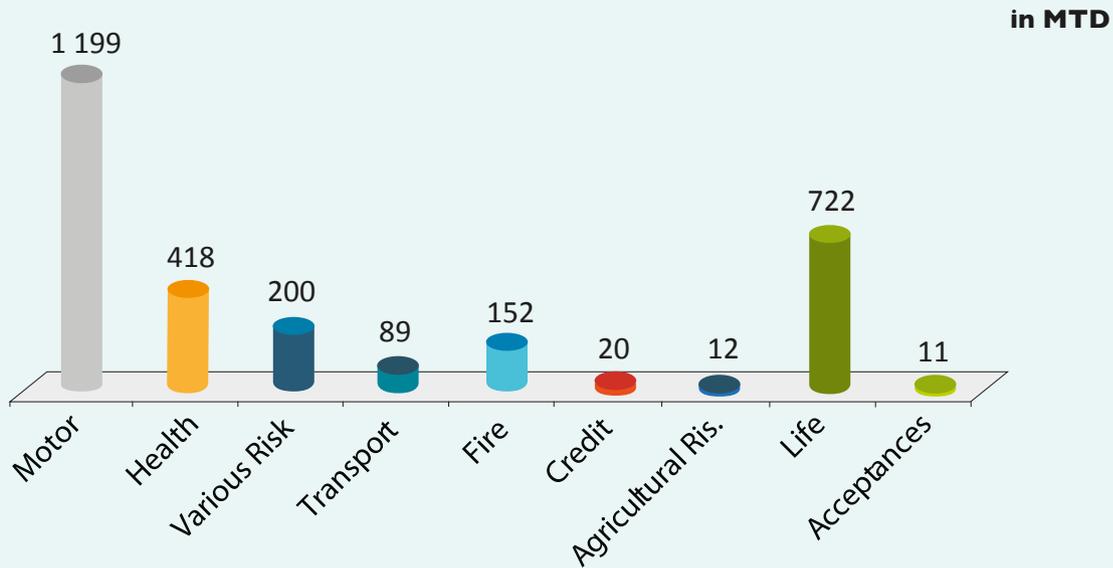


STRUCTURE OF THE PORTFOLIO OF THE MARKET BY BRANCH IN 2021

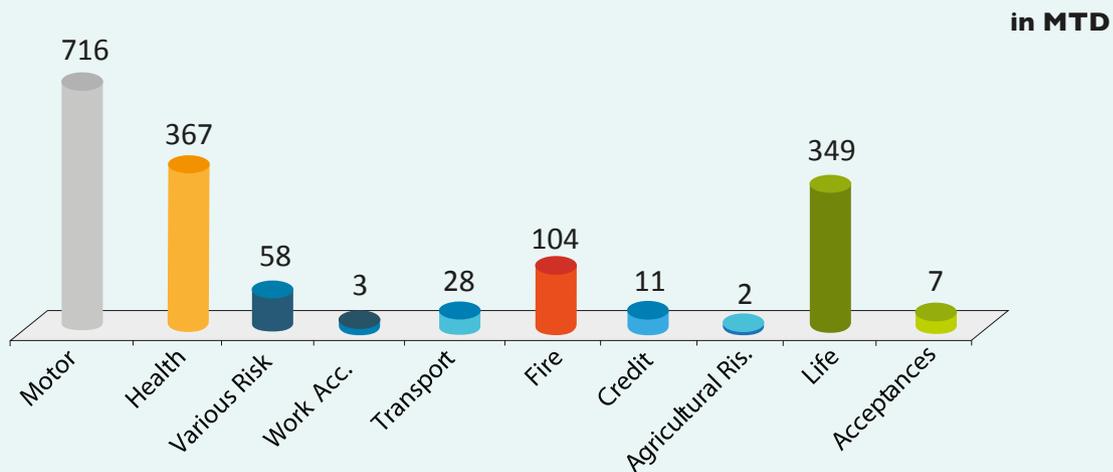
in %



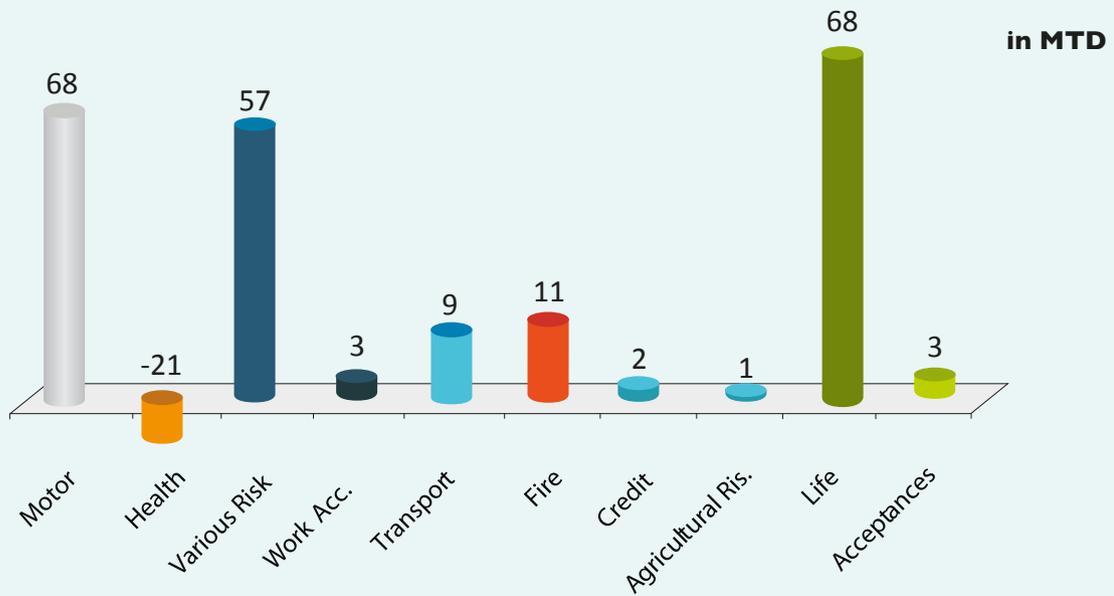
WRITTEN PREMIUMS BY BRANCH IN 2021



CLAIMS PAID BY BRANCH IN 2021



TECHNICAL RESULTS BY BRANCH IN 2021





LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES



DG : **Mohamed Skander NAIJA**
Adresse : Cité Essanaouber - les Berges du Lac II 1053 Tunis
Téléphone : 70.026.001
Fax : 71.268.400
Site Web : www.assurancesami.com



ASSURANCES BIAT

DG : **Nejla MOALLA HARROUCH**
Adresse : Immeuble Assurances BIAT les jardins du lac 1053 les berges du lac
Téléphone : 71.197.820
Fax : 71.197.810
Site Web : www.assurancesbiat.com.tn



DG : **Abdelmonem KOLSI**
Adresse : 45, Av. Kheireddine Pacha 1080 Tunis
Téléphone : 71.792.211
Fax : 71.794.723
Site Web : www.astree.com.tn



DG : **Abdellatif CHAABANE**
Adresse : 13, Rue Borjine, Montplaisir 1073 Tunis
Téléphone : 70.015.151
Fax : 71.901.251
Site Web : www.elamanatakaful.com



تأمينات التكافلية
 Assurances **At-Takafulia**

DG : **Mondher KHABCHECHE**
Adresse : 15, Rue El Kods - Le Belvédère.Tunis
Téléphone : 31.331.800
Fax : 71.843.384
Site Web : <http://www.attakafulia.tn>



التجاريب تأمين
 Attijari Assurance

DG : **Rachid ARABI**
Adresse : Angle rue winnipeg et Anneey - Les berges du lac - Tunis
Téléphone : 70.643.400
Fax : 70.242.616
Site Web :



DG : Mehdi **DOGHRI**
Adresse : Lot BC4 - Centre Urbain Nord/Tunis
Téléphone : 71.184.000
Fax : 71.184.184
Site Web : www.carte.tn



DG : Afifa **BOUGHZOU**
Adresse : Immeuble CARTE, Entrée B - Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Téléphone : 71.184.160
Fax : 71.184.170
Site Web : www.carte.tn



DG : Hakim **BEN YEDDER**
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.comar.com.tn



COTUNACE

PDG : **Nebgha DRISS**
Adresse : 14 Rue Borjine 1073- Montplaisir - Tunis
Téléphone : 71.908.600
Fax : 71.909.439
Site Web : www.cotunace.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 71.843.900
Fax : 71.783.607
Site Web : www.gat.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 31 350 000
Fax : 71 783 607
Site Web : www.gat.com.tn



DG : Lamjed **BOUKHRIS**
Adresse : 6, Av. Habib THAMEUR 1069 Tunis
Téléphone : 71.340.933
Fax : 71.332.276
Site Web : www.ctamamga.com



DG : Lotfi **HAJ KACEM**
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.hayett.com.tn



DG : Yazid **SELLAOUTI**
Adresse : Im. LLOYD, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



DG : Yazid SELLAOUTI
Adresse : Im. LLOYD, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



إنت لينا و أحنا ليك

DG : Lassaad ZARROUK
Adresse : Complexe el Mechtel Avenue Aouled Hafouz B.P. 1075 - 61 Tunis
Téléphone : 70.020.300
Fax : 71.845.440
Site Web : www.mae.tn



DG : Habib BEN HASSINE
Adresse : 64, Rue de Palestine 1002 Tunis
Téléphone : 71.788.800
Fax : 71.788.334
Site Web : www.maghreb.com.tn



DG : **Habib BEN HASSINE**
Adresse : 24, Rue du Royaume d'Arabie Saoudite - I002 Tunis
Téléphone : 71.840.488
Fax : 71.843.993
Site Web : www.maghreb.com.tn

BH ASSURANCE 

BH تامين 

DG : **Dalila BADR**
Adresse : Immeuble Assurances SALIM, 5 Centre Urbain Nord I003 Tunis, Tunisie
Téléphone : 71.948.700
Fax : 71.948.364
Site Web : www.salim-ins.com



DG : **Hassene FEKI**
Adresse : Square Avenue de Paris I080 Tunis
Téléphone : 71.340.866
Fax : 71.340.835
Site Web : www.star.com.tn



DG : Lamia BEN MAHMOUD
Adresse : Avenue du Japon - Montplaisir -BPI073 29 TUNIS
Téléphone : 71.904.911
Fax : 71.904.930
Site Web : www.tunisre.com.tn



DG : Makrem BEN SASSI
Adresse : Immeuble Zitouna TAKAFUL Bloc A-Avenue de la Bourse I053 Lac II
Téléphone : 080 71.198
Fax : 71.198.053
Site Web : www.zitounatakaful.com.tn



GROUPE SOCIETE GENERALE

DG : Yann LOUARN
Adresse : Rue du Lac Turkana les berges du lac I053 Tunis, Tunisie
Téléphone :
Fax : 70.221.710
Site Web :



D Exécutif : Hatem AMIRA
Adresse : 9 bis,Rue de la Nouvelle Delhi I002- Tunis-Belvédère
Téléphone : 70.148.820
Fax : 70.148.839
Site Web : www.ftusanet.org

Rapport Annuel 2021